Macron, pourquoi lui, et pas nous ?

N° 84 - Mai 2018 - 4 DT • www.leaders.com.tn

Leaders

Hannibal

Il savait vaincre, mais...

Par Ammar Mahjoubi

L'enfant : Les droits que la Tunisie ne doit jamais oublier

CELLINI MOONPHASE

L'édito

• Par Taoufik Habaieb

S'en sortir !

Est-ce la baraka de Sidi Mehrez et autres "saints protecteurs" selon la croyance populaire ? Combien de fois la Tunisie s'est-elle trouvée au bord du précipice, faillant sombrer dans l'abîme, avant qu'au tout dernier moment, la providence ne la sauve ? Les tensions extrêmes qui ont embrasé les relations entre l'Ugtt et le gouvernement, avec un pic le mois dernier, n'en sont que le énième épisode. Si, de justesse, la confrontation a été évitée, tout est à reconstruire dans ce couple.

L'érosion du pouvoir d'achat et la flambée des prix deviennent insoutenables, pour tous les Tunisiens, toutes catégories comprises. La dégradation des finances publiques et le creusement du déficit de la balance commerciale s'y ajoutent lourdement. Résultat : la montée des exaspérations et la recrudescence des revendications s'expriment de plus en plus fortement dans la rue, au risque de tout bloquer.

Préserver le couffin de la ménagère et poser des garrots pour arrêter les hémorragies s'érigent en priorités absolues. S'il ne peut tout affronter à la fois, le gouvernement actuel ou celui qui lui succèdera doit s'y investir pleinement. Faute de quoi la sanction sera fatale.

Quelle que soit leur origine, politique, économique, financière ou sociale, les soubresauts violents qui secouent brutalement l'avancée de la Tunisie ne sont pas arrivés à leur terme et restent difficiles à anticiper et à éviter. L'amortisseur ne peut être que dans le fait de montrer et démontrer aux Tunisiens la détermination des gouvernants à enrayer les facteurs de risque, renforcer les stabilisateurs et privilégier l'intérêt national et le sens de l'Etat.

Le long et pénible, mais nécessaire cheminement de la Tunisie vers la démocratie et la relance économique, impose ses exigences. Le prix à payer est un sacrifice à partager par tous. L'engagement individuel et collectif à respecter la loi et à s'investir dans la création de richesse n'en est qu'un premier gage. Renouveler le dessein commun, rétablir la confiance et redonner espoir, en rassemblant les Tunisiens et non en les divisant, constituent le mandat de la classe politique et syndicale.

Deux Tunisie sont juxtaposées. Celle qui conteste bruyamment pour faire prévaloir des intérêts corporatistes étroits. Et celle qui s'échine à travailler laborieusement, en silence, et à réaliser des merveilles. Dans ces fermes, ateliers, usines, laboratoires de recherche, bureaux d'études et incubateurs d'entreprises, l'effort, l'ingéniosité et l'intelligence nous offrent de réels motifs de réconfort et de fortes doses d'espoir.

Le processus électoral qui nous donne dès ce 6 mai 350 nouveaux conseils municipaux, et se poursuivra l'an prochain à l'automne, avec la présidentielle et les législatives est crucial. Il confirme, aux yeux de tous, la stabilisation croissante de la Tunisie et de son avancée démocratique. Sa grande promesse est de faire émerger davantage de jeunes et de dirigeants compétents hissés aux commandes, une majorité confortable au parlement, et trois présidents désignés par les urnes pour endosser les lourdes charges des palais de Carthage, de la Kasbah et du Bardo.

Le véritable travail de fond commencera alors en janvier 2020, lorsque ces nouveaux pouvoirs seront entrés en fonction. Sans se faire d'illusion, cette échéance est la plus réaliste. D'ici là, le pays pourra-t-il résister encore ? L'économie sera-t-elle capable de tenir ? Les Tunisiens sauront-ils endurer davantage ?

Il n'y a point de miracle à attendre. Délicate situation : il faut s'en sortir. Ce n'est guère impossible. Cette détermination doit être celle de tous les Tunisiens, chacun à sa manière, chacun de sa propre contribution. C'est ce qui sauvera le pays, accélèrera sa relance.

Dès la mi-mai, la Tunisie vivra au rythme du mois saint du Ramadan: au ralenti. Puis ce sera le farniente des vacances d'été. Ce relâchement de l'effort durant plus de trois mois est-il une fatalité à subir ? C'est là un exercice décisif à entreprendre pour éprouver notre réelle volonté de nous en sortir.

La baraka est nécessaire pour tous ceux qui y croient. Mais, elle ne suffit pas. S'en sortir, c'est d'abord agir. L

T.H.

Ramadan Mabrouk.

Elegance is an attitude

Simon Baker

LONGINES®

Ben Jannet

BOULEVARD PRINCIPAL LES BERGES DU LAC 1 - TUNIS
TÉL.: +216 71 860 475
RUE LAC VICTORIA LES BERGES DU LAC 1 - TUNIS
TÉL.: +216 71 963 555
C.COMERCIAL TUNIS CITY « GÉANT » - TUNIS
TÉL.: +216 70 836 224

The Longines Master Collection

Leaders

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Taoufik Habaieb

DIRECTEUR DE LA REDACTION
Hédi Behi

CONSEILLER
Abdelhafidh Harguem

COLLABORATEURS

• Walid Bel Hadj Amor • Monia Ben Jémia • Raouf Ben Rejeb
• Mohamed Larbi Bouguerra • Mounira Chapoutot Remadi
• Rafik Darragi • Samy Ghorbal • Mourad Guellaty • Azzedine Guellouz
• Mohamed Ali Halouani • Mohamed El Aziz Ben Achour • Houcine Jaidi
• Mohamed Jaoua • Elyès Jouini • Emna Kallel • Chedli Klibi • Salsabil Klibi
• Ammar Mahjoubi • Habib Mallakh • Samir Marrakchi • Mansour Moalla
• Ahmed Ounaïes • Habib Touhami • Riadh Zghal • Dr Sofiène Zribi

CONCEPTION & REALISATION

Ahmed Cherni
(Directeur Artistique)

Raïd Bouaziz
(Designer)

Marwa Makni
(Vidéo)

PHOTOS
Leaders - DR

MARKETING & COMMUNICATION

Jihen Ouaz
(Directrice Marketing)

Bourane Ennaifer Hajem
(Directrice Communication)

APPUI

Habib Abbassi • Lamia Alayet
• Najah Kharraz• Fayçal Mejjadi • Leïla Mnif
• Hamdi Mzoughi • Chaouki Riahi

IMPRESSION
Simpact

PR Factory
Ennour Building, Cité des Sciences,
BP 200, 1082 Tunis Mahrajène,
Tel.: 71 232 111 / Fax: 71 750 333
abonnement@leaders.com.tn • marketing@leaders.com.tn
• redaction@leaders.com.tn
www.leaders.com.tn

Disponible sur
الخطوط التونسية
TUNISAIR

S O M M A I R E

Nation

21 Et l'on s'interroge aujourd'hui si la Tunisie est indépendante !
Par Riadh Zghal

22 Bourguiba, des photos inédites

31 Nouveau président de l'Iace : Taïeb Bayahi , un mandat d'exigence

41 Macron : Pourquoi lui, et pas nous ?
Par Samy Ghorbal

Economie

50 De l'indice de couverture des importations par les réserves en devises
Par Abdelmajid Fredj

Chronique

55 Développement, croissance et désarticulation régionale
Par Habib Touhami

Société

56 L'enfant est un projet d'homme !
Les droits que la Tunisie ne doit jamais oublier !
Par Sofiane Zribi

60 Bons baisers de la Finlande : destination l'étoile du Nord
Par Mourad Daoud

62 Zina Zidi : La chouchoute de Shems FM
Par Néjiba Belkadi

P22

MILLE MIGLIA GTS POWER CONTROL (168566-3001). CHOPARD MOVEMENT, CALIBRE 01.08-C

Ben Jannet

BOULEVARD PRINCIPAL LES BERGES DU LAC 1 - TUNIS
TÉL.: +216 71 860 475
RUE LAC VICTORIA LES BERGES DU LAC 1 - TUNIS
TÉL.: +216 71 963 555
C.COMERCIAL TUNIS CITY « GÉANT » - TUNIS
TÉL.: +216 70 836 224

MILLE MIGLIA
Chopard

COMAR
ASSURANCES
C'est plus sérieux

VOTRE ASSURANCE QUI ÉVOLUE !

COMAR ASSURANCES rafraichit son identité et se développe.

- Un **réseau national et international** pour vous accompagner en Tunisie et à l'étranger ;

- Une **solidité financière** confirmée gage de votre **sécurité** ;

- Un **engagement citoyen** continu par la promotion d'évènements sportifs et culturels majeurs :

* **Le Marathon COMAR** de la ville de TUNIS (32ème édition),

* Les prix littéraires **COMAR D'OR** (22ème édition)

كومار تامينات
COMPAGNIE MÉDITERRANÉENNE D'ASSURANCES ET DE RÉASSURANCES
Siège Social : Imm. COMAR, Av. H. Bourguiba, 1001 Tunis
Téléphone : 71 340 899 - Télécopie : 71 344 778
www.comar.tn

Hors Normes (2018)

P.60

P.56

L'enfant, un projet d'homme ! Le projet que nous ne devons jamais perdre de vue ! Telle nous semble être en tout cas l'une des meilleures définitions que l'on puisse donner à l'enfance. →

65 Révélations d'un agent d'influence
Les Kadhafi père et fils et la France, via la Tunisie

80 Hamda Dniden : les femmes et tout le reste

84 Un aspect de l'autonomie tunisienne : la politique étrangère de Hammouda Pacha Bey
Par Mohamed-El Aziz Ben Achour

90 Hannibal
Par Ammar Mahjoub

102 Nabil Ben Khelil : une des meilleures plumes journalistiques

105 Ma première rencontre avec Salah Zghidi

Billet

112 Il y a 50 ans : le jour où j'ai rencontré l'histoire sur mon chemin
Par Hédi Béhi

P.65

Comment le pouvoir politique, mais aussi les grands groupes d'affaires, se servent d'hommes-relais pour exercer leur influence auprès de chefs d'Etat, de leaders de l'opposition, de chefs de guerre et gros clients ? →

P.62

P.90

L'approche que j'ai choisie, pour parler d'Hannibal, s'efforcera de se démarquer d'une historiographie qui, dans sa totalité ou presque, est romano-centriste. L'entreprise n'est point facile, car toute écriture de l'histoire est tributaire de ses sources; or on ne dispose pour l'histoire de Carthage, comme pour celle d'Hannibal, que des témoignages d'auteurs grecs, adversaires des Carthaginois en Sicile, et d'historiographes romains, ennemis de la cité punique. →

Produisez Votre Propre Énergie Renouvelable: Fiable – Autonome – Rentable

ABO Wind est votre partenaire idéal depuis vingt-deux ans pour développer des projets d'énergie photovoltaïque, éolienne et hybride: **faite confiance à notre expérience de 2.000 megawatts** realisés en matière d'énergie renouvelable. Notre équipe de 450 spécialistes vous garantie la qualité allemande reconnue.

ABO Wind AG
Unter den Eichen 7
65195 Wiesbaden
Allemagne

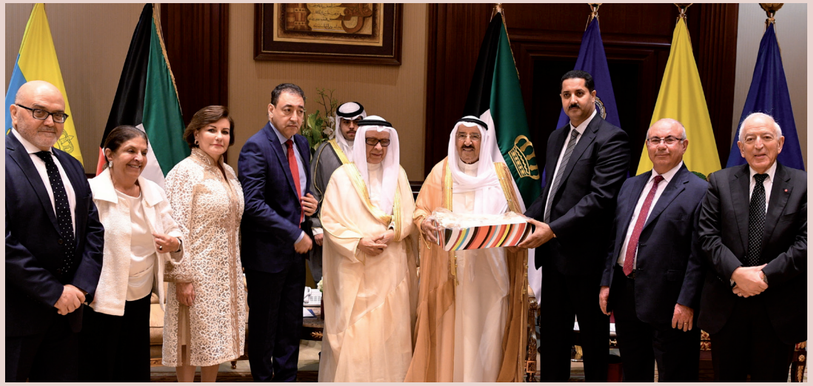
contact@abo-wind.com

www.abo-wind.com

ABO WIND

Le geste

Il a toujours apporté son écot à ceux qui en ont besoin, sans qu'ils ne le lui demandent. Hafedh Zouari, président d'un groupe qu'il avait patiemment fondé en 1978, n'a pas hésité à voler au secours de l'escrimeuse championne Azza Besbes. Alors qu'elle s'estime abandonnée des pouvoirs publics, elle trouve auprès de lui un soutien financier et moral qui l'encouragera à affronter les prochaines compétitions internationales. A 55 ans, Hafedh Zouari, qui aligne concessions de prestigieuses marques de véhicules et d'engins de BTP, industries, entreprises de transport spécialisé et commerce de distribution de pièces de rechange, est aussi député à l'Assemblée des représentants du peuple. Elu d'AfekTounès dans la circonscription de Sousse, il apporte aux débats au sein du parti, comme au Bardo, les enseignements de son parcours professionnel et l'écho du terroir dont il est resté toujours proche.



Fathi Hachicha relance le partenariat avec le Koweït

Le président Béji Caïd Essebsi et l'Emir du Koweït, Cheikh Sabah al-Ahmed al-Jabir al-Sabah, l'ont encouragé et applaudi. Le conseil d'affaires tuniso-koweïtien est finalement né. On le doit à Fathi Hachicha et Fahd al Moajjal, deux hommes d'affaires des deux pays qui y croient et y œuvrent. Premier pas, en novembre dernier, lorsqu'Al Moajjal a été reçu à Carthage. Deuxième étape, c'est au tour de Hachicha d'être reçu, mi-avril dernier, au palais Bayane. Sa délégation comprenait notamment Zohra Driss, Noureddine Hachicha, Habib Fekih, Raja Farhat et Touhami Abdouli. Troisième étape: une grande réunion à Tunis, fin juin prochain, pour entériner un programme d'activité s'annonçant riche.

AMI : un nouvel élan

Il fait partie de cette nouvelle génération de top managers qui accèdent aux commandes des compagnies d'assurances en Tunisie : Hassen Feki à la Star, Najla Moalla Harrouche à la Biat Assurance, Yazid Slaouti au LLyod Tunisien, et Hakim Ben Yedder à la Comar. Le nouveau directeur général d'AMI Assurances, Mohamed Skander Naïja, s'inscrit dans cette même lignée. Ancien du Lycée Carnot de Tunis, il fera sa prépa à Louis Le Grand, rejoindra l'Ecole Centrale, et ira à l'Ecole Europe Affaires et l'Ecole supérieure de commerce (Paris). Fils de banquier (Ahmed Naïja, ancien directeur à la Bdet, puis directeur général de la BTS), "tombera" naturellement dans les finances : Citibank, Accenture, Biat et Biat Assurance.

Depuis la fin de l'année dernière, l'Ugtt et les autres membres du conseil d'administration d'AMI Assurance lui ont confié la direction générale de cette compagnie démutualisée, qui prépare son entrée en Bourse. « J'y trouve un grand potentiel, surtout pour ce qui est du portefeuille clients, dit-il à *Leaders*. L'objectif est de mieux rentabiliser l'assurance auto, d'accomplir notre obligation d'innovation, d'améliorer le process de travail, de développer de nouveaux produits et de monter en puissance sur différents segments. » Un programme ambitieux qui se met d'ores et déjà en place.

Et la STUSID devient TSB

Le décrochage de marques bancaires se poursuit. Dernier exercice en date celui que vient d'accomplir la STUSID en prenant la nouvelle dénomination de TSB. Pourquoi ce changement, comment a-t-il été effectué et quelles sont les

premières réactions perçues ? Réponse de son directeur général, Jameleddine Ben Haj Abdallah.

La Société tuniso-saoudienne d'investissement et de développement (STUSID) est passée, en 2005, d'une banque de développement à une banque universelle. Elle a cependant gardé sa dénomination initiale en lui ajoutant juste Bank pour ainsi devenir STUSID BANK. La clientèle des entreprises s'est réjouie de cette évolution étant donné que la banque offre désormais les produits et services essentiels à leurs activités au quotidien. Par contre, la clientèle des particuliers n'a pas pu véritablement associer la banque à tous les produits et services qui répondent à leurs besoins spécifiques malgré leur couverture par la banque.

Une étude qualitative a démontré qu'en général le client s'est habitué à une dénomination de banque avec 2 ou 3 lettres, d'où la décision de passer de STUSID BANK à TSB (Tunisian Saudi Bank). Ainsi, une nouvelle charte graphique a été adoptée dans le but de bâtir une image de marque qui repose sur la modernité, le professionnalisme et l'expertise. Nous travaillons pour ancrer cette nouvelle image, faire progresser la notoriété de la banque et augmenter sa part de marché.

Comment a été effectué ce changement ?

La décision de changement étant approuvée, un pitch entre cinq agences de communication a permis de choisir une agence qui a réalisé l'ensemble des travaux nécessaires au rebranding et principalement une nouvelle charte graphique accompagnée d'une nouvelle signature de marque *«Ma banque et plus…»*. Évidemment, plusieurs départements de la banque ont été appelés à contribuer au déploiement de cette nouvelle identité, et ce, dans le but de coordonner l'ensemble des travaux qu'a engendrés ce changement. Nous pouvons dire que l'année 2018 constitue un tournant dans l'histoire de la banque. Avec la nouvelle identité, nous affirmons notre volonté de nous concentrer sur la proximité et l'expérience client. Une large campagne de promotion axée sur le «plus» a été déployée à travers plusieurs médias traduisant la relation privilégiée que TSB souhaite entretenir avec ses clients basée sur la confiance, la proximité, la transparence et la qualité de service.

Quelles sont les premières réactions enregistrées auprès du personnel et de la clientèle ?

Evidemment, comme pour tout changement, les réactions divergent mais la majorité des clients ont bien accueilli la nouvelle image de la banque et le personnel a massivement adhéré à ce nouveau projet. D'ailleurs, nous sommes en train de finaliser les travaux de mise en place du nouveau système de Global Banking qui viendra appuyer notre démarche pour améliorer nos process en vue d'offrir à nos clients un meilleur service.

La bonne étoile de Ridha Charfeddine

Poursuivre l'élargissement de la gamme de ses produits pharmaceutiques, accroître les exportations et préparer des implantations industrielles à l'étranger : Ridha Charfeddine, président des Laboratoires Unimed, se fixe des objectifs précis. Deux nouveaux partenariats industriels très avancés : le premier au Soudan et le second au Sultanat d'Oman. Député de Nidaa et ancien président de l'Etoile sportive du Sahel, il a toujours su compter sur sa bonne étoile et sa capacité de travail et d'innovation.

Le choix de la Suisse

La zone d'affaires de Kheireddine au Kram est-elle devenue le site de prédilection pour accueillir les chancelleries diplomatiques ? La Suisse l'a choisie pour y transférer les différents services de son ambassade. Sous un même toit, elle réunit dans ce nouveau bâtiment les services diplomatiques et consulaires avec la Coopération internationale "pour améliorer les synergies et la qualité des services de l'Ambassade". Rassembler les effectifs, renforcer la coordination entre les différents acteurs de la Confédération suisse en Tunisie et offrir dans cet espace spacieux et moderne une qualité d'accueil améliorée, se félicite l'ambassadrice Rita Adam.

STUSID BANK, plus de 36 ans d'expérience et d'expertise, devient

TSB

Tunisian Saudi Bank
البنك التونسي السعودي

Ma banque et plus ...
بنكي وأكثر ...

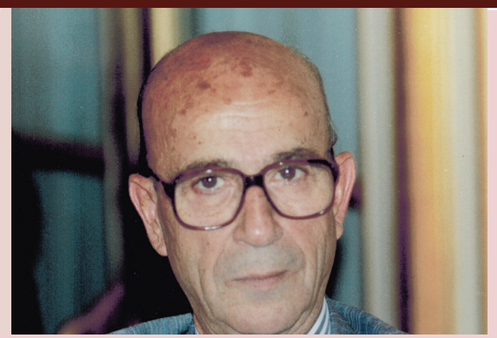
32, Rue Hedi Karray, 1082 Tunis - Tél : 70.243.000 - Fax : 71.753.233

MG en toute fraîcheur

Prenant de court ses compétiteurs, un mois avant le début du Ramadan, la chaîne de grande distribution MG a réitéré son engagement fraîcheur et qualité de produits frais. A la faveur d'une grande campagne de communication en 360°, qui articule sur deux volets, institutionnel et promotionnel, elle décline ce concept en mettant en exergue poisson, viande, fruits et légumes... Les accroches, attractives, sont puisées dans un vocabulaire qui impacte le consommateur avisé. Pour cette enseigne en expansion, l'axe qualité de produits frais est un vecteur de croissance.

Décès

Baccar Touzani
Un modernisateur de l'administration tunisienne



• Salah Zghidi
Figure emblématique de la gauche tunisienne et syndicaliste

• Me Taoufik Essid
Avocat, ancien député, président de l'Union tunisienne de l'agriculture et de la pêche, gouverneur de Kasserine, et premier président du conseil municipal de la commune de Boumhel

• Nabil Ben Khélil
Journaliste à l'Agence Tunis-Afrique Presse et la Radiotélévision tunisienne, rédacteur en chef du quotidien Le Temps, directeur de la communication à l'Agence de coopération culturelle et technique (Acct, Paris).

L'un des piliers essentiels du gouvernement Hédi Nouira, Baccar Touzani, est décédé début avril à Paris, à l'âge de 89 ans. Longtemps secrétaire général du gouvernement (1971 - 1976), il avait fait partie de ces jeunes cadres tunisiens rentrés de France pour participer autour de Bourguiba à l'édification de la République naissante et la création d'un Etat moderne. Touzani, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, avait été dès 1957 chef de cabinet de Hédi Nouira, alors secrétaire d'Etat aux Finances. Il sera par la suite directeur de la Coopération économique et financière et P.D.G. de la Steg. Avec un bref intermède à Beyrouth, au sein de l'agence de la Société tunisienne de banque (STB). Du Liban, il ramènera d'inoubliables amitiés, et celle qui sera sa fidèle épouse, Mouna. Nommé Premier ministre en 1970, Hédi Nouira l'appellera de nouveau à ses côtés pour lui confier la délicate tâche de remettre à niveau l'administration publique. Il s'y attellera de toutes ses énergies, restructurant la Fonction publique, réorganisant les structures, élaborant des textes fondateurs qui, à ce jour, portent ses marques. Ne supportant pas les intrigues des uns et les blocages des autres en dehors de la Kasbah, il préfèrera se retirer en douceur, en 1976, pour s'installer à Paris. Il sera rapidement nommé secrétaire général de la Chambre de commerce franco-arabe.

Un haut commis de l'Etat, un secrétaire général du gouvernement d'une grande compétence et un illustre Tunisien nous quitte.

Nouvelle destination
Tunis / Casablanca
5 vols réguliers chaque semaine

XPRESS AIR CARGO
we cargo Africa

مجمع الزواري
zouari group

SOTUDIS
Chemin de réussite

TUNIS
GP1 Km 5,5 Parc Industriel - Ben Arous

SOUSSE
Parc Remila Akouda GP1, Km 125,8 - Sousse

SFAX
Rte de Gabés - Bvd. de l'environnement km 2,5

GABES
Route de Tunis Km 0,5 - Gabès

Nominations

Conseil supérieur de la magistrature (CSM)

• **Saloua Grira**
Membre

Présidence du Gouvernement

• **Mongi Salem**
Chargé de mission

Ministère des Affaires locales et de l'Environnement

Onas

• **Mohamed Sghaïer Ben Jeddou**
Administrateur par intérim

Election

Banque de Tunisie

• **Fadhel Abdelkafi**
Administrateur indépendant

Fédération des hommes d'affaires arabes

• **Tarek Chérif**
Vice-président

Fédération tunisienne des agences de voyages(Ftav)

• **Jabeur Ben Attouch**
Président

Comité national de l'Union internationale des avocats (UIA)

• **Mohamed Lotfi El Ajeri**
Président

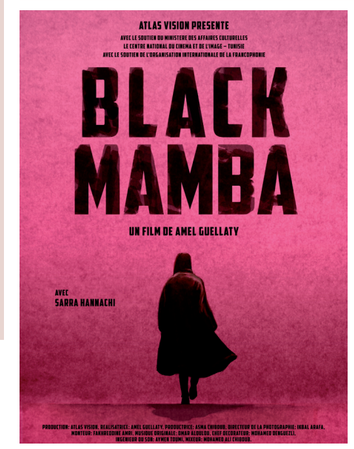
Coalition tunisienne contre la peine de mort (Ctcpm)

• **Chokri Latif**
Président

Distinction

Amel Guellaty

Elle remporté le prix du meilleur film de fiction, celui de la meilleure interprétation pour Sarah Hannachi et le Grand Prix du jury pour *Black Mamba*, son premier court métrage, aux rencontres du film court à Madagascar.



Et l'on s'interroge aujourd'hui si la Tunisie est indépendante !

• Par Riadh Zghal

La question à poser est plutôt qui est derrière la provocation d'un tel débat ? Ce débat qui attaque une composante essentielle du sentiment d'appartenance à un pays souverain, à la tunisianité du Tunisien moderne ? Reconnaissons d'abord que lancer un tel débat est une insulte à la mémoire de ceux qui ont sacrifié qui sa fortune, qui sa jeunesse, qui la vie de ses enfants, qui sa propre vie pour que cesse le gouvernement des Tunisiens par le colonisateur prédateur, violent, assassin, injuste, humiliant, méprisant les gens du pays à qui il refuse la qualité de citoyens, les désignant par «indigènes», une sorte de race inférieure dont il accapare les ressources et rejette la culture, la langue et dénie la civilisation.→

C'est aussi une insulte à tous ceux qui ont souffert dans leur âme et dans leur chair du joug colonial et qui, après l'Indépendance, ont travaillé dur pour bâtir ce qui fait aujourd'hui notre pays grâce à tout le chemin parcouru dans tous les domaines depuis l'éducation jusqu'aux infrastructures. C'est également une insulte à tous ceux qui ont cru et continuent de croire aux potentialités de la société tunisienne, ces potentialités qui permettront tôt ou tard de faire de la Tunisie un pays démocratique, prospère et bien positionné sur l'échiquier international grâce à son économie, sa contribution à la création et à la connaissance, à sa diplomatie, à sa culture... Le débat pervers enclenché pour semer le doute sur l'indépendance s'est attardé entre autres sur le terme «interdépendance» qui apparaît dans le texte fondant la souveraineté de l'Etat tunisien indépendant. Comme si aujourd'hui à l'ère de l'ouverture des frontières pas seulement pour le commerce mais aussi pour l'information, la science, la technologie, il y avait un seul pays au monde qui se targuerait d'être totalement indépendant ! Au moment où l'Europe s'unit pour constituer un grand ensemble pesant sur la gouvernance du monde, que les accords de libre-échange entre divers groupes de pays se multiplient, certains ergotent dans notre pays, fragilisé par les turbulences de la transition, sur le sens de l'interdépendance entre la Tunisie et la France. Certes, les pays sont théoriquement souverains mais la réalité est tout autre. Dans une récente interview, Alain Corvez, conseiller en relations internationales, qualifiait deux chefs d'Etat puissants, en l'occurrence Theresa May et Emmanuel Macron, d'être les *«sujets obéissants de la diplomatie américaine»*. La France et le Royaume-Uni sont-ils pour autant considérés comme colonies américaines ?

La souveraineté de tout pays est aujourd'hui relative si on considère que les décisions qu'il prend ne dépendent pas uniquement de la volonté du pouvoir en place. Elle est entamée par les contraintes du droit international qui règle, à travers les organisations internationales, la sécurité, le commerce, la santé, le travail, l'agriculture, la culture… Sans oublier évidemment que tout cela se fait avec l'aval des puissances mondiales dominantes du moment. Certes la gouvernance internationale laisse à désirer mais la mondialisation fait inexorablement son chemin et remet en question une certaine idée de l'indépendance qui avait son sens lorsque la lame de fond des luttes des peuples pour leur libération a démantelé les empires coloniaux.

A l'heure où le monde s'organise en grands ensembles régionaux pour que les pays adhérents puissent mieux sauvegarder leurs intérêts, nous peinons à avancer dans l'intégration des pays du Maghreb, pourtant si proches culturellement, géographiquement, historiquement… L'avenir de tous ces pays en dépend. Débattre des voies à emprunter pour l'intégration maghrébine serait tellement plus utile que de rester rivé à des débats stériles sur le passé et le sens de l'indépendance d'un pays endetté jusqu'au cou.

On a tenté depuis les élections de 2011 de gouverner par la peur. C'était la période du jihadisme terroriste et des assassinats politiques. Lorsque c'est devenu impossible, le principal repère qui fait l'unité de la nation, à savoir l'Indépendance, a servi de cible pour les frustrés du pouvoir. Ils tentent de s'imposer en manipulant l'opinion, en provoquant la division, en semant le doute. Car gouverner par le doute est aussi un moyen qui marche en période de trouble. Mais, tout porte à croire que ce ne sera qu'un épisode parmi tant d'autres qui ponctuent le processus de transition. On peut comprendre qu'après tant d'injustices et de souffrances accumulées, il faut que les rancœurs accumulées s'extériorisent mais il ne faut pas non plus occulter les stratégies insidieuses qui s'attaquent au socle de l'entité nationale qui donne un sens à l'appartenance du citoyen à son pays.

Malgré la rhétorique de certains universitaires, par ailleurs respectables, qui, consciemment ou inconsciemment, ont contribué à alimenter la division sociale, apportant ainsi leur soutien à certaines parties et certains partis frustrés de ne plus être au pouvoir, malgré le battage médiatique animé par des chercheurs du sensationnel, la Tunisie en sortira plus forte grâce à la liberté d'expression qui a permis d'éjecter tout le fiel accumulé durant des décennies de parole étouffée. A quelque chose malheur est bon, dit le proverbe !

R.Z.

Bourguiba

Lors d'une de ses visites au Moyen-Orient, alors qu'il était établi en Egypte

Des photos inédites

Inépuisables albums photo de Bourguiba : une véritable leçon d'histoire, de sens de la communication et de patriotisme. A chaque célébration de l'anniversaire de sa naissance, le 3 août, et commémoration, le 6 avril, de son décès, *Leaders* a toujours eu la main heureuse en découvrant un nouveau lot de photos inédites. Nous le devons aux membres de la famille du Combattant Suprême et à nombre de ses compagnons de lutte pour l'indépendance ainsi qu'à quelques-uns de ses fidèles disciples qui ont servi la République. En exclusivité, nous publions, à l'occasion du 18e anniversaire de sa disparition, une collection quasiment jamais révélée auparavant. Elle appartient à l'album personnel du militant Ahmed Kallala. Qu'il en soit vivement remercié.

Chaque évènement, chaque rencontre, chaque étape marquante, Bourguiba tenait à l'immortaliser par des photos qu'il envoyait par la suite à la presse, à des militants, à la famille proche. Longtemps avant Facebook et autres Instagram, il avait compris "le poids des mots, le choc des photos". Il en avait fait, avec tout son génie politique et l'immensité de son charisme, les armes de son combat. Jusqu'au bout ! Il y a toujours veillé.

A Paris, en avril 1955, pendant les négociations de l'indépendance interne

Avec un sculpteur français (Paris, avril 1955)

Avec Mongi Slim

Entre Habib Thameur et Slimane Ben Slimane

Avec Ahmed Kallala (Paris, avril 1955)

Leaders
N°84
Mai
2018

A Monastir avec Chedli Kallala. Derrière à gauche, Abdellah Bchir

Devant la tombe de Tahar Sfar, à l'extrême droite Mohamed Boussoffara

zouari group مجمع الزواري

TUNIS - Rte de Sousse, GP1 Km7 2033 - Mégrine
Tél. : (+216) 70 130 070 - 70 130 060
Fax : (+216) 71 425 253

SOUSSE - Rte de ceinture, 4022 Z.I. Akouda - Sousse
Tél. : (+216) 70 130 040 - 70 130 050
Fax : (+216) 73 343 233

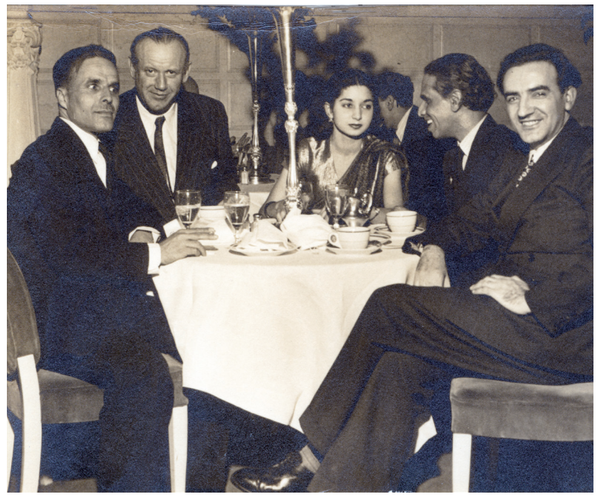
SFAX - Rte de Gabes, bvd de l'environnement, Km 2,5 - Sfax
Tél. : (+216) 70 130 020
Fax : (+216) 74 281 020

GABES - Rte de Tunis Km 0,5 BP 31 - 6001 Hached Gabe
Tél. : (+216) 70 130 090
Fax : (+216) 75 274 151

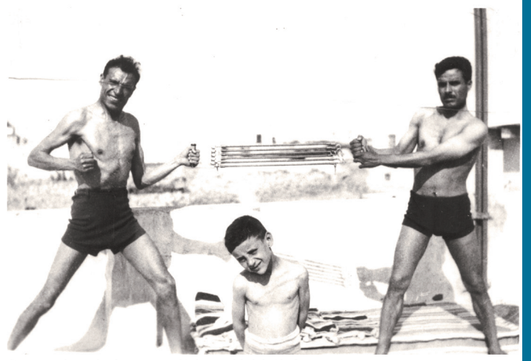
Avec Tahar Sfar et Chedli Kallala

Avec Chekib Arselène

Avec Mohamed V



Lors d'une visite aux Etats-Unis



Des exercices physiques avec Mohamed Salah Akef

Bank ABC is an innovative banking partner ideally positioned to meet all your trade finance needs.

With offices in Europe, the Middle East, North Africa, Asia and the Americas, Bank ABC optimises its international network to serve clients wherever their business is.

Transactional Banking | Specialised Finance | Financial Markets | Capital Markets | Retail Banking | Real Estate Finance

BankABC
A team commited to your success

www.bank-abc.com

هي الحُرّة و الحلوّة و الذهبية

زيت زيتون

الشعّال

بالطبيعة تونسية !

BH INVEST
Intermédiaire en Bourse

FONDS
BH CEA
COMPTE EPARGNE EN ACTIONS
GESTION COLLECTIVE

Immeuble Assurances SALIM, Centre Urbain Nord - 1003 Tunis
Tél.: +216 31 389 800
www.bhinvest.com.tn
bh invest

VOTRE PARTENAIRE CAPITAL

Nouveau président de l'Iace

Taïeb Bayahi
Un mandat d'exigence

Elu début avril dernier à la tête de l'Institut arabe des chefs d'entreprise (Iace), Taïeb Bayahi, 54 ans, succède à une prestigieuse lignée, amorcée par le fondateur Mansour Moalla, auquel ont succédé Chekib Nouira et le président sortant Ahmed Bouzguenda. Le benjamin de la fratrie Bayahi, hissé aux commandes du plus ancien et plus influent think tank de Tunisie, estime que la sortie de crise de l'économie tunisienne ne pourra être envisagée sans un assainissement en profondeur du budget de l'Etat. Il tient surtout, au cours de son mandat, à plaider la cause des jeunes entrepreneurs, «pleins d'idées et novateurs», et à qui ne manque qu'un coup de pouce matériel.

Intégrant l'Iace depuis 1999, il en était jusque-là vice-président, ce qui l'avait bien préparé à ses nouvelles fonctions. Aussi, son passage à la Chambre de commerce tuniso-américaine (Amcham) et ses participations à des missions de plaidoyer aux Etats-Unis ont enrichi son expérience. Portant autant de convictions que de motivations, ce chef d'entreprise a à son actif un parcours aussi diversifié que fertile. Pour ce diplômé de HEC Lausanne, après First Certificate à Cambridge, le véritable apprentissage dans l'entreprise, c'est celui qu'il avait fait auprès de son père, Youssef Bayahi, une figure emblématique de la communauté des affaires en Tunisie. Le groupe familial compte aujourd'hui dans son portefeuille TPR, Magasin Général, Sotuver, les Assurances, Lloyds, Sicam, les fermes Sedan, TPS, et autres fleurons. Portait. →

Dès sa prime enfance, Taieb Bayahi a toujours baigné dans le monde des affaires. Son père, Youssef Bayahi, un pionnier du commerce et de l'industrie tunisienne, lui a transmis, comme à ses frères, Yahia et Taher, la fibre entrepreneuriale et «l'aversion à l'aversion au risque » dans le monde des affaires. Du père, il a tiré les enseignements d'une longue expérience du monde de l'entreprise et une vision claire de ce que doit être un modèle économique rationnel et pérenne. Modéré dans son discours, défenseur d'une économie inclusive, peu porté à l'optimisme béat, fermement opposé à l'alarmisme défaitiste, le nouveau président de l'Iace en appelle à la rationalité des dirigeants afin que ceux-ci cessent de se fixer des objectifs court-termistes et puissent conduire une politique économique viable sur le long terme.

Connaissance approfondie du monde de l'entreprise

Aux origines de l'émergence de Taïeb Bayahi dans le monde des affaires, se trouve le groupe patiemment et ingénieusement bâti par son père. En fait, il faudrait remonter au grand-père. Monté de Djerba au début du XXe siècle, le grand-père de Taieb Bayahi s'était installé à Menzel Bourguiba en ouvrant une petite épicerie, rapidement devenue grande. Les revenus rigoureusement épargnés seront alors investis pour l'acquisition de biens immobiliers, essentiellement des boutiques. Ce premier patrimoine sera essentiel pour le lancement d'autres affaires. Youssef le rejoindra, alors qu'il n'avait pas encore 11 ans, et partagera ses journées entre l'école, puis le lycée, et l'épicerie familiale. Piaffant d'envie de voler de ses propres ailes, il ira tenter sa chance à Tunis.

Dès 1940, Youssef Bayahi faisait en effet ses premiers pas en tant qu'importateur de tissus. Pour monter cette première entreprise, il avait pu compter sur le soutien de son père, qui s'est porté garant du crédit sollicité auprès de l'ancêtre d'Amen Bank, le Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie. Youssef Bayahi créera une unité de transformation de tomates SICA en l'installant dans un premier temps en plein centre-ville avant d'entreprendre la démarche, audacieuse à l'époque, de la délocaliser à Medjez el-Bab et de lui donner par conséquent le nom de SICAM.

De retour à Tunis, en 1988, après l'obtention d'un First Certificate à Cambridge et d'une maîtrise à HEC Lausanne, Taieb Bayahi intègre un groupe familial déjà pleinement épanoui. Il prend rapidement la direction commerciale d'un des fleurons économiques de l'époque, Staminox, société productrice d'articles de ménage en aluminium pendant une dizaine d'années. *«J'ai également intégré l'équipe de Sotal, détenue à l'époque par mon père*, indique-t-il. *Edifié par les perspectives du marché dans ce secteur, j'ai décidé cependant d'en arrêter l'activité en raison de la montée en force de la concurrence des produits importés de pays compétitifs comme la Chine».* M. Bayahi a aussi été le fondateur de Tunisie Park Services (TPS), entreprise qui a été à l'origine de la construction des deux parkings les plus fréquentés du centre-ville, après avoir restructuré la compagnie d'assurances Lloyd en 2005 en y injectant 60 millions de dinars. Membre de l'Iace depuis 1999, il en est donc devenu aujourd'hui le président et compte mettre en œuvre une série d'initiatives qui lui tiennent à cœur afin de contribuer au redressement de la situation économique du pays.

Le groupe, détenu par les trois frères Bayahi, Yahya, Tahar et Taïeb, compte aujourd'hui une quarantaine d'entreprises. Il opère dans les secteurs de l'agroalimentaire (avec SEDAN, exploitation agricole d'un millier d'hectares située à Bou Salem et fournissant en produits laitiers des groupes comme Délice, Président→

Mansour Moalla
1984 - 1994

Chekib Nouira
1994 - 2012

Ahmed Bouzguenda
2012 - 2018

BNA BANK
البنك الوطني الفلاحي
Banque Nationale Agricole
TUNISIE

L'Identité d'une Banque Universelle

Depuis sa création en 1959, la BNA n'a cessé d'être à l'avant-garde de la scène économique et financière, et s'impose aujourd'hui sur la place non seulement comme une banque de financement de l'agriculture, mais s'affirme comme une banque universelle, citoyenne et plus proche de ses clients. Banque moderne, son savoir-faire et son expertise n'ont fait que la consolider comme un acteur incontournable de la réussite personnelle et professionnelle, particulière et nationale.

www.bna.tn
BNA - Banque Nationale Agricole
BNA - Banque Nationale Agricole
Adress : 5 Rue de Syrie -1002 - Tunis Belvédère - Phone : +216 71 831 000 / +216 71 831 200 - BNAphone : 88 40 00 20 - Email : bna@bna.tn - Toll-free number : 80 100 505

→ou Kaiser), de l'emballage du verre (Sotuver), de l'aluminium (avec la société TPR qui vient de célébrer ses 40 ans), de la distribution (Magasin Général), de l'assurance (Llyod) et de l'immobilier (avec la société le Mont Fleury).

L'Iace : acteur incontournable

Les 400 adhérents entrepreneurs représentant chacun son entreprise et les 20 personnes du comité de direction qui composent l'Iace élaborent régulièrement des rapports qu'ils adressent aux responsables politiques. Ils sont souvent sollicités pour éclairer les acteurs du monde de l'entreprise sur les évolutions de leur métier, les stratégies de croissance qui pourraient porter vers le haut l'activité de leur entreprise, etc. L'Iace organise aussi des forums destinés à ce que les politiques précisent les motivations de leurs décisions, la portée de leurs actions, et qui constituent pour eux des sortes de tribunes. *«Nos actions conjointes avec le corps politique peuvent se présenter sous différentes formes mais poursuivent toujours le même objectif: collaborer en vue de tracer les contours d'une politique économique conforme aux besoins du pays et à même de remédier aux profondes lacunes qui empêchent aujourd'hui la Tunisie de prendre le chemin de la croissance»*, dit Taïeb Bayahi.

«L'Iace porte par ailleurs des projets essentiels comme Toumouh, Irada mais surtout SOS Ijraet, souligne le nouveau président du think tank. Le premier a contribué à mettre en relation des jeunes diplômés avec des employeurs à Sidi Bouzid, Gafsa et Kairouan. Le second a servi à épauler et soutenir des jeunes diplômés

■ Le père Youssef Bayahi

■ Les trois frères : de gauche à droite Taher, Yahia et Taïeb

■ La génération de la relève

FIAT TUNISIE

NOUVELLE FIAT TIPO

LA FAMILLE S'AGRANDIT

GARANTIE 3 ANS GARANTIE

DÉCOUVREZ LA TIPO, LA NOUVELLE BERLINE DE LA GRANDE FAMILLE FIAT.

DISPONIBLE CHEZ ITALCAR ET SON RÉSEAU.

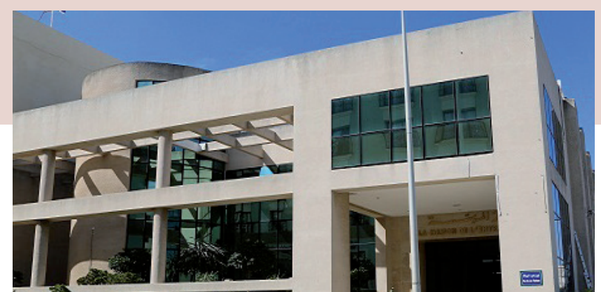
ITALCAR
Représentation de matériel de transport

FIAT

.Tunis : **Showroom les Berges du Lac** : Boulevard Principal, les Berges du Lac, 2045 Tunis – Tél. : 71 655 531 / Fax : 71 655 407 **.Showroom Megrine :** Zone Industrielle Megrine route de Sousse GP1 5.5 km – Tél.: 31 363 240 / Fax : 71 297 177 **.S.A.V. :** Cité El Khadra, Avenue Louis Braille, 1003 Tunis – Tél. : 71 773 322 / Fax : 71 733 399 **.Bhar Lazreg :** Aerocar Service Rue Ibn El Jazzar Bhar Lazreg, 2076 La Marsa Tunis - Tél. : 31 401 282 / Fax : 32 401 282 **.Ezzahra :** Eurocar Services, Ezzahra -Tél. : 31 505 019 **.Mnihla :** Société Tunicar, route de Bizerte Sanhaji El Mnihla, 2094 Ariana – Tél. : 70 527 806 / Fax : 70 527 816 **.Bizerte :** L'expert Automobile : Hafer Moher km3, route Menzel Bourguiba, Bizerte 7000 - Tél. : 72 510 366 / Fax : 72 510 366 **.Béja :** ABM 2, Rue El Yasmine, Cité des agents de la sûreté, Sidi Fradj 9029, Béjà Sud Tél. : 78 453 820 / Fax : 78 455 198**.Nabeul** : Cap Bon Motor's : Avenue du Maghreb Arabe, 8000 Nabeul - Tél.: 72 272 702 – 72 272 708 Fax : 72 272 699 **.Sousse** : Société Nimr : 251, Route de Tunis, 4011 Hammam Sousse – Tél. : 73 364 088 / Fax : 73 364 089 **.Monastir :** Zone Industrielle Ghedir, 5000 Monastir - Tél. : 73 425 932 Fax : 73 425 933 **.Mahdia :** Société Alfatimya Cars, route de Boumerdes Ezzahra, Mahdia - Tél. : 73 671 630 - 98 771 683 / Fax : 73 425 933 **.Sfax :** Sfax Motors : 01, rue Jamel Eddine Al Afghani, zone Industrielle Poudrière, 3002 Sfax – Tél. : 74 287 381 – 74 287 382 / Fax : 74 287 375 **.Kairouan** : Gharbi d'Equipement Général, Avenue de l'environnement 3100 Kairouan - Tél. : 77 300 575 - 77 300 574 / Fax : 77 304 453**.Gafsa** : Auto Sud, Cité El Menzeh Gafsa Aéroport 2151 - Tél. : 76 217 632 / Fax : 76 217 016 **.Gabès :** Thabti Auto Services : Avenue Abou El Kacem El Chebbi,6011 Gabès - Tél. : 75 293 205 / Fax : 75 293 225 **.Djerba :** Djerba Tourism Services : Km 2, Route Houmet Souk, 4116 Djerba Midoun – Tél.: 75 764 550 – 75 764 551 Fax : 75 764 552. **E-mail: italcar@italcar-sa.com.**

Composition du nouveau comité directeur (2018-2022)

• **Président d'honneur**	: Mansour Moalla
• **Président**	: Taieb Bayahi – TPS
• **Vice-président**	: Walid Belhaj Amor, Comete Engineering Tunisie
• **Vice-président**	: Mohamed Bridaa, MicrosoftTunisie
• **Trésorier**	: Ahmed El Karm, Amen Bank
• **Vice-trésorier**	: Youssef Kortobi, AFC
• **Président de la section de Sfax**	: Ahmed Masmoudi, Pâtisserie Masmoudi
• **Président de la section du Centre**	: Mohamed Becheur – Diar Andalous
• **Président de Centre d'entrepreneuriat**	: Habib Belhadj Gouider, BNA
• **Président du Centre tunisien des entreprises familiales**	: Amine Ben Ayed, Misfat
• **Président du Centre tunisien de la gouvernance d'entreprise**	: Ibrahim Debache, Ennakl
• **Président du Centre tunisien de veille et d'intelligence économique**	: Nafaa Ennaifar, TF PROD
• **Président du Centre d'emploi**	: Mohamed Chaabouni, Vivo Energy Tunisie
• **Président du Centre tunisien de fiscalité d'entreprise**	: Lassaad Karray, Medichem
• **Président du Centre de formation**	: Zoubeir Chaieb, Aetech
• **Président de la Commission d'audit et de gouvernance**	: Jelil Bouraoui, Moore Stephens Jelil Bouraoui & Co
• **Président de la Commission des relations internationales**	: Peter Bismuth, CSC
• **Président de la Commission des structures et des sections**	: Habib Kamoun, Mehari Beach
• **Président de la Commission d'adhésion et relation membres**	: Hedi Karim Sellami, Tunisie Cables
• **Président de la Commission de plaidoirie**	: Ali Kooli, ABC Bank
• **Président de la Commission des relations avec les organisations nationales et la société civile**	: Slim Zeghal, Altea Packaging



afin qu'ils puissent devenir de vrais entrepreneurs dans des régions comme Kairouan et Le Kef. Enfin, SOS Ijraet a contribué à aider des entreprises et des investisseurs en difficulté à mener les démarches administratives qui se sont imposées à eux en transmettant leur dossier à la présidence du gouvernement et en leur assurant un suivi. Et ce, dans le cadre du NBA (National Business Agenda), projet ayant pour objectif la promotion entre autres du PPP (partenariat public/privé) avec l'Utica, l'Utap et la présidence du gouvernement.»

La cause des jeunes

A la tête de l'Iace, Bayahi compte consacrer son mandat à obtenir des dirigeants politiques qu'ils élaborent une politique centrée sur trois principaux axes. Les deux premiers sont étroitement liés. Il s'agit, selon le nouveau président, de *«lutter, d'une part, contre le commerce parallèle qui prive autant l'Etat de recettes qu'il contribue à l'exacerbation de la crise économique et, d'autre part, de formuler des recommandations en vue de l'assainissement du budget de l'Etat dont la fonction publique est aujourd'hui prise d'une véritable crise de boulimie »*, dit-il en soulignant que ces deux questions constitueront le centre des plaidoiries du groupe.

«Nous voudrions également élargir notre réseau en implantant des organes reliés à l'Iace partout en Tunisie. Situé uniquement à Tunis et à Sfax, cet important think tank gagnerait à se rapprocher de villes très importantes et symboliques comme Sidi Bouzid, mais aussi de Sousse, du sud-ouest ou du nord (je pense au Kef et à Béja par exemple)», explique-t-il encore.

Mais la mission qui lui tient le plus à cœur concerne la jeunesse porteuse d'idées et de projets novateurs en matière de création d'entreprise. *«Si j'arrive à aider quelques milliers de Tunisiens à monter leur entreprise et à jouer le rôle d'intermédiaire entre bailleurs de fonds étrangers et jeunes entrepreneurs tunisiens, si j'y arrive, alors à ce moment-là je pourrai considérer que ma mission aura été pleinement accomplie!»*

N.B.

Carthago Ceramic

Il n'y a pas que les carreaux, de nouveaux produits arrivent

Vous avez aimé ses carreaux, vous aimeriez ses briques rouges, ses enduits et ses articles sanitaires. Taieb Ketari peut en être fier! Carthago Ceramic, filiale de Poulina Group Holding, accroche, en son 30e anniversaire, de nouveaux trophées à son palmarès et bientôt de nouvelles usines. Lauréate du Prix de l'Entreprise, qui lui a été remis, mi-avril dernier, par le chef du gouvernement, elle s'apprête à faire démarrer, au cours du 1er semestre 2019, son unité spécialisée dans les enduits du bâtiment et les ciments colle. L'année prochaine également, une autre usine entrera en production lors du 4e trimestre, spécialisée dans les articles sanitaires dont plus de 70% de la production sera destiné à l'export.

Cette performance sur les marchés extérieurs (qui absorbent 20% de sa production) fait partie des gènes de Carthago Ceramic. Depuis 1995, elle est présente dans 32 marchés, en Europe, au Moyen- Orient, dans les autres pays d'Afrique du Nord, mais aussi en Afrique de l'Ouest et subsaharienne, en Afrique centrale et dans les DOM-TOM.

Créée en 1988 à Agareb, dans le gouvernorat de Sfax, l'entreprise s'est développée dans la production de carreaux céramiques en intégrant les matières premières tunisiennes et un savoir-faire qui lui ont permis d'atteindre un niveau technologique et qualitatif en compétition avec les meilleurs producteurs du nord de la Méditerranée. Elle produit une très large gamme de carreaux en grès cérame, de sol et de mur de formats les plus variés, qui représentent plus de 35% de la consommation tunisienne.

Aujourd'hui, c'est tout un pôle matériaux qui est venu s'articuler autour de Carthago Ceramic. Il

comprend les briques rouges de parement classiques mais aussi thermiques et acoustiques dont deux sites sont déjà en production, les enduits et les sanitaires.

L'implantation industrielle à l'étranger constitue elle aussi un objectif important. C'est ainsi que Carthago est présente à travers ses deux usines, la première en Algérie à l'Eulma et la deuxième en Libye à Zouara. Toutes deux sont destinées à couvrir la demande du marché local qui plébiscite les produits.

Cette réussite industrielle et marketing s'appuie sur une vision d'avenir, un management rigoureux et un personnel qualifié 100% tunisien. Les effectifs sont au nombre de 1 100 cadres supérieurs, agents de maîtrise et manœuvres. S'y ajoutent 320 salariés employés dans les usines en Algérie et en Libye. Autant de fondamentaux qui ont permis à l'entreprise d'être le leader du secteur en production, développement produit et en image de marque.

CARTHAGO CERAMIC

50 ANS
مجموعة بولينا القابضة
POULINA GROUP HOLDING
1967 - 2017

DANS UN MONDE QUI CHANGE,
VOTRE BANQUE PEUT COMPTER SUR UN RÉSEAU INTERNATIONAL.

UBCI, BANQUE DU GROUPE BNP PARIBAS
- Présence internationale dans 74 pays
- Première et unique banque certifiée ISO 9001 pour ses activités à l'international et monétiques
-

www.ubci.tn | Centre de Relations Clients : 70 000 050

UBCI GROUPE BNP PARIBAS
الاتحاد البنكي للتجارة والصناعة

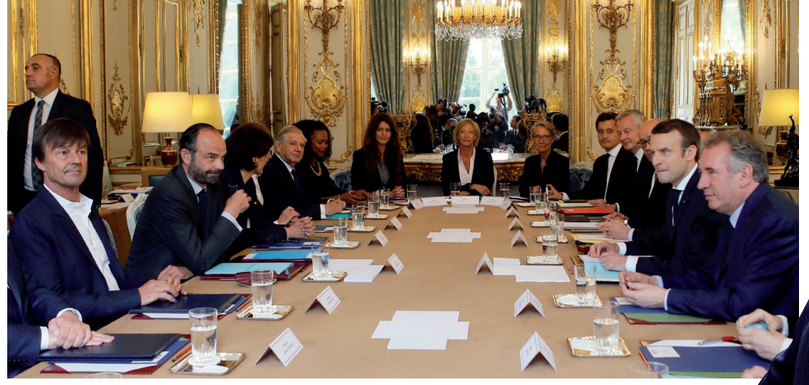
La banque d'un monde qui change

Macron

Pourquoi lui, et pas nous ?

Entré dans l'histoire « par effraction », Emmanuel Macron préside aux destinées de la France depuis un an. Dynamiteur de la vie politique, il gouverne sans opposition réelle, en dépit d'une base électorale bien plus étroite que celle de Nidaa en Tunisie, et impulse des réformes à un rythme effréné. Aucun président avant lui n'avait autant concentré de pouvoirs. Avec lui, la France est revenue au premier plan. Même s'il n'a pas encore réussi à donner un cap clair à une politique étrangère restée prisonnière de ses ambivalences, comme l'illustre son attitude sur le dossier syrien.→

• **Par Samy Ghorbal** / Journaliste et consultant



Le 7 mai 2017, il y a tout juste un an, Emmanuel Macron, alors âgé de 39 ans, devenait le plus jeune président élu de l'histoire de France. En quelques mois, cet énarque au physique de jeune premier, qui ne s'était jamais frotté au suffrage universel, a dynamité le système des partis, fait exploser le clivage droite-gauche et remis son pays en mouvement, à marche forcée. Il a restauré l'image de la France et son leadership international. Pendant que la Tunisie se débat péniblement dans une crise multiforme, à la fois politique, financière, sociale et de gouvernance, la France, l'air de rien, fait sa révolution. Jamais le contraste entre nos deux pays n'aura été aussi fort, aussi marqué, aussi paradoxal.

Sous l'impulsion d'Emmanuel Macron, la vieille nation française s'est remise en marche, certes non sans difficultés, comme en témoigne l'interminable «grève perlée» des cheminots de la SNCF. Alors que la jeune Tunisie, où chacun s'accorde pourtant sur le caractère indispensable des réformes, fait dangereusement du surplace. L'Etat tunisien ressemble à un Gulliver enchaîné par mille invisibles liens, contraint à l'immobilisme par de puissantes forces de rappel qui l'entravent dès qu'il manifeste la volonté de réformer un secteur : le bras de fer entre le gouvernement de Youssef Chahed et l'UGTT au sujet du déficit des caisses sociales n'étant ici que la dernière illustration de ce phénomène.

Pourquoi lui et pas nous ? Au-delà des comparaisons, inévitables mais inutiles, sur l'âge du capitaine, au-delà des différences de culture politique et de tempérament entre Emmanuel Macron et Béji Caïd Essebsi, les institutions - et leur corollaire, le mode de scrutin -, expliquent en grande partie que des situations finalement assez similaires aboutissent à des résultats aussi différents:

Les institutions. La France n'est pas plus aisée à réformer que la Tunisie. Mais la Constitution de 2014 a créé un régime hybride et paralysant, là où le système français de la Vème République, voulu par Charles de Gaulle et confectionné avec un soin d'orfèvre par Michel Debré, en 1958, est un chef-d'œuvre de parlementarisme rationalisé. En temps normal, c'est-à-dire lorsqu'il n'y a pas cohabitation, le président français a plus de pouvoirs que n'importe quel autre dirigeant occidental. Ces pouvoirs, Macron a choisi de les utiliser pleinement, contrairement à ses prédécesseurs. Béji Caïd Essebsi, à l'inverse, s'escrime et s'épuise dans un numéro d'équilibrisme permanent destiné à défendre la prééminence présidentielle dans un système d'essence parlementaire. Il y parvient, avec un certain brio d'ailleurs, et la pratique qu'il a imposée, dans ses rapports avec ses chefs de gouvernement, tiendra certainement lieu de coutume à l'avenir. Mais que d'énergie dépensée, que de temps perdu, que de réformes différées dans ces luttes de positionnement!

Mode de scrutin et cohésion de la société. L'une des raisons le plus fréquemment invoquées pour expliquer «l'ingouvernabilité » de la Tunisie tiendrait à l'existence d'une double fracture, géographique et culturelle. Une fracture géographique entre un littoral bien pourvu, et des régions de l'intérieur délaissées, et une autre, culturelle et identitaire, qui traverse la société de part en part, avec d'un côté les modernistes, ouverts aux influences de l'Occident, et, face à eux, les islamo-conservateurs, regardant vers l'Orient. Mais la France de 2018 n'est pas moins divisée. La fracture entre ses grands centres urbains et sa façade atlantique, insérée dans la mondialisation, et la France périphérique, des campagnes et des villes moyennes, rongée par le chômage et la désindustrialisation, n'est pas moins importante. La fracture culturelle n'est pas moins prégnante entre la part de la société, tentée par les populismes extrêmes, de droite (Front national) ou de gauche (les Insoumis de Jean-Luc Mélenchon), et les classes moyennes et supérieures, plus confiantes, plus agiles, et plus européennes.

Longtemps oblitérées par un clivage gauche-droite en réalité très confortable, ces lignes de failles structurent maintenant le paysage politique hexagonal. Elles sont un défi et une chance pour Emmanuel Macron. Elles ont permis l'obsolescence du « vieux monde » et l'avènement d'En Marche. Mais le socle électoral sur lequel repose le pouvoir, apparemment sans limites, du huitième président de la Vème République, est singulièrement étriqué: 24 % du corps électoral, c'est-à-dire son score du premier tour de la présidentielle. La base sociologique d'En Marche est plus étroite que celle de Nidaa Tounes, qui avait obtenu 37 % des suffrages aux législatives d'octobre 2014. La magie du mode de scrutin uninominal à deux tours a néanmoins permis au jeune parti du nouveau président français de s'adjuger 350 des 577 sièges à l'Assemblée nationale (308 pour sa propre formation, rebaptisée La République En Marche, et 42 pour ses alliés du Modem de François Bayrou, qui ont fait liste commune).

Comment gouverne Emmanuel Macron? Sur qui s'appuie-t-il, comment entend-il impulser le changement ? En quoi consiste la nouvelle posture diplomatique de Paris, et en quoi peut-elle impacter les relations avec le monde arabe, le Maghreb, et, singulièrement la Tunisie? C'est l'objet du dossier que nous vous présentons ce mois-ci.

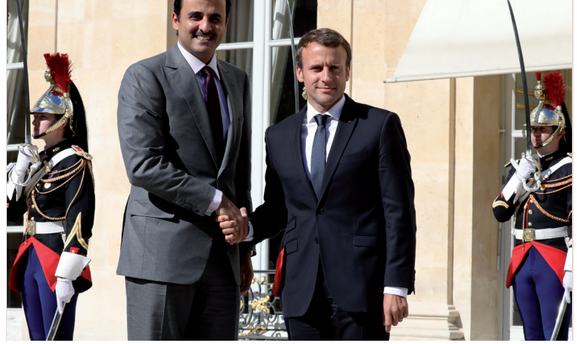
S.G.

Rupture et continuités, les ambivalences de la politique étrangère macronienne

Emmanuel Macron se voulait plus pragmatique que son prédécesseur François Hollande sur le dossier syrien ou dans les relations avec la Russie de Vladimir Poutine. Rattrapée par le réflexe de l'alignement sur Washington, sa diplomatie n'a pas encore trouvé son grand dessein, ni dessiné de cap clair. Avec le Maghreb, la continuité devrait prévaloir. →

« Lui c'est lui, et moi c'est moi ». En choisissant de recevoir le président russe Vladimir Poutine au Grand Trianon, à Versailles, quelques semaines après son entrée en fonction, Emmanuel Macron affirmait avec éclat sa prise de distance avec l'héritage de François Hollande. Les relations entre Paris et Moscou avaient connu un creux historique sous le mandat du dernier président socialiste. Les crises ukrainienne et syrienne ont alimenté une méfiance réciproque. Le candidat d'En Marche avait été lui-même victime par ricochet de la détérioration de ce climat, puisqu'il avait dû affronter une série d'accusations mensongères émanant de médias prorusses. Macron n'avait d'ailleurs pas hésité à signifier directement son courroux à son hôte. Ce jour-là, le nouveau chef de l'Etat français a posé les jalons de sa nouvelle approche des relations internationales : une approche plus virile, plus pragmatique et plus soucieuse des intérêts et du rayonnement de la France. Une semaine après, au sommet de l'OTAN à Bruxelles, Macron, bravache, avait poursuivi sur ce registre mais cette fois avec le président américain Donald Trump. Visiblement préparé, il avait surpris son interlocuteur en «résistant» à sa légendaire poignée de main…

S'engouffrer dans le vide laissé par la défection des Etats-Unis, la décrépitude de la Grande-Bretagne et l'éclipse —temporaire ?— d'une Allemagne engluée dans ses élections, et, «en même temps», séduire et cajoler chacun de →



→ses interlocuteurs, pour les amener, à la manière d'un judoka, à prêter leurs forces aux positions françaises : tel semblait être le viatique d'Emmanuel Macron sur la scène internationale. Ses premiers pas ont suscité un fort enthousiasme, en France comme à l'étranger : la diplomatie était un domaine où l'on ne l'attendait pas.

Plus Mitterrand que Chirac ou de Gaulle Qu'en est-il un an après ? En choisissant d'intervenir de concert avec la Grande-Bretagne et les Etats-Unis pour bombarder les installations chimiques de la Syrie de Bachar El Assad, Emmanuel Macron s'est inscrit sans ciller dans le sillon tracé par François Hollande. «Bachar», comme l'appellent les médias français, avait franchi la ligne rouge, il fallait donc «le punir», avec ou sans le consentement de l'ONU. Une riposte ponctuelle, *«proportionnée et calibrée au millimètre»*, a plaidé le président français, dans son intervention télévisée du 15 avril. Elle a permis de montrer la détermination de la communauté internationale, tout en évitant les risques d'emballement et d'escalade. Comprendre: Emmanuel Macron a usé de son influence modératrice pour canaliser Donald Trump et éviter qu'il ne mette le feu à la poudrière syrienne. Mais, pour retenir Trump, il fallait se joindre à lui et bombarder. Cette théorie d'une France sur la ligne de crête entre les Etats-Unis et la Russie peut s'entendre. Elle ne convaincra pas les sceptiques, qui relèveront que le même Trump n'avait eu besoin de personne pour se canaliser, en avril 2017, lorsqu'il avait délivré, déjà, une première salve de missiles de croisière sur une base aérienne syrienne, en représailles à un précédent bombardement chimique.

Sur ce dossier, l'attitude et les calculs d'Emmanuel Macron l'apparentent bien plus à un François Mitterrand qu'à un Jacques Chirac ou à un Charles de Gaulle. Chirac (en 2003) et de Gaulle (en 1967) avaient été les hommes du «non». Mitterrand, lui, avait préféré faire la guerre à l'Irak de Saddam Hussein, en 1991, pour ne pas laisser les Américains retirer tous les dividendes stratégiques et économiques de leur intervention pour restaurer la souveraineté violée du Koweït. On sait ce qu'il en fut : l'Irak fut mis à genoux, massacré et soumis à un embargo inhumain, et la France ne retira que des miettes.

Saura-t-il tenir tête à Washington sur le dossier iranien ?

Dans quelle mesure Macron réussira-t-il à infléchir la détermination belliqueuse de son imprévisible homologue américain? Pour la France, l'épreuve de vérité est pour bientôt : le 12 mai, l'administration américaine devrait faire savoir ses intentions au sujet de l'accord sur le nucléaire iranien. Donald Trump dira si son pays se retire de l'accord signé en juillet 2015 et promulgue de nouvelles sanctions contre Téhéran, sanctions qui pourraient marquer le début d'un nouvel engrenage guerrier dans la région. Les Européens sont co-garants, avec les Russes et les Chinois, de l'accord arraché de haute lutte par Barack Obama. Ils devront alors arrêter une position : résister à Washington, en continuant à commercer avec l'Iran, au risque de voir leurs propres entreprises poursuivies devant les tribunaux américains, ou courber l'échine en maugréant, au risque de voir l'Iran se jeter dans les bras de la Russie, de l'Inde et la Chine. Lorsque l'essentiel est en jeu, les velléités d'indépendance stratégique française s'estompent rapidement. Emmanuel Macron aura-t-il le courage, la détermination et le leadership nécessaire pour prendre la tête d'un camp du non à la guerre ?

Avec la Syrie, la crise du Golfe est l'autre dossier arabe brûlant du nouveau président français. Le blocus imposé au Qatar par les pays du «quartet» - l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis, l'Egypte et le Bahreïn - a placé Paris en porte-à-faux : impossible de se désintéresser d'une affaire qui, si elle n'était pas circonscrite diplomatiquement, pouvait enflammer toute la région, mais difficile de choisir entre des pays qui sont tous des alliés et des clients. Le président français a habilement évité de se laisser aspirer. Paris a réussi, avec un certain brio, à parler avec tout le monde, à ne froisser presque personne, et à engranger les grands contrats, au Qatar comme aux Emirats et, dans une moindre mesure, en Arabie Saoudite. Macron s'est rendu trois jours à Abu Dhabi, deux petites heures à Riyad, et un jour et demi à Doha. Il a aussi reçu en France plusieurs fois l'Emir du Qatar, à Paris, et le Prince héritier d'Arabie Saoudite, lors d'une visite polémique et spectaculaire.

Politiquement, plus qu'avec Doha ou Riyad, c'est avec Abu Dhabi que les convergences d'analyse sont les plus fortes, notamment sur le dossier libyen. Difficile de ne pas y voir la patte du chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian. L'ancien ministre français de la Défense (2012-2017) avait sillonné le Golfe pour y vendre des armes. Adversaire résolu des djihadistes, que ce soit au Sahel ou en Libye, Le Drian a été le grand artisan du réchauffement des relations entre Paris et Le Caire. Or, comme chacun sait, l'Egypte d'Abdelfattah al-Sissi est devenue, en 2015, le premier client à l'export du Rafale français. Ce deal, portant sur 24 avions, avait à l'époque été vivement encouragé par Mohamed Ben Zayed, ministre de la Défense et Prince héritier d'Abu Dhabi. «MBZ» n'avait pas hésité à mettre la main au portefeuille, pour soulager son protégé égyptien. Le rapprochement avec le camp Haftar, en Libye, très net depuis l'élection d'Emmanuel Macron, s'inscrit dans le prolongement de cette dynamique.

Un tropisme marocain prononcé

Emmanuel Macron a réussi l'un de ses plus beaux coups diplomatiques en arrachant Saad Hariri, le Premier ministre libanais «démissionné», des griffes du Saoudien Mohammed Ben Salmane. Puissance protectrice du pays du Cèdre, la France a été, cette fois, à la hauteur de sa mission – même si le maintien de Hariri à Beyrouth ne règle en rien la crise que traverse ce pays. Paris semble en revanche avoir abdiqué sur la question palestinienne. Emmanuel Macron a été totalement inaudible, et n'a pris aucune initiative. Pour qui se souvient de l'activisme d'un Mitterrand ou d'un Chirac, la perte d'influence, commencée bien avant l'élection de Macron, est spectaculaire.

La politique maghrébine est, en revanche, frappée du sceau de la continuité. La France continue à ménager Alger, où Macron a reçu un bon accueil lors de sa courte visite « d'amitié et de travail » en décembre 2017. Lui et ses hôtes ont évité les mots qui blessent, et ont appelé au renforcement des relations commerciales – sujet consensuel s'il en est. Pendant la campagne, au cours d'une précédente visite, en février 2017, le candidat Macron avait transgressé un tabou en qualifiant la colonisation française de «crime contre l'humanité». L'expression résumait certainement le fond de sa pensée, mais s'était avérée politiquement maladroite, et lui avait valu un début de chute dans les sondages. Avec la Tunisie, les rapports sont également au beau fixe. Emmanuel Macron, qui a trouvé le temps de recevoir son homologue Béji Caïd Essebsi, le 11 décembre, en marge du OnePlanetSummit de Paris, a réservé à la Tunisie sa première visite d'Etat en terre maghrébine, les 31 janvier et 1er février 2018 (voir Leaders n°81). Même si Macron est sans doute moins investi, émotionnellement parlant, que François Hollande sur le dossier tunisien, la France continuera à appuyer la transition économique, dans la mesure de ses moyens, qui ne sont pas infinis. Cependant, il ne faut pas s'y tromper : c'est avec le Maroc que le tropisme de la diplomatie française est le plus fort. Il s'explique en partie par la densité du partenariat économique et culturel, cultivé avec application depuis des décennies. Et en partie aussi par les liens personnels qu'a su tisser le souverain chérifien et son épouse, Lalla Salma, avec le couple présidentiel français. Dès le 14 juin 2017, Mohammed VI invitait Emmanuel et Brigitte à un ftour pour une visite qualifiée de «familiale» par le palais royal. Une marque d'amitié qui a produit son effet. Devenus complices, le chef de l'Etat français et le souverain marocain échangent régulièrement sur tous les sujets, et Mohammed VI, qui séjourne souvent en France, a pris ses habitudes au Palais de l'Elysée.

S.G.

NOUVEAU MODE DE SOUSCRIPTION ET DE PAIEMENT EN LIGNE

DEVENEZ UN ASSURÉ CARTE ASSURANCES
EN UN CLIC !

UNE EXCLUSIVITÉ TECHNOLOGIQUE CARTE ASSURANCES

VOUS N'ÊTES PAS ENCORE ASSURÉ CARTE ASSURANCES

DEVENEZ IMMEDIATEMENT UN ASSURÉ CARTE ASSURANCES OÙ QUE VOUS SOYEZ

1 Téléchargez l'application CARTE ASSURANCES ou connectez-vous sur notre site web www.carte.tn

2 Choisissez votre produit d'assurance en ligne.

3 Souscrivez et payez par carte bancaire directement en ligne.

4 Dès la réception de la notification de succès de paiment

VOUS ÊTES ASSURÉ CARTE ASSURANCES !

VOUS ÊTES UN ASSURÉ CARTE ASSURANCES

GAGNEZ EN SIMPLICITÉ
Simulez vos futurs contrats d'assurances, souscrivez et payez directement en ligne par carte bancaire sans avoir besoin de vous déplacer.

GAGNEZ EN PRATICITÉ
Consultez vos contrats, les encaissements* vos échéances de prime et payez directement en ligne.

SOYEZ AVERTIS
En recevant des sms et notifications de succès de paiement ainsi que des alertes nouveautés pour être toujours informés.

GAGNEZ DU TEMPS
Vous recevez vos contrats par e-mail et/ou courrier et recevez vos reçus de paiement par e-mail.

APPLICATION À TÉLÉCHARGER SUR

ANDROID APP ON Google play

Bientôt disponible Windows Phone

Bientôt disponible App Store

ET NOTRE SITE WEB

www.carte.tn

DES QUESTIONS ?

Nos conseillers sont à votre écoute 24h/24 et 7j/7 où que vous soyez à travers les différents réseaux sociaux.

40 ans On vous l'assure. CARTE ASSURANCES

* Consultation de vos contrats d'Assurance Vie et Assistance Voyage.

La présidence jupitérienne

Un retour aux fondamentaux de la Vème République

Concentration du pouvoir entre les mains du président et ses conseillers, gouvernement de techniciens, parlement discipliné et parti réduit à une simple courroie de transmission : Macron veut l'efficacité avant tout.

Le pouvoir l'a-t-il métamorphosé ? Appuyé sur des milliers de comités locaux bénévoles, le candidat Emmanuel Macron, pendant sa campagne, faisait assaut de bienveillance. Jamais un mot plus haut que l'autre. En meeting, son sourire extatique ne le quittait jamais, et ses discours prenaient volontiers des accents christiques. Macron, un agneau égaré dans un monde de brutes ? C'est l'image qu'aimaient à projeter, avec un brin de condescendance, des commentateurs habitués à jauger les grands fauves politiques du « monde d'avant », les Mitterrand, Chirac, Villepin, Sarkozy ou Valls, ces tueurs-nés. Devenu président, l'ancien disciple du philosophe chrétien Paul Ricoeur offre un autre visage : le sourire ne l'a pas abandonné, mais il est devenu crispé. La bienveillance a cédé le pas à une certaine forme de dureté et à une détermination froide. Les commentateurs, tout penauds, ont dû réviser leur jugement : Macron est un général en campagne, un « tueur » qui n'offre aucun répit à ses adversaires. Avec méthode, il a explosé le PS, a réduit Les Républicains en les déplumant, et il n'a strictement rien fait pour sauver ses alliés du Modem, devenus inutiles après sa victoire aux législatives, en juin. Lui-même se réclame volontiers de l'héritage gaullo-mitterrandien, mais sa pratique du pouvoir s'apparente bien davantage à celle de l'impétueux Bonaparte : jeunesse, fougue, audace, et, surtout, une théorie de la guerre de mouvement.

Le succès d'Emmanuel Macron repose en grande partie sur la justesse de ses intuitions : le rejet des partis traditionnels, ce fameux « dégagisme » emprunté à la révolution tunisienne, l'obsolescence des clivages, et une attente, confuse mais puissante : la France, encalminée, demandait à être gouvernée. Instruit par les déboires de François Hollande, élu sur le malentendu du discours du Bourget, Macron n'a rien caché de ses intentions. Loi travail, ordonnances, réformes de la Sncf, des retraites ou de l'université : on peut l'accuser de tout sauf d'avoir menti à ses électeurs. Il estime avoir reçu du peuple un mandat pour moderniser la France. Il modernisera donc la France. L'honnêteté l'oblige à le reconnaître : si le rythme de ses réformes donne le vertige, car le pays n'y était plus habitué, celles-ci, prises isolément, sont cependant assez éloignées du libéralisme sauvage dénoncé par ses adversaires. C'est de leur addition que doit naître la dynamique qui remettra en mouvement la vieille nation française qui s'était assoupie : le choc de confiance.

Pour cela, Emmanuel Macron entend s'appuyer d'abord sur les ressources offertes par la Constitution de la Vème République. Il veut revenir à l'esprit et la lettre du texte gaullien, en restaurant la prééminence présidentielle. Sa présidence sera une présidence jupitérienne : le chef de l'Etat doit surplomber, présider, mais n'a pas vocation à commenter l'actualité du quotidien ou à réagir aux polémiques du quotidien. Sa parole, pour être entendue, doit être rare. Finie la connivence avec la presse, qui a coûté si cher à Sarkozy et Hollande ! Conseillé par le trentenaire Ismaël Emellien, son stratège attitré, passé par Havas, Emmanuel Macron a remis les journalistes à bonne distance de l'Elysée.

Cette conception « jupitérienne » emporte plusieurs conséquences déterminantes. Au plan institutionnel, il convenait donc de restaurer la verticalité du pouvoir. Le choix d'un Premier ministre de droite, ancien lieutenant d'Alain Juppé, privé de base politique autonome, donc obligatoirement loyal, en est la parfaite illustration. Le casting gouvernemental, qui fait la part belle aux techniciens ou aux figures de la société civile, en découle. Les rares ministres « politiques » sont soit cantonnés dans des domaines régaliens (Gérard Collomb, à l'Intérieur, Jean-Yves Le Drian, aux Affaires étrangères), soit des transfuges de la droite, eux aussi privés de toute base politique autonome, donc également contraints à la loyauté (Bruno Le Maire à l'Economie, Gérald Darmanin, aux Comptes publics). Le Parlement est réduit à une sorte de chambre d'enregistrement. Le message passé aux députés du pléthorique groupe de La République En Marche est sans équivoque : la majorité présidentielle ne s'embarrassera pas de « frondeurs ». Richard Ferrand, le président du groupe, et Stéphane Séjourné, l'influent conseiller parlementaire de l'Elysée, sont là pour veiller au grain et imposer une discipline de fer. Quant au parti En Marche, confié à un autre fidèle de la première heure, Christophe Castaner, il s'est transformé en une organisation pyramidale, cadenassée et dévitalisée.

Pour gouverner, Emmanuel Macron centralise et s'appuie sur un noyau dur de collaborateurs et conseillers. A l'instar d'Alexis Kohler, l'indispensable secrétaire général de l'Elysée, ces janissaires obsédés par l'efficacité ont participé à ses côtés à l'aventure de la conquête méthodique du pouvoir. Comme lui, ils sont sortis du moule de la haute fonction publique à la française, et, comme lui, ils travaillent beaucoup… et dorment peu. Cela suffira-t-il dans la durée ?

S.G.

Tunis Bay
Une vie nouvelle

La princesse Elyssa, fondatrice de Carthage, est-elle de retour sur les rivages de la banlieue nord de Tunis ? Pour y édifier la nouvelle ville d'avenir, celle qui marquera les prochains siècles ? Tout porte à le croire en se rendant à Tunis Bay qui commence à sortir de terre, en prolongement de Gammarth. D'une même voix, Lotfi Ezzar, directeur exécutif de Tunis Bay Project Company, filiale de Gulf Finance House (GFH, Bahreïn), Zied Jouini, directeur exécutif adjoint, et Fares Bouslama, directeur marketing et commercial, nous introduisent dans cet univers merveilleux. →

Le site est exceptionnel. Une côte merveilleuse qui, en havre de paix, surplombe la Méditerranée, à quelques encablures seulement de l'aéroport de Tunis-Carthage et du centre-ville. Quelques minutes seulement suffisent pour s'y rendre et profiter pleinement de ses multiples avantages.

Le concept est novateur. C'est à la fois une zone de vie, de travail, d'éducation, de résidence, de shopping, de sport et de loisirs. Un rare concentré de tout en un pour une vie intense et agréable. Dans cet écrin de verdure qui épouse le bleu azur de la mer, tout est dédié, dans tout ce qui s'y entreprend, à l'épanouissement de l'âme. Chaque détail, dans le bâti, les jardins, le golf, les résidences, la marina, le mall, les centres d'affaires, l'hôpital et les centres médicaux, les universités et établissements éducatifs, les équipements sportifs, les lieux de loisirs et autres, est orienté convivialité, fluidité des rencontres et des échanges, immersion dans le bien-être.

Cette vision urbaine particulière a été mise en évidence par le bureau d'architecture et d'urbanisme HOK. Ce cabinet créé en 1955 aux États-Unis possède aujourd'hui de nombreux bureaux à travers le monde. La Marina de Dubai figure parmi les projets planifiés et conçus par ce bureau. HOK a aussi conçu la quatrième phase de Msheireb Downtown à Doha, un projet qui innove tout en se basant sur le patrimoine et en misant sur la durabilité.

A taille humaine, tout est merveilleux. Ville d'aujourd'hui et de demain, Tunis Bay gagne chaque jour davantage en dimension, en gardant toujours sa taille humaine. S'étendant sur 523 ha, elle accueillera près de 107.000 résidents dans ses différents programmes immobiliers et recevra 67.000 visiteurs par jour. Ce dimensionnement est bien étudié. Ni une ville surpeuplée, ni une cité immense qui risque de rester vide, mais un urbanisme d'excellence. L'aménagement soigné et l'infrastructure de qualité façonnent ainsi l'âme d'un site agréable et attractif.

Des composantes intégrées qui s'articulent harmonieusement. Chaque séquence urbanistique est à elle seule un pivot essentiel de cette merveilleuse cité. Le golf de 80 ha, bordé dans son voisinage immédiat de 509 villas, est exceptionnel. La marina, couvrant 36 ha, avec ses voiliers, ses quais et son animation, se veut un nouveau port de plaisance attractif de la Méditerranée. Le pôle technologique, avec ses incubateurs, ses centres de recherche & développement, ses compagnies fintech, et ses centres d'intelligence, le mall, l'un des plus grands d'Afrique, l'université, le business hub, le centre financier et autres souk district s'égrènent en harmonie. Les équipements sportifs et centres de loisirs s'ouvrent à tous.

Une fierté tunisienne. La valeur ajoutée de cette nouvelle cité, c'est qu'elle est à 100% tunisienne. Si elle s'enrichit, dans sa conception, de tout ce qui se fait le mieux de par le monde, elle s'inspire en fait de notre patrimoine de confort et de commodités, hérité depuis Carthage, ses jardins, son port punique et ses thermes, de notre architecture plurielle et de notre sens du détail soigné. La participation des Tunisiens aux racines profondément ancrées dans le terroir et à l'esprit le plus international, dans la conception et exécution de ce projet exprime la quintessence des arts et talents, des compétences et qualifications.

Un développeur de grande envergure internationale. La chance de Tunis Bay est d'être portée par un grand développeur de renommée mondiale : Gulf Finance House (GFH). Prestigieuse banque islamique établie de longue date à Bahreïn, cotée en Bourse à Bahreïn, Dubaï et Koweït, elle a créé des filiales immobilières qui se sont spécialisées dans la conception et la réalisation d'illustres projets novateurs. C'est ainsi qu'elle opère dans ce domaine en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, en Inde, dans les pays du Golfe, en Afrique du Nord... En effet, le groupe a été le maître développeur de projets luxueux comme le Royal Ranches de Marrakech, un projet lancé en 2006 dans cette ville marocaine, un développement mixte d'environ 380 hectares. Le groupe a aussi développé le Harbour Row de Bahreïn, projet luxueux à usage mixte faisant face à l'eau et comprenant des unités résidentielles de haute qualité et d'autres destinées à un usage commercial, et Harbour Front, projet situé dans l'un des endroits stratégiques de Bahreïn et doté d'une promenade destinée à attirer locaux et touristes en leur offrant un vaste choix des meilleurs restaurants, cafés et espaces publics dans la région et dans le monde.

Des investissements généreux. Une cité de cette ampleur et surtout de cette haute qualité exigée à chaque recoin nécessite des financements non seulement abondants, mais aussi généreux qui ne lésinent pas sur la dépense. Le coût total du projet est estimé à 1 milliard de dinars pour l'infrastructure. A elle seule, la toute première phase en absorbera 300 millions de dinars. La capitalisation totale, une fois les différentes composantes réalisées, s'élèvera à pas moins de 7 milliards de dinars.

Une alliance avec Alliance. Les premières villas témoins sont déjà prêtes. On les doit au partenariat entre Tunis Bay Project Company et le Groupe Alliance Immobilier créée en France et qui s'est développé dans la promotion immobilière et touristique en Tunisie depuis une dizaine d'années. A son palmarès, un golf très prisé en région parisienne, la résidence hôtelière Le Monaco à Sousse et un grand nombre de villages de maisons individuelles et d'immeubles d'habitation en accession à la propriété en France notamment. Son savoir-faire et son expérience sont perceptibles dans les villas déjà construites à Tunis Bay.

Qu'attendez-vous alors pour vous installer à Tunis Bay ?

TUNIS BAY PROJECT COMPANY
FILIALE DU GROUPE GFH | gfh

Leaders N°84 Mai 2018

De l'indice de couverture des importations par les réserves en devises

• Par Abdelmajid Fredj

On s'attribue, souvent, le droit de commenter, d'ériger sa propre perception en loi, alors qu'il s'agit parfois de sujets hautement techniques et délicats et à conséquences assez graves. Pour le cas, nous voudrions évoquer un indice sujet à controverses : l'indice de couverture des importations par les réserves en devises. Cet indice, qui ressort souvent porteur d'un sens limité, est traité la plupart du temps sous haute connotation politique. Aussi, revêt-il, alors, et pour certains, un paramètre indice de mauvaise gouvernance, ou prend-il la forme d'une hantise populaire, sans que les partisans de ce courant «alarmiste» ne saisissent, avec rigueur, ni son sens ni sa portée. Mais il ne faut pas omettre, tout d'abord, qu'une partie de ce pseudo-mal provient d'une vraie contagion qui perdure depuis plusieurs années et est souvent associée aux autres maux qui sont la descente aux enfers du dinar, la flambée des prix, le coût excessivement élevé du loyer de l'argent et de bien d'autres indicateurs qui constituent un frein à notre décollage. Sommes-nous, en fait, en cessation de paiement ? Avons-nous eu raison de l'inflation ? Avons-nous réussi à promouvoir les exportations et à leur infléchir une tendance fortement haussière, à contenir le déficit public avec une dette sans cesse accrue et d'un coût en dinars élevé, à maîtriser la balance énergétique, à contracter les importations, à relancer les investissements ainsi que le tourisme aussi bien en termes de nuitées qu'en termes de recettes en devises ? En un mot, sommes-nous arrivés à imprimer une tendance baissière au déficit des paiements extérieurs, car c'est à ce niveau que se mesurent les succès ou échecs des politiques ?

Pour revenir à notre indice «fatal », le taux de couverture des importations par les réserves de change, les plumes se libèrent et les langues se délient pour faire vaciller encore plus un équilibre devenu très fragile. Le niveau atteint de trois mois de couverture est tenu pour grave. On le qualifie de première dans l'histoire de notre pays, comme si on était au bord de la cessation de paiement. Un discours, à mon sens, dénué de toute responsabilité et porteur de peu de sens.

Faut-il rappeler la signification économique et financière de cet indice et à quels paramètres obéit-il. Faudra-t-il le relever à un niveau tel qu'il permettra aux politiques de retrouver le sommeil même au prix d'un endettement lourd de conséquences. Evoquons à l'occasion la descente infernale du dinar, source première de nos malheurs par le fait même qu'il est annoncé à longueur de journée à la baisse. Il attise ainsi le feu de la spéculation qui ne s'éteint guère et détruit tout sur son passage. Il crée ce processus ou phénomène bien connu auprès des connaisseurs, les effets d'anticipation : l'achat de devises (pour le cas des dépenses en devises) subit un phénomène d'accélération de crainte de voir son coût augmenter ; en revanche, la vente des devises (dans le cas d'une recette en devises) est repoussée aux limites réglementaires pour bénéficier d'une «prime» de change. Ce phénomène se traduit au niveau des réserves en devises par une forte ponction, sans délai, alors que la restauration du niveau, par le rapatriement des recettes, ne s'effectue qu'avec retard, ce qui accentue le déficit et le niveau des réserves. Sur un autre plan, la dépréciation continue du dinar amplifie les volumes aussi bien des recettes que des dépenses et son effet est identique sur le volume du déficit qui se creuse davantage.

Bien qu'il s'agisse d'un comportement tout naturel des agents économiques qui tendent à maximiser leurs profits et à réduire leurs coûts : quand l'annonce est faite que le dinar est toujours porté vers la baisse, on ne peut s'attendre à mieux. Les autorités de change et, au-delà, les politiques sont responsables de cette débâcle, de cette déroute. La discrétion est cette valeur que doit cultiver et entretenir l'administration. Hélas ! Le temps, au nom de la liberté, est à l'indiscrétion. Elle est devenue culte, mais qui, très vite, migre vers l'action. La Tunisie n'est jamais passée par cet « abîme » clairement et fortement déclaré. C'est comme si on s'obstinait à raser cette forêt jusque-là protectrice de notre Etat, pour nous découvrir et rendre la vision d'autrui plus claire et notre chute plus frénétique, plus violente.

Alors que la discrétion et l'assurance devraient être de rigueur dans cet espace, l'on se découvre sans manière. Cette démarche procède-t-elle d'une intention malveillante ou d'une inexpérience confirmée. Alors qu'on aspirait à une soif intense d'amour et d'union, on s'active à dénoncer nos faiblesses, souvent à tort, comme pour discréditer l'autre, l'adversaire, et au final c'est la Tunisie qui se retrouve victime de cette démarche.

Pour reprendre notre indice, la Tunisie a vécu des moments pires dans son histoire. En 1984, en avril exactement, nos réserves en devises étaient négatives. Comment me diriez-vous ; tout simplement, les comptes de la Banque centrale étaient publiés sous la forme compensée des actifs et des passifs. Depuis, ces postes ne sont plus compensés et les actifs sont publiés sans tenir compte du passif, c'est-à-dire des emprunts que contracte la Banque centrale. On comptait le taux en jours de couverture pour ne pas dire en heures. Et le pays a survécu à ces difficultés qui furent dépassées au prix d'une discrétion sans égale et d'une discipline de fer. On peut mesurer l'immense écart entre les deux périodes ; aujourd'hui, notre taux se mesure en mois d'importations sans pouvoir calmer les cris qui montent résonnant de toutes parts. Que signifie ce taux au final : il s'agit d'un indicateur qui permet de comparer des masses, notamment entre pays. Il peut signifier une certaine performance quand les réserves proviennent essentiellement d'un effort national, mais aucunement quand il est saisi dans l'absolu ou qu'il est nourri d'endettement. Il simule pour un pays, dans le cas d'un arrêt de ses exportation et donc de sa production, sa capacité et sa force, mesurées en « temps », à pouvoir faire face à ses besoins en importations de biens. Il s'agit donc d'une situation hypothétique, d'une photographie statique qui exclut que ce stock est, en fait, un résultat de flux, qu'à longueur du temps, il se transforme et évolue. On exclut, souvent, les autres voies de son amélioration par des exportations de services et d'entrée de capitaux, car le stock devises en est une résultante. La vie courante est ainsi saisie à un instant figé et non dynamique et mouvant. De surcroît, cet indice étant un rapport de biens exprimés en dinars des importations et des réserves de change, il se transforme à chaque instant par le fait même du changement de la valeur du dinar, liée elle-même à l'évolution permanente des marchés de change. Où résident la crainte et la peur si l'indice lui-même n'est qu'une expression à un instant déterminé et que cet instant change en permanence du fait des flux et de la valeur du dinar contre les devises ? Faudrait-il tirer une fierté si cet indice s'améliore à la « vertu » d'un endettement bancaire en devises ? Il y a certes là un choix à faire si l'on évoque le coût de l'endettement, d'une part, et l'emploi fait des réserves ainsi accumulées, d'autre part, ceci sans parler du risque déclaré de la dépréciation du dinar qui amplifie les volumes et les masses des écarts entre flux.

Cet indice est tout simplement une référence. Il n'est nullement un instrument ni un outil et que les esprits se calment et n'évoquent guère qu'il peut exprimer, un tant soit peu, la qualité de la gouvernance, ni son succès ni son échec. On doit savoir, par ailleurs, qu'un excédent des réserves s'analyse en un financement, par notre économie, de l'économie internationale car les réserves détenues par la Banque centrale sont employées en investissements financiers auprès des institutions financières internationales et sont loin d'être stockées dans les chambres fortes de notre institut d'émission.

Que l'on ne fasse pas comme l'autruche mais plutôt essayons de relever nos têtes et regardons autour de nous pour nous rendre compte que notre action est souvent amputée, incomplète, voire que le chemin qu'elle emprunte n'est pas forcément approprié. Relevons nos têtes et crions, haut et fort, que le mal émane de nous-mêmes, une chute de la production et de la productivité, une soif inaltérée pour la hausse des salaires, une envie assoiffée d'être assisté plutôt que d'assister son prochain. Ce sont là les vrais facteurs de la détérioration de notre indice et plus généralement de notre situation économique et financière. On se noie volontairement et on crie au secours pour sortir de la noyade. Le mieux aurait été de ne pas se jeter à l'océan quand on ne sait pas nager, de se remettre au travail, à la besogne et que les organisations en charge de ces questions prônent un discours pour le décollage qui ne peut provenir que d'un supplément d'effort pour relever la productivité, pour renforcer les compétences, pour modérer les allégations insidieuses, pour un respect plus confirmé de l'Etat et des citoyens. Il est vrai que par le vent de liberté qui souffle sur notre pays depuis bientôt huit ans, certains excès sont relevés avec une intensité toujours plus forte ; certaines promesses électorales non tenues rendent les politiques peu crédibles auprès de leur base qui se désolidarise de sa classe dirigeante. Que faudra-il faire pour remettre les pendules à l'heure et la machine motrice sur les rails, pour éclairer le chemin de sortie ? Seul un discours serein et sincère pourrait restaurer une confiance perdue. Le peuple finira, enfin, par croire et par tenir les rangs. La discipline sera rétablie et l'appareil de production amorcera sa marche vers l'avant.

Le vœu qu'on pourrait émettre sur ce point est de voir un peu moins de discrédit à l'endroit de nos dirigeants et que les antagonistes ou challengers fassent reposer leurs plumes et retiennent leur langue pour s'adonner à plus d'amour, d'union et de patriotisme. Dans la quiétude, dans la sérénité, les dirigeants aux commandes du pays pourraient élaborer une meilleure vision de l'avenir de notre patrie. Mais que nos dirigeants soient avertis que ce ne sont guère ces facteurs, du reste déterminants, qui garantiraient une bonne économie. C'est plutôt l'action dans l'entente, la persévérance dans l'effort, la rigueur dans l'œuvre de reconstruction et le resserrement et la solidarité de l'équipe motrice et entraîneuse qui pourraient alors l'assurer. Mais encore hélas, nous devons saisir que les échéances électorales sont pour beaucoup dans cette surchauffe qui risque de balayer notre chère patrie. Mais qu'importe, répondront ces personnes, l'essentiel c'est de se tailler une place au soleil, aux privilèges. Mais le temps est cette chose qui ne saura tarder à prendre sa revanche ; un jour ces personnes elles-mêmes seront « victimes » de ces leçons et discours acerbes, d'une virulence sans égale. Prions pour que l'accalmie s'installe et que l'exemple d'une démocratie naissante scandée qu'on devrait donner aux autres nations soit pure, stable et édifiante pour le bien du pays. La Tunisie a besoin de stabilité. Œuvrons alors tous pour qu'elle s'y établisse au plus tôt, car c'est la condition de base, le préalable d'un retour de la croissance.

A.F.
Ancien directeur général
à la Banque centrale de Tunisie
Ancien P.D.G. de banque

Leaders
N°84
Mai
2018

Cellcom / Evertek

Un leader toujours en mode startup

De la téléphonie mobile au petit électroménager (et bientôt le grand) en passant par l'alarme sécurité : rien n'arrête Cellcom, plus connue sous sa marque Evertek. La petite entreprise créée en 1997 par le groupe YHK et introduite en Bourse en 2014 s'impose en leader innovation et marketing sur son segment initial dans le marché tunisien. Fin 2017, elle a bouclé pas moins de 3 millions de téléphones vendus sous sa propre marque Evertek, lancée en 2006. Elle aborde 2018 avec non seulement la consolidation de sa position de challenger (N°2) sur les téléphones mobiles, mais un début prometteur pour sa nouvelle large gamme de petit électroménager. Le secret de cette performance est la mentalité de startup sans cesse cultivée par le management. *«Nous restons toujours en veille des nouvelles technologies, à l'écoute du marché, clients et distributeurs, à l'affût des nouvelles fenêtres qui s'ouvrent»,* explique Mohamed Ben Rhouma, président-directeur général de Cellcom. *«Toujours en flux tendu, sans relâche, nous apportons des réponses utiles à la demande des Tunisiens»,* poursuit-il.→

Le marché des téléphones mobiles en Tunisie a connu depuis 2016 un contexte très spécifique, souligne Ben Rhouma. Généralement, le ratio d'un premier achat ou d'un renouvellement d'appareil téléphonique est établi autour de 25% dans la plupart des pays. Cela nous donne près de 2.5 unités par an en Tunisie. Or, des importations massives (4 millions d'unités) ont été opérées en 2016 qui sont restées à écouler jusqu'à fin 2017. Il faut dire que l'effet de crise se fait ressentir sur le pouvoir d'achat, bien que le prix moyen ait baissé, du fait d'une baisse générale du coût de la technologie. La gamme de luxe s'est bien maintenue, celle moyenne a le plus subi l'effet de crise, alors que celle d'entrée de gamme jusqu'à la gamme moyenne allant de 39 D à 300 D, comme c'est le cas pour Evertek a bien tiré son épingle du jeu. Chaque année, nous lançons entre 10 et 12 nouveaux produits, ce qui élargit notre gamme. Nos quatre brand-shops (trois sur Tunis et un à Gabès) nous servent de points d'appui.

Pour 2018, Mohamed Ben Rhouma reste optimiste. *«C'est d'abord une bonne année agricole,* dit-il, *et, nous l'espérons, une bonne saison touristique, ce qui impactera positivement le marché. Je m'attends donc à une bonne reprise au cours du second semestre 2018.».* L'orientation vers le petit électroménager est un choix stratégique porteur? *«Tout à fait,* affirme le directeur général de Cellcom. *La puissance de la marque Evertek et le capital de confiance dont elle jouit auprès des Tunisiens sont édifiants. Des études de marché, nous ont permis de bien cerner la demande, et des enquêtes consommateurs ont guidé nos pas dans le choix de la gamme, le design produit, la conception de l'emballage et la communication. Avec 78 articles, couvrant la cuisine (friteuses, mixers, cafetières, grille-pain, etc.), la salle de bain (séchoir, etc.) et la coiffure et autres, c'est la gamme la plus large sur le marché.»*

«Dès la première semaine de sa mise en vente sur un site marchand tunisien, ajoute-t-il, *et sans que le consommateur ait touché le produit, les ventes ont rapidement décollé. C'est là une marque de confiance à laquelle nous sommes sensibles qui nous impose de lourdes responsabilités. La toute première, c'est d'accorder une garantie de 3 ans, ce qui est exceptionnel sur le petit électroménager, et nous sommes parmi les rares à l'offrir. Mais aussi de garantir la disponibilité, en cas de besoin, des pièces de rechange. Un service après-vente sans ces pièces ne sera guère opérationnel. Notre objectifest, d'être rapidement, comme pour la téléphonie mobile, parmi les deux premiers». Sur cette même lancée, à quand le grand électroménager ? C'est une évolution naturelle. Nous avons déjà fait une première expérience pour les téléviseurs et en avons tiré nombre d'enseignements, révèle Ben Rhouma. Nous travaillons sur ce segment avec toujours de nouvelles idées».* Pourquoi Cellcom s'oriente désormais vers la sécurité domestique et des locaux professionnels? *«Là aussi,* explique-t-il, *c'est une extension de notre périmètre naturel de produits high-tech. En marque ombrelle, Evertek se décline à présent en EverSafe, pour offrir un nouveau système d'alarme sans fil assurant une protection de haut niveau et le confort d'un système sur mesure. Grâce à une alarme 100% autonome, alimentée par des piles standards avec 4 ans d'autonomie (pour éviter toute coupure de courant), vous êtes informé sur votre téléphone du moindre incident survenu. Imaginez alors toute la sécurité assurée ».*

Et ce n'est pas encore fini ! En mental de startup innovateur, conquérant et baliseur d'avenir, Cellcom a d'autres projets dans son laboratoire...L

Cellcom

SIMPAR
ISO 9001

RESIDENCE LES MIMOSAS
LA MARSA

SIMPAR
71 840 244 / 29 921 009
www.simpar.tn
simpar@planet.tn

Localisation de la résidence

Situé à la banlieue nord de Tunis sur la Route de Gammarth, cité Erriadh, cet ensemble immobilier de haut standing est proche des divers équipements commerciaux et scolaires. En un rien de temps, vous êtes au centre de la Marsa, à Sidi bou said, à Carthage ou à Gammarth.
Il abrite 3 immeubles du type R2+ qui desservent 17 appartements et doté d'un grand parking sous-sol.
Vous découvrirez des prestations de qualité pour un vrai confort de vie.

Chronique

Par Habib Touhami

Développement, croissance et désarticulation régionale

En soixante-dix ans, la pensée économique sur le développement a beaucoup progressé, intégrant le social puis l'environnemental et le durable, mais il semble bien qu'en Tunisie la perception même du concept ait reculé d'autant. A la base de cette désynchronisation temporelle et idéologique, on retrouve la confusion devenue classique entre croissance et développement et la désarticulation fonctionnelle entre le Plan-Etat et les contraintes du développement régional.

Au contraire de la croissance qui n'est que l'accroissement du produit par tête, le développement désigne les évolutions positives dans les structures mentales et les comportements sociaux d'une population (ou d'une zone géographique) qui la *«rendent apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel global»*. Or la marche de la Tunisie sur le chemin du progrès et du bien-être est constamment jugée à l'aune du seul taux de croissance. Cela explique le préjugé favorable accordé à la politique économique entre 1986 et 2010 en dépit de la désintégration croissante de l'économie nationale au niveau régional (la désintégration au niveau sectoriel a fait l'objet d'articles publiés dans ces colonnes). Si on devait la juger en référence au concept de développement, le verdict serait tout autre. Quand la production de richesse s'accompagne d'une marginalisation accrue de certaines zones géographiques, apparaissent des phénomènes de freinage ou de blocage du développement, phénomènes décelés en Tunisie dès la fin des années soixante-dix et auxquels le régime politique précédent n'a apporté aucune solution adéquate.

Il ne s'agit pas ici d'une querelle idéologique comme certains adeptes de l'ultralibéralisme le laissent croire, mais d'un retour nécessaire aux sources, c'est-à-dire d'un retour au contenu originel du concept de développement. L'Etat tunisien a fourni des efforts notables en faveur de l'amélioration des routes, des écoles, des centres de soins et du tissu administratif dans les régions en retard de développement. Ces efforts sont évidemment nécessaires et utiles, mais pendant ce temps, les mentalités et les comportements sociaux dans ces régions n'ont pas évolué suffisamment et le manque d'investissements directement productifs et d'emplois dans le secondaire a fait basculer davantage les populations des régions de l'intérieur et du sud vers le littoral (c'est ce qu'attestent la direction et l'intensité des flux migratoires internes). Ce qui est tenu officiellement pour le développement dans les régions s'est réduit peu à peu à l'amélioration de l'infrastructure de base.

Le Plan-Etat a grandement participé à cette dérive politique et conceptuelle. Il a été confectionné jusqu'ici en fonction d'objectifs nationaux à atteindre (croissance, investissement, etc.) sans la moindre articulation avec des plans régionaux de développement, des plans qui n'existent pas au sens du développement que nous venons de rappeler. S'agissant plus particulièrement de l'emploi, le pouvoir central a succombé aux « doléances » pressantes des populations régionales qui ne voient le développement qu'à travers l'augmentation de l'emploi administratif. Or, et l'étude officielle sur l'IDR (indicateurs du développement régional) le démontre amplement, la prédominance des emplois administratifs dans les régions du Nord-Ouest, du Centre-Ouest et du Sud-ouest n'a pas suffi à enclencher le processus. Ces régions sont classées parmi les dernières par l'IDR en dépit d'un taux d'encadrement administratif largement supérieur à la moyenne nationale. Le caractère dynamique et endogène du développement économique semble ainsi échapper aux populations de ces régions.

En vérité, il n'y a pas, il n'y a jamais eu de plans régionaux de développement qui s'articulent avec le Plan national. Il n'y a pas, il n'y a jamais eu de prévision économique, région par région, ni de mise en place d'unités de spécialistes du développement au niveau régional. Aucun modèle économétrique de développement régional n'a été élaboré. C'est pourtant ce qu'il fallait faire dans la mesure où la modélisation permet de considérer les différents avenirs d'une région, d'en déterminer les coûts et les avantages et d'en arrêter les étapes. Si on l'avait fait à temps, l'impasse socioéconomique de Gafsa, de Tataouine et d'autres gouvernorats en marge aurait pu être décelée et mise en avant bien à l'avance. Cela aurait pu épargner au pays de payer le prix fort coûteux de la sédition et du régionalisme.

H.T.

L'enfant est un projet d'homme !

Les droits que la Tunisie ne doit jamais oublier !

• Par Sofiane Zribi

L'enfant, un projet d'homme ! Le projet que nous ne devons jamais perdre de vue ! Telle nous semble être en tout cas l'une des meilleures définitions que l'on puisse donner à l'enfance. En ces jours difficiles en Tunisie et dans beaucoup de pays du monde, force est de constater que seuls les pays qui ont su investir et s'investir dans la protection de leurs enfants et œuvrent pour leur assurer le meilleur avenir possible échappent aux tragédies de ces temps modernes, que sont la pauvreté, les maladies, les famines et les guerres.→

Précisément, en faisant de l'enfant un projet et de son avenir un objectif, les sociétés humaines fondent leurs actions sur le développement, la culture et la pacification de leurs espaces. Elles entrent dans une dynamique constructrice et évitent les tourbillons destructeurs du fanatisme, des conflits, du terrorisme et de la corruption.
Il suffit de jeter un regard évaluateur sur la situation des enfants du monde pays par pays pour constater qu'elle représente le meilleur indicateur de développement et de construction sociale.

La notion de droits de l'enfant peut paraître pour certains évidente. Pourtant, c'est le socle idéologique, éthique et moral préalable à toute action politique, sociale et civilisatrice qui se propose de faire des droits de l'homme en général un fondement et de la démocratie une règle de conduite.

C'est assurément dans ce contexte que doit se situer le travail de tout gouvernement pour ancrer ces valeurs dans les mentalités des citoyens. Un travail qui, du fait même de son aspect civilisateur, transcende les aléas et les règles de la vie politique classique, et doit s'inscrire dans une durée suffisante à même d'assurer la continuité et la pérennité de l'œuvre.

Il nous appartient à nous, la grande communauté des travailleurs dans le domaine de la santé mentale, d'expliquer, du moins du point de vue de notre discipline, la psychiatrie et la psychologie, les fondements scientifiques d'une telle entreprise en faveur de l'enfance.

Nous le savons tous, l'Homme est d'abord et reste un grand enfant. De la naissance à l'âge adulte, il est en perpétuelle évolution et maturation. Ce développement ne se fait pas en vase clos, mais au contraire en résonance et en réaction aux stimuli qui lui parviennent de son milieu.

La psychologie comportementale sait combien l'enfant est sensible aux variations dans son espace affectif et cognitif et comment il y répond constamment par des adaptations comportementales qui progressivement deviennent des traits marquants de sa personnalité.

Nous savons que les hommes de demain sont l'œuvre de la qualité du développement que nous offrons à l'enfant d'aujourd'hui. Il suffit pour cela de se référer à l'œuvre fondamentale du psychiatre canadien Albert Bandura sur l'apprentissage social.

Quel homme fera un enfant affamé, exclu de l'éducation, soumis aux exploitations de toutes sortes, vivant dans un espace ou règnent la délinquance et la non-loi, privé d'amour et d'affection ? En termes de probabilité, la réponse n'est certes pas difficile !

Certains, motivés par des considérations élitistes et/ou pédagogiques, ont pu reprocher au gouvernement son action en faveur de sa lutte contre l'exclusion scolaire précoce et son action pour permettre au maximum d'enfants de profiter aussi longtemps que possible de la protection éducatrice de l'école. Mais le droit à la culture et à l'éducation fait désormais partie des droits inviolables de l'enfant comme le rappelle l'Unicef. La Tunisie, qui depuis l'aube de l'indépendance a misé sur l'éducation, n'a pas le droit aujourd'hui de tourner le dos à de tels choix.

L'enfant, maintenu à l'école, échappe de facto à l'exploitation économique, au travail précoce qui n'est pas un apprentissage de métier, encore faut-il que cette école fasse son travail.

La loi oblige aujourd'hui les médecins à déclarer les sévices sur les enfants —physiques, moraux ou sexuels— et à se départir de la sacro-sainte loi du secret médical. La famille, cellule éducative par excellence, est d'année en année, depuis la révolution, de plus en plus en errance malgré l'armature des mesures législatives et sociales. L'enfant du divorce, l'enfant orphelin voit sa souffrance atténuée et son développement préservé malgré le choix qu'ont pu faire ses parents quand il trouve des structures à l'écoute de son droit fondamental, à vivre dans un foyer stable qui subvient à ses besoins d'éducation, de culture et de santé, des juges et des assistants sociaux s'appuyant sur des textes clairs et sans ambiguïté faisant réellement leur travail sans autre forme de souci que l'intérêt de l'enfant.

La mère, premier soutien de l'enfant, irremplaçable Eden d'affectivité et de tendresse, faite de sacrifice et de don de soi, devrait encore et encore aussi être protégée, soutenue, éduquée pour ne jamais faillir à son rôle, surtout que de partout sonnent les sirènes du retour en arrière et que certains ne s'offusquent plus de demander une plus grande permissivité face au divorce par caprice.

Ce sont bien sûr les fractures et les insuffisances dans le rôle éducatif des parents qui sont souvent générateurs de troubles caractériels et de la personnalité à l'âge adulte. En effet, c'est en offrant toujours aux parents l'avantage de continuer à jouer ce rôle, dans son aspect le plus positif, qu'on préserve le plus l'enfant, tout en gardant la possibilité de le soustraire à l'influence négative de l'un d'eux, sinon des deux, si le tort s'avère évident.

La multiplication des structures, innombrables, destinées à l'enfance, gouvernementales ou non, offrant à l'enfant des espaces à même d'aider à l'épanouissement de sa personnalité, sont une fierté de la Tunisie postcoloniale, →

→ le risque est de voir aujourd'hui cet acquis fragile menacé par la pullulation des jardins d'enfants non contrôlés à la merci des dérives sectaires et dogmatiques.

L'enfant handicapé, physique ou mental, ne doit pas non plus voir ses droits à l'éducation et à l'assistance négligés. Bien au contraire, il est de notre devoir de l'entourer de toutes les sollicitudes qui atténueront le poids de l'incapacité et aideront à sa socialisation et son insertion. Mais cela ne saurait suffire, car le droit à la santé est un droit fondamental de l'enfant et la Tunisie n'a pas hésité (les USA ne l'ont pas encore fait) à signer la Convention internationale des droits de l'enfant* (20 novembre 1989).

Combien d'enfants du monde sont réduits aujourd'hui à l'état de débiles mentaux définitifs par les méningites mal soignées et non diagnostiquées, par les conditions d'accouchement archaïques, par un programme vaccinal non suivi, par l'indisponibilité de certains médicaments essentiels, par l'absence tout simplement de médecins et de cadres de santé ? C'est en cela que cet article est avant tout un message à porter à qui de droit, afin que jamais la Tunisie ne manque de l'essentiel en matière de santé infanto-juvénile.

Cependant, ce qu'attend toujours l'enfant, c'est le don de soi, la considération pour son état de personne en construction, la prise en charge de ses exigences et le soutien infaillible qu'on lui apporte dans des situations de détresse, le sentiment qu'il évolue au sein d'une société cohérente et solidaire, l'assurance qu'il ne sera jamais abandonné, rejeté, incompris. Un sentiment de sécurité très fort et une sollicitude sans interruption. Bien que très avancée par rapport à d'autres Etats africains, l'action étatique restera toujours insuffisante et se fait attendre : continuer à construire de vraies écoles et des clubs de jeunes, là où il n'y a que des masures et de la désolation, les raccorder à l'électricité, à l'eau courante et à l'Internet. Donner à ces enfants très jeunes issus des zones défavorisées le sentiment que leur pays les aime et se préoccupe d'eux, qu'ils font partie d'une nation au sens noble du terme, qui tient compte de leurs problèmes et de leurs souffrances. Ce qui a ipso facto pour conséquence de raffermir leur identité nationale et leur attachement à leur pays.

Dans d'autres secteurs de la vie moderne, l'enfant d'aujourd'hui n'est plus à l'abri de nuisances qui paraissaient hier très lointaines, en premier lieu la drogue et l'usage des stupéfiants qui, malgré bien des efforts, est en train de prendre de l'ampleur et de toucher des enfants de plus en plus jeunes. Les enfants les plus défavorisés se rabattent sur l'usage de produits chimiques extrêmement toxiques, voire tout simplement, comme on le voit dans certains pays d'Amérique latine, au reniflement des pots d'échappement des voitures et à la consommation de la suie qui s'y dépose. La protection de l'enfant contre ces fléaux est aussi considérée comme un droit fondamental inscrit dans la charte, et la Tunisie n'est pas du reste dans l'action qui est entreprise dans beaucoup de pays développés. Un centre de traitement de la toxicomanie a vu le jour à Jebel El Oust, fermé pour un temps puis rouvert récemment au rythme des hésitations des décideurs. Nous sommes encore à espérer que les mesures législatives et pénitentiaires prises serviront à soigner les consommateurs et à dissuader les trafiquants alors que des actions préventives qui devraient être menées à grande échelle manquent cruellement.

La réflexion sur les droits de l'enfance, nous le voyons bien, est intimement liée à l'action qu'on entreprend en faveur des enfants d'un pays. Pour le psychiatre, il n'y a pas de plus évident que l'équation:

Droits de l'enfant
préservés
et défendus
=
future personne
équilibrée
et saine
=
avenir serein

De ce fait, faire du développement la priorité des priorités, assurer la sécurité et la stabilité, défendre la famille et notamment la mère, fonder une société civilisée, solidaire, démocratique et tolérante, investir dans l'éducation, la culture et la santé, être à l'écoute des plus démunis et des plus faibles, bannir les abus et l'exploitation, être vigilant face aux dangers qui guettent les enfants d'aujourd'hui, semblent être parmi les voies choisies par notre pays mais dont l'application reste hypothétique.

Ces mesures, si elles sont appliquées, s'articuleront de manière homogène avec les attentes des cliniciens, confrontés à la souffrance des enfants en butte aux drames des temps modernes que sont les séparations parentales, la toxicomanie, la violence physique, morale et sexuelle, la délinquance, l'absence de structures d'accueil, l'absence d'écoute et la perte d'identité nationale, pour ne pas dire d'identité tout court.

S.Z.
Psychiatre

• Par Mourad Daoud

Bons baisers de la Finlande

Destination l'étoile du Nord

Un lundi à 8h du matin au centre de Helsinki, on serait d'abord surpris par la grande taille et la position basse du soleil naissant dues à la latitude. Ensuite, on serait surpris par le calme qui y règne. Pas d'embouteillages dans les rues ni de bousculades dans les transports publics. Et pourtant, la dynamique capitale est bel et bien réveillée. Car outre l'excellence des réseaux de transport, il paraît que le télétravail s'y généralise, ce qui soulage les bureaux et la circulation mais ne trouble en rien l'activité économique. Bienvenue en Finlande où la performance se fait dans la discrétion.

Et à 5heures de route au Nord-Ouest de Helsinki, cette première impression du pays suomi se vérifie à Vaasa. Le visiteur qui descend le Vaasanpuistikko, son artère centrale enneigée, jusqu'au golfe de Botnie complémentent gelé, ne se doute pas d'emblée que cette ville d'une centaine de milliers d'habitants est la capitale nordique de l'énergie.

Autrefois petit village suédophone vivant du commerce de la poix, Vaasa est devenue en un siècle un cluster régional réunissant 140 entreprises, 13 000 étudiants et 1 400 postes en R&D, le tout collaborant efficacemen pour générer un chiffre d'affaires total de 4,4 milliards de dollars. Soit l'équivalent du PIB de l'agriculture tunisienne. L'histoire de cette réussite aurait commencé au début du 20e siècle avec Johannes Wickström qui, rentré des Etats-Unis avec une expertise en ingénierie mécanique, a fabriqué à Vaasa avec son frère Jakob des moteurs, notamment pour les bateaux. Des moteurs robustes et performants qui ont fait la renommée de la ville et dont certains tourneraient encore aujourd'hui !

La suite de la petite histoire a été forgée par la grande. La Seconde Guerre mondiale a poussé les industries finlandaises à déménager vers l'extrême ouest pour fuir l'ennemi russe et l'après-guerre a obligé les Finlandais à payer un lourd tribut à leur puissant voisin. Mais de contrainte, le peuple finlandais en a fait un leitmotiv pour perfectionner sa productivité et réussir en peu d'années à s'affranchir de sa dette. Vaasa en a donc profité et le secteur de l'énergie a connu un développement majeur et rapide où grandes entreprises et PME rivalisaient d'efficacité et d'innovation. La ville s'est alors fait une place de référence dans ce secteur, non seulement parmi les pays nordiques mais aussi mondialement car on y est fier d'avoir exporté des produits de systèmes électriques dans tous les pays de la planète. En somme, la première énergie inépuisable de cette étoile du Nord, à l'instar de toute la Finlande, n'est autre que ses habitants !

Des habitants qui s'enrichissent continuellement de populations venues des quatre coins du monde. En discutant avec un jeune homme d'origine pakistanaise ayant fait ses études à l'université de Vaasa et décidé de s'y installer une fois naturalisé, on comprend que la détermination finlandaise s'acquiert aussi bien qu'elle se transmet.

C'est l'esprit ainsi chargé d'enseignements qu'un Tunisien quitte la Finlande. Des enseignements qui poussent inévitablement à la comparaison. Car cette nation, avant d'être aussi prospère, avait traversé trois siècles d'épreuves d'une ampleur dont la nôtre a été comparativement épargnée. Famines dévastatrices, peste noire, exode massif, guerres destructrices et ennemi dévastateur. C'est un calvaire de Sisyphe qui n'a pourtant pas découragé le peuple de remonter la pente après chaque dégringolade en perfectionnant et en faisant mieux à chaque fois pour finir par conjurer le sort et atteindre le sommet des classements positifs dans bien des domaines. Exactement tel que l'avaient prédit voilà des siècles les poètes suomis dans l'épopée de Kalevala ou dans l'hymne Maamme :

Notre amour fera ressurgir

ton espoir, ton triomphe dans leur splendeur.
Et un jour ton hymne, ô patrie, au plus haut retentira.

Notre poésie nationale ne dit-elle pas à son tour :

Celui qui n'aime pas gravir les montagnes
Vivra éternellement dans les fossés

Alors qu'attendons-nous pour suivre la bonne étoile de nos amis finlandais?.

M.D.

Zina Zidi
La chouchoute de Shems FM

Elle cartonne chaque matin sur Shems FM. Le journal parlé, le concentré «Festival» à 9h30 dans la matinale de Hamza Balloumi et ses interventions ponctuées au cours de l'émission lui valent une large audience. Zina Zidi fait partie de ces nouvelles étoiles montantes de l'audiovisuel tunisien. D'origine sahélienne et née au Kef, mariée et mère d'un enfant de trois ans, la jeune journaliste de 31 ans, animatrice et intervieweuse de la matinale de Shems FM depuis trois ans, voue une passion presque sans limites à sa profession, qu'elle rêvait déjà enfant d'exercer. Ayant également fait ses preuves sur la première chaîne nationale en tant que chroniqueuse, la jeune femme s'est également essayée à la presse écrite chez Akher Khabar au début de sa carrière, avant d'opter définitivement pour la radio, seul univers qui lui est familier. Portrait. →

Née en 1986 au Kef, Zina Zidi a grandi et débuté sa scolarité dans la même ville, jusqu'à l'obtention de son baccalauréat. Une enfance qu'elle dépeint comme heureuse et passée au sein d'une famille soudée mais dont la fratrie de quatre enfants présente autant de similarités de caractère que de disparités de parcours : son frère de 24 ans fait actuellement ses premiers pas en tant qu'officier à la marine nationale, sa plus jeune sœur passe son bac cette année, et sa seconde sœur de trois ans son cadet est hôtesse.

Premiers pas dans l'audiovisuel

Lorsqu'elle déménage à Tunis pour suivre une formation de journaliste à l'Ipsi, lorgnant dès son enfance une dynamique carrière dans le journalisme audiovisuel, elle fait l'expérience de l'indépendance et la découverte de la capitale, avant d'être rejointe par sa famille quelques années plus tard. *« C'est à la fin de mon cursus que j'ai fait la découverte de deux grands pays du monde arabe. Je garde un merveilleux souvenir d'un voyage que j'ai effectué en 2010 à Gizeh où j'ai désiré achever ma formation dans une école de journalisme établie là-bas mais sans que mon projet ait pu finalement aboutir. C'est là que j'ai fait mes premiers micros-trottoirs en solo, en freestyle. Plus sérieux et engageant a été mon départ en Libye où je suis partie, juste avant l'obtention de mon diplôme, en tant que collaboratrice d'une boîte de production fondée par Zouhaïr Latif et collaborant avec la BBC»*, raconte-t-elle.

Ce dernier avait en effet remarqué ses brillantes prestations de reporter de terrain lorsqu'elle était en stage début 2011 à Radio Jeunes, lesquelles l'ont persuadé que le talent naissant de Zina pourrait enrichir l'équipe qu'il avait constituée pour partir avec lui en Libye. Et c'est au cours de cette expédition que Zina a fait ses premières armes : partie à Tripoli en passant par plusieurs autres villes en septembre 2011 non sans la forte désapprobation de sa mère appréhendant l'inconnu et l'instabilité de la situation, elle y rencontre au plus fort de la crise par laquelle passait ce pays des officiels libyens, des membres de factions armées rebelles, interviewe des personnalités et des militants traqués par le régime de Kadhafi et forge la maîtrise qui est aujourd'hui la sienne de l'investigation de terrain.

« Je ne me vois plus ailleurs qu'à la radio… »

«Après trois semaines laborieuses d'enquête et de reportage, je suis rentrée en Tunisie pour intégrer l'équipe d'Express FM dont la rédactrice en chef de l'époque, Najoua Rahoui, estimait que j'avais le profil idéal pour présenter les infos», se rappelle Zina. Convaincue par la proposition, Zina Zidi accepte d'explorer cet univers nouveau où elle n'a pas tardé à se familiariser avec les studios, les enregistrements, le travail de rédaction côté desk pour être enfin rompue à la présentation des informations autant qu'à l'exercice de la chronique politique.

«Mais au bout de deux ans, l'équipe d'Express FM a commencé à changer et quant à moi, cherchant encore ma voie à un âge où il ne m'était pas encore possible de me fixer, voulant sans cesse découvrir et collaborer avec de nouvelles équipes, j'ai présenté ma démission en 2013 puis je me suis présentée à l'équipe de direction de Shems FM où on m'a tout de suite acceptée en CDD d'une année», explique-t-elle. Un choix qu'elle ne regrette pas puisqu'il dure depuis aujourd'hui presque cinq ans. C'est au sein de cette chaîne qu'elle considère avoir réellement entamé sa carrière de présentatrice, l'équipe lui ayant rapidement, en raison des preuves qu'elle avait déjà faites chez Express FM, confié la mission de présenter les informations du matin et de mener des interviews politiques à des heures de grande écoute. Durant cette première année néanmoins, Zina a surtout occupé la tranche horaire allant de 18h à minuit, en passant par le desk et le terrain. Aujourd'hui en CDI, c'est elle qui est à l'antenne, seule, pour présenter la matinale qui commence à 6h. Déjà nostalgique d'une expérience loin d'être encore finie, son visage s'illumine de gaieté au rappel des chroniques décalées intitulées *«Shems Bande»* auxquelles elle contribuait et dont l'idée était de présenter sous un jour nouveau, presque ludique parfois, un fait traité habituellement d'une façon trop large et convenue par les médias.

« … mais ne ferme pas la porte à la télé ! »

En tant qu'intervieweuse, elle retient prioritairement dans sa mémoire des entrevues marquées davantage par leur contenu que par l'identité, la popularité, la qualité de la personne interviewée. Ainsi évoque-t-elle avec plus d'intérêt et de fierté l'entretien qu'elle a eu avec Mehdi Zaoui, ancien gouverneur de l'Ariana, au sujet d'attaques terroristes y ayant eu lieu que ceux, pourtant plus écoutés, qu'elle a pu avoir avec les actuels président de la République et chef du gouvernement.

«Le souvenir le plus marquant que je garde de ma carrière encore courte reste cependant celui où, pendant la manifestation du 1er mai 2014 organisée par l'Ugtt, j'ai été attaquée dans le dos et bousculée alors que j'étais enceinte, narre-t-elle sans pourtant s'émouvoir de cet incident qui a partout été jugé choquant. *Le plus étonnant est que l'enquête ouverte à ce sujet n'est pas encore close !»*

Accro à la radio, la jeune maman dont l'événement évoqué n'a heureusement pas compliqué la grossesse assure qu'elle ne compte toutefois fermer aucune porte à un éventuel retour à la télévision, mais à condition que cela ne perturbe pas sa carrière établie à la radio, à laquelle elle ne compte pas renoncer. *«Après avoir participé à l'émission Chokranala el houdhour sur Watanya 1 pendant une saison, en 2015, je continue à recevoir des propositions, dont une récente de Watanya 2 et une autre de Carthage+. Mais elles ne m'ont pas convaincue. Pour garder une vie privée stable, il faut que les contraintes horaires que m'imposent, d'une part, mon rôle de mère de famille et, d'autre part, mon poste à Shems FM soient respectées… En revanche, il se pourrait que je sois moi-même en train de préparer quelque chose, un projet de mon cru, pour la télé*, dit-elle d'un air malin. *Mais pour l'instant, je ne peux en dire davantage !»*

Nejiba Belkadi

Révélations d'un agent d'influence

Les Kadhafi père et fils et la France, via la Tunisie

Comment le pouvoir politique, mais aussi les grands groupes d'affaires, se servent d'hommes-relais pour exercer leur influence auprès de chefs d'Etat, de leaders de l'opposition, de chefs de guerre et gros clients ? Servir des intérêts nationaux, passer des messages, arranger des rendez-vous et faire signer des contrats : tout se mêle et s'entremêle. La raison d'Etat se confond avec l'impératif de vendre. C'est ce que nous révèle Philippe Bohn dans son livre *Profession : Agent d'influence* qui vient de paraître aux Editions Plon. "Ingénieur de l'humain" et "constructeur de décision", comme il se définit lui-même, il nous introduit par un parcours haletant dans les coulisses d'un univers exceptionnel, celui d'illustres figures françaises, arabes et africaines.

Sans doute, les Kadhafi père et fils et leurs relations avec Sarkozy retiennent le plus l'attention, à travers ce récit en témoignage direct. Surtout que certains passages se croisent à travers la Tunisie et des Tunisiens...

Mais, il y a aussi Jonas Savimbi et sa lutte pour l'indépendance de l'Angola, le maquis rwandais de Paul Kagamé avant qu'il ne prenne le pouvoir, les réseaux d'Alfred Sirven, le rachat d'Elf par Total, les Chebab de Somalie, les costards et les additions de restaurant payés par Robert Bourgi (l'affaire Fillon) et autres jeux et enjeux...

Comment devient-on agent d'influence ?

Jeune photographe envoyé en reportage en Côte d'Ivoire, Philippe Bohn trouve rapidement sa vocation. S'il raconte nombre de ses actions en France et surtout en Afrique, il n'omet pas de consacrer un chapitre de son livre à la transmission du savoir et du savoir-faire acquis. Sous le titre de "Pratique et théorie de l'influence", il s'attache à conceptualiser la démarche et définir ses bonnes règles à suivre. La récente mise en examen de l'ancien président français Nicolas Sarkozy au sujet du financement de sa campagne électorale de 2007 remet le dossier

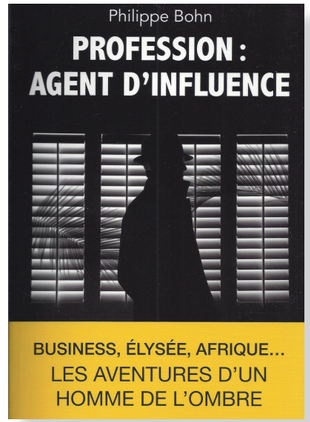
CHERY
FUN TO DRIVE
E3
RETROUVEZ
LE CONFORT MODERNE
À PARTIR DE
38 200 TTC
GARANTIE 3ans OU 100 000 Km
STA
Zone Industrielle Borj Ghorbel - 2096 Ben Arous Tunisie
Tél (+216) 31 390 290 - Fax : 31 390 301 - E-mail : contact@statuos.tn
www.stautos.tn
Agence CHERY SFAX: Rue PAVLOV-Z.I Poudriére 1-Sfax 3000
Tél: 74 286 285 - Fax: 70 032 800 - E-mail : contact@districars.tn

libyen traité, entre autres, par Philippe Bohn, sous les projecteurs de l'actualité. L'auteur revient longuement sur l'approche qu'il organise patiemment pour s'introduire dans le cercle restreint de Saif al-Islam Kadhafi. Il y parviendra, grâce à un ami intime – Tunisien — du fils de Mouammar Kadhafi. Admis dans ce carré, il fera la connaissance de l'autre fils, Saadi Kadhafi, et finira par parvenir au père, Kadhafi lui-même. Pris en confiance, Bohn est chargé d'organiser une rencontre secrète entre Kadhafi et le président sud-africain Thabo Mbeki, à Abuja, en marge du Sommet Amérique du Sud - Afrique, fin novembre 2006. Et y réussira.

Via Djerba

Bohn, en contact direct avec Claude Guéant, le chef de cabinet de Sarkozy à l'Elysée, sera dans les coulisses de la visite de Kadhafi à Paris du 10 au 15 décembre 2007. C'est lui qui est chargé de convoyer Saadi Kadhafi à l'Elysée le 7 décembre 2007, pour faire auprès de Guéant les emplettes en armement. La scène est cocasse. Sarkozy, que Bohn connaît bien, de longue date, est déjà pleinement embourbé dans l'argent libyen, mais personne n'en parlait à l'époque.

L'intervention militaire française en Libye, en mars 2011, changera la donne, mais n'entamera en rien l'amitié qui lie Philippe Bohn au clan Kadhafi. Il restera en effet fidèle à son ami Saïd al-Islam Kadhafi et son frère Saadi. En pleine traque des Kadhafi, au mois d'août 2011, Bohn reçoit un appel de Saadi. Il se décidera à aller le voir en Libye, via la Tunisie.



Profession : Agent d'influence
de Philippe Bohn
Editions Plon, Février 2018, 196 p. 17.90 €

Bonnes feuilles

Derniers jours du régime de Kadhafi

En passant par Djerba pour aller voir Saadi

Cet après-midi d'été, la sonnerie de mon téléphone interrompt ma séance de sport. Au bout du fil, c'est Saadi Khadafi. Son ton est nerveux, son débit rapide :
• Philippe, c'est moi, Saadi.
• Oui, comment vas-tu ? J'espère que tu fais attention à toi.
Je lui fais part de mon inquiétude face à sa situation et à la guerre en Libye, que je suis de près.
• On est attaqués de partout mais ça va. Inch'Allah.
Tu peux venir à Tripoli ? C'est urgent. Il faut que je te voie.
J'ai un message à transmettre et il me faut un ami de confiance pour parler.
Sans hésiter, je me mets à sa disposition :
• J'arrive dès que possible. Donne-moi deux ou trois jours pour m'organiser. Mais tu peux compter sur moi.

Pour être effective, la force du réseau d'influence implique une disponibilité inconditionnelle. Même dans des contextes compliqués et des situations extrêmes, il faut répondre présent. L'efficacité des chaînes d'influences repose sur ce principe. Ses membres savent toujours que, en toutes circonstances, →

→ ils peuvent compter sur moi et mes ressources. La réponse est toujours oui et on réfléchit ensuite, c'est le concept de la «fidélité opérationnelle».

Juste après cet appel, j'envoie un message à l'Élysée. Il ne s'agit pas d'obtenir une hypothétique mission officielle qui n'aurait pas de sens. Mais compte tenu de mon implication et de ma connaissance du pays, j'ai besoin d'un feu vert et surtout d'évaluer l'utilité de me rendre sur place. Sans surprise, la cellule du CNR (Coordinateur national du renseignement), fonction alors occupée par Sarkozy et Guéant chez les «combinards» de l'Élysée l'ancien « grand flic » Ange Mancini, me confirme tout l'intérêt qu'il y aurait à aller, toutes affaires cessantes, au contact de Saadi. Je conserve précieusement quelques SMS échangés sur le sujet. Une assurance a minima!

Un débriefing du fiston, ça peut être utile… surtout si je peux le convaincre de passer de notre côté.

Entre le chef d'état-major particulier du président, le CNR et le ministre de la Défense, le schéma se dessine et les briefings s'organisent. Il est décidé que je parte sur l'heure pour la Libye, avec une assistance logistique qui pour la discrétion se résumera à me faire passer en courant les portiques de sécurité qui s'affolent à l'aéroport d'Orly. J'emporte pour seul bagage un protocole de communication avec Paris. La route de Tripoli passe par la petite île de Djerba en Tunisie. Le tourisme est en berne. L'avion est vide.

Moins de quarante-huit heures après l'appel de Saadi, me voici passé de la piscine de mes vacances estivales à la fournaise tripolitaine. Lorsque l'avion se pose à Djerba, la nuit est déjà tombée. Saadi m'a indiqué que je serais accueilli par des hommes à lui. Je les repère immédiatement dans le hall des arrivées. Un grand type aux traits tirés, dont le costume dissimule mal la proéminence d'un pistolet Glock, me hèle. Je le connais. Je l'ai déjà vu avec Saadi.

• Monsieur Philippe ?
• Oui, c'est moi.
Réponse superflue vu que je suis le seul Occidental dans l'aéroport.
• Les voitures sont là, votre ami vous attend. Nous contrôlons la route jusqu'à Tripoli, mais il faut se hâter.

Deux Mercedes aux plaques gouvernementales libyennes patientent, moteur tournant. Je monte avec Profession : agent d'influence l'homme de Saadi dans la première. À droite du chauffeur, un officier de l'armée libyenne en uniforme. Une escorte fortement armée nous suit dans un second véhicule.

Protection dérisoire face aux bombardements des avions de la coalition mais, au sol, des troupes rebelles pourraient traîner sur la route. Dans le sens Djerba vers Tripoli, la voie est libre. Au poste-frontière, aucune formalité. Le voyage a visiblement été balisé en amont.
Dans cette nuit chaude et poussiéreuse, nous croisons des norias de camions qui font le chemin en sens inverse pour fuir la Libye. À contre-courant encore une fois, je me demande ce qui m'attend dans cet environnement instable. Après quelques heures de route, rythmées par des arrêts à des barrages toujours tenus par les troupes loyalistes, nous sommes à Tripoli.

Nous nous rendons directement au Corinthia, hôtel emblématique de la capitale libyenne. C'est mon point de chute habituel. En cette période troublée, il n'y a pas foule. Le réceptionniste prend le temps de remplir consciencieusement ma fiche d'entrée. Il m'accueille en habitué et semble quelque peu surpris de me voir à cette saison !

À droite de la réception, le bar est désert. À gauche, aucun convive au restaurant principal. Personne non plus dans les fauteuils et banquettes qui encadrent les ascenseurs. Saadi m'attend dans l'une des suites des étages supérieurs. Les retrouvailles sont chaleureuses :

L'avocat de Seif Islam Kadhafi Marcel Ceccaldi

Seif Islam Guaddafi

AVEC VOTRE PLAN D'EPARGNE HORIZON, FRUCTIFIEZ VOTRE ARGENT EN TOUTE SÉRÉNITÉ

- Placement à **100 % Garanti**

  Vous bénéficiez d'un Taux Minimum Garanti à vie

- Placement à **100 % Souple**

- Placement à **100 % Gagnant**

  Votre argent est fructifié à un taux de rendement performant

  Vous bénéficiez d'un cadre fiscal très attrayant avec une déduction annuelle d'un plafond de 10000 DT de primes d'assurance vie de votre revenu imposable. Ce qui vous permet de réaliser d'importants économies d'impôt !

Rendement 2016

5,1%

net de frais de gestion

تأمينات سليم

ASSURANCES SALIM

Votre Protection...c'est notre métier !

Siège Social : Immeuble Assurances SALIM Lot AFH BC 5- Centre Urbain Nord - Tunis 1003
Tél.: (+216) 71 184 240/71 184 254 - Fax : (+216) 71 184 284
E-mail : commercial@salim-ins.com
Site Web : www.salim-ins.com

Saadi Kadhafi et Philippe Bohn

• Mon ami. Tu es venu !
• Bien sûr, je suis venu. Sinon le mot ami n'aurait pas de sens. Il y a une vraie émotion à se retrouver, cette nuit-là, au milieu d'une guerre en train de détruire le pays.
• Comment peut-on arrêter tout ça, me demande-t-il, inquiet. Avec l'accord de mon père, je suis prêt à m'engager et à venir parler en personne avec les Français. Car si l'offensive continue, vous allez mettre des terroristes au pouvoir.
• Je ne sais pas, Saadi. La seule chose que je peux faire, c'est transmettre tes propositions et peut-être organiser quelque chose… Il faut voir. Tu proposes quoi concrètement ?
• Je vais te dire. Toi tu peux parler à Sarkozy. Il peut encore sauver ce pays. Et tu es ma garantie de confiance.
Les discussions dureront jusqu'à l'aube. Saadi a la barbe en désordre. Il est revêtu d'une espèce de djellaba beige clair avec laquelle il posera le lendemain matin, à mes côtés, pour authentifier les messages transmis.

Les événements se précipitent. Je pense être presque seul dans l'hôtel lorsque retentit dans mon dos une voix de stentor:
• Philippe, mais qu'est-ce que tu fais ici ?
C'est l'avocat parisien Marcel Ceccaldi, tout sourire, dans une éclatante chemise Lacoste orange.
• Et toi, Marcel ? Que fabriques-tu là ? Tu devrais songer à repartir, la ville va tomber.
• Mais non… la situation est sous contrôle. Je suis avec Béchir Saleh. Je suis là pour aider les amis.

Homme de droit, avocat tout terrain, Marcel Ceccaldi a toujours préféré les causes difficiles aux prétoires parisiens.
De nous deux, c'est moi le plus surpris de cette invraisemblable rencontre.

Après quelques tergiversations, Paris ne donnera pas suite à la proposition de dialogue de Saadi, restée secrète jusqu'à ce livre. La chute de Tripoli est imminente et l'heure n'est plus à la conciliation. Il est cependant accordé au fils Kadhafi un couloir de sécurité pour qu'il puisse s'échapper vers le Niger où il trouvera refuge

Pour ma pomme, le retour s'annonce compliqué. La route vers Djerba est en train de se refermer et Saadi me presse de plier bagage. L'exfiltration va s'avérer sportive et maritime. Il faut d'abord contourner un verrou, la ville de Zouwarah, qui vient de tomber aux mains des insurgés. On me fait embarquer sur un petit bateau à moteur, avec trois hommes de la tribu de Saadi. Puis nous rejoignons une route côtière qui nous mène jusqu'à la frontière tunisienne sur le chemin de Djerba. C'est le chaos et l'exode. Le poste-frontière est saturé. Des heures de queue en perspective. Cette fois, le billet vert me sert de coupe-file. Ma voiture double par la droite et remonte la colonne des innombrables véhicules bloqués jusqu'à la sortie. Je saute du 4×4 et demande à voir le chef du poste de contrôle tunisien. Le gabelou accepte avec dignité mon enveloppe garnie de dollars et monte dans notre véhicule pour nous faire passer sans autre procédure. Avec la guerre aux trousses, une fois arrivé en Tunisie, j'ai vraiment l'impression de rentrer à la maison. Là encore, la magie du dollar fait le job ! Un jet m'attend à Djerba, un Cessna Citation 525 immatriculé D-IMAC. Le pilote est allemand. Il prend mon cash et nous embarquons pour un vol express vers Le Bourget avant le compte rendu à l'Élysée. Les vacances sont vraiment finies. La disponibilité et la loyauté aux amis ont été le tribut payé au réseau d'influence.

La dimension africaine de la politique extérieure tunisienne

C'est un fonds documentaire précieux que celui transféré par le ministère des Affaires étrangères aux Archives nationales. La partie qui concerne les relations avec des pays et organisations du continent africain remplit pas moins de 50 cartons comptant 266 dossiers relatifs à 38 pays. S'y ajoutent, pour ce qui est de la contribution de la Tunisie à la création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), puis de sa participation à ses travaux, 182 dossiers classés dans 136 boîtes.

L'importance de ces documents, constitués de dépêches et de rapports diplomatiques, d'analyses, de discours, de comptes rendus d'entretiens et autres éléments, est d'une grande richesse pour tout historien, chercheur et jeune diplomate. C'est ce qui a incité les Archives nationales, l'Institut arabe des droits de l'Homme, la faculté des Sciences humaines et sociales (Université de Tunis et la State of the Union Coalition (Sotu) à en extraire des documents significatifs pour analyse et publication dans un ouvrage dédié. Sous le titre La dimension africaine de la politique extérieure tunisienne (1956 - 1986), trois chercheurs, Lotfi Ben Aïssa, Riadh Ben Khelifa et Karim Ben Yedder, s'emploient à présenter le fonds documentaire, analyser les relations bilatérales entre la Tunisie et des pays subsahariens, mettre en exergue l'engagement de la diplomatie tunisienne contre la ségrégation raciale en Afrique du Sud et l'apport de la Tunisie à la création de l'OUA.

Un large choix de documents d'archive occupe près de deux cent cinquante pages. Du Sénégal à l'Afrique du Sud, mais aussi la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Ghana, la Guinée, la Guinée Bissau, le Mali, le Tchad, l'Angola, le Congo Brazzaville, le Kenya et l'Ethiopie ainsi que l'OUA : c'est un véritable voyage dans les coulisses diplomatiques du continent. La partie consacrée aux relations tuniso-sénégalaises est absolument remarquable, surtout avec le discours prononcé par le président Léopold Sédar Senghor devant l'Assemblée des députés et le compte rendu de ses entretiens avec Bourguiba en octobre 1961. Dans une superbe évocation de la négritude et de l'arabité, avant d'aborder les enjeux de l'indépendance et les impératifs du socialisme africain, le président Senghor nous lègue un message sans cesse actuel, d'une profonde richesse intellectuelle et d'un raffinement stylistique dont il a le talent.

La dimension africaine de la politique extérieure tunisienne (1956 - 1986)
de Lotfi Ben Aïssa, Riadh Ben Khelifa et Karim Ben Yedder
Préface du président Béji Caïd Essebsi
Editions de l'Institut arabe des Droits de l'Homme, 2017, 406 p.

Comment se débarrasser de nous pour un monde meilleur
Bande dessinée de Salim Zrrouki
Coédition LHE Lalla Hadria Editions, Tunis - Encre de Nuit, Paris

Le terrorisme
De la violence politique à la menace stratégique
Une vision sécuritaire à partir de l'expérience du colonel Mohsen Ben Aïssa
Officier supérieur de la Sécurité intérieure tunisienne
Mediterranean Publisher, 2018, 276 p.

Le vrai problème des Arabes

Et si notre vrai problème, nous les Arabes, venait de nous et non des autres ? C'est ce que rappelle avec humour et dérision le dessinateur algérien Salim Zarrouk dans cet album de bande dessinée. Le titre est déjà provocateur : Comment se débarrasser de nous pour un monde meilleur. Le trait fin, le verbe percutant (en français, avec parfois des mots en arabe) et le scénario soigneusement agencé, on surfe sur les planches, le sourire aux lèvres, les yeux pétillants. Les thèmes sont aussi corrosifs les uns que les autres : femme, pisse, maquillage de la mariée, harragas, corruption, ramadan... D'un seul trait, tout est balancé ! Très amusant !

Terrorisme, violence politique et menace stratégique

Le colonel Mohsen Ben Aïssa s'est assigné quatre principaux objectifs dans cet excellent ouvrage. Tour à tour, il s'agit pour lui de rectifier les définitions et concepts relatifs au terrorisme et aux terroristes, dépasser les opérations intentionnelles de désinformation, analyser les questions de guerre antiterrorisme et la primauté de la loi et proposer une nouvelle approche. Officier supérieur de la Garde nationale, l'auteur puise ses analyses de sa vaste expérience opérationnelle, de sa formation à l'Ecole des officiers de la gendarmerie française ainsi qu'au centre spécialisé en Californie, et de ses recherches en master de sciences politiques à l'Université Sophia-Antipolis à Nice.

Un ouvrage utile pour mieux comprendre ce nouveau phénomène et l'affronter.

Nomades de Mohamed Hédi Zaiem

Une nouvelle macroéconomie pour le développement et l'économie sociale

Le titre –*Nomades*– reprend les premières lettres du titre (en sous-titre): NOuvelle MAcroéconomie pour le Développement et l'Economie Sociale. →

ATL Leasing,
L'allié de votre succès

ATL LEASING

ATL Leasing, vous offre la possibilité de louer les biens dont vous avez besoin pour votre activité pendant une période pouvant atteindre 84 mois.
En fin de période vous en devenez propriétaire.

ATL LEASING

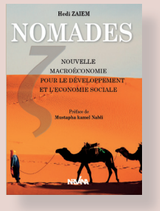
Plus qu'un leasing...

→C'est un ouvrage scientifique destiné aux spécialistes, et même à des spécialistes de haut niveau dans le domaine de la science économique. Mais au terme des développements techniques, se dessine une vision qui risque de chambarder nos conceptions les plus ancrées du modèle de développement, qui cette fois-ci nous concerne tous, et pas seulement les spécialistes.

C'est, d'après les spécialistes qui l'ont lu, un travail novateur sur le plan de la théorie économique qui remet à plat les fondamentaux de la théorie de la croissance économique et ouvre, selon Mustapha Kamel Nabli, *«de nouveaux horizons à la recherche à la fois théorique et empirique sur les questions de la croissance et du développement économique.»*

Mais le plus important se situe au niveau des enseignements économiques et politiques. Et sur ce plan, beaucoup de mythes s'écroulent.

La première cible est la technologie, que l'auteur qualifie de *«miroir aux alouettes»*. Sur la base d'une construction théorique minutieuse, H. Zaiem montre que « la course derrière la technologie est une course effrénée vers l'accumulation du capital avec son processus continu d'éviction du travail. » Ces idées ne sont pas nouvelles, mais cette fois-ci la démonstration est imparable, car elle se construit dans la logique de la théorie dominante et utilise ses propres instruments.
La seconde cible, et non la moindre, est le *«capital humain»*. Tous s'accordent à disséminer l'idée, devenue profession de foi, que notre salut est dans l'accumulation du capital humain. Sur la base d'une analyse originale, l'auteur soutient que cette conviction est derrière ce qu'il appelle *«la suraccumulation du capital humain»*, qui crée et nourrit un réservoir de travail «qualifié» prêt à répondre aux besoins croissants des pays industriels avancés. Ces derniers n'en tirent que bénéfices alors que ses pays d'origine ont financé -parfois au prix d'un endettement massif- les coûts de son accumulation. Le livre finit sur un retour sur l'économie politique de l'éducation et de la formation: *«L'accumulation du capital humain, telle qu'elle est conçue, est-elle en train de devenir la voie royale d'aliénation des individus et des peuples ?»*. Les conséquences sont importantes au niveau de toute vision du devenir du système éducatif pour le *«développement»* et du *«développement»* lui-même. Le livre est riche d'enseignements sur certains points très importants comme la question de la dépendance et de la domination économiques et celle de l'économie sociale auxquelles l'auteur consacre deux chapitres. C'est un travail né de soucis académiques mais qui se retrouve au cœur des interrogations qui hantent nos pays à la croisée des chemins. Il peut avoir un retentissement important au niveau du monde académique, qui peut déborder les frontières du pays. Nous souhaitons qu'il contribue à dévier les débats vers des questions majeures et vitales, à un moment où le pays s'éternise -sans y parvenir- à chercher ce qu'il appelle un modèle de développement.



Nomades
Nouvelle macroéconomie pour le développement et l'économie sociale
de Mohamed Hédi Zaiem
Préface de Mustapha Kamel Nabli
Editions Nirvana, avril 2018, 190 p. 20 DT.

Réponse à...

Hédi Baccouche / "En toute franchise"

Fayçal Triki et Jameleddine Khemakhem répondent à l'ancien Premier ministre Hédi Baccouche

En parcourant comme d'habitude le magazine *Leaders*, plus précisément le n°83 du mois d'avril 2018 (page 93) présentant des extraits des mémoires de M. Hédi Baccouche, une révélation nous a surpris.

Dans cet article, ce dernier prétend que Messieurs *«Fayçal Triki et Jameleddine Khemakhem, membres de la Chambre des conseillers, ont écrit à Foued Mebazaa, le nouveau président de la République, pour lui suggérer de procéder au changement* →

→de la présidence de la Chambre des conseillers. Le président en exercice, Abdallah Kallel, empêché de quitter le pays par les agents de l'aéroport de Carthage, ne peut plus continuer. Je pourrais le remplacer.» Nous réfutons ces propos mensongers de M. Hédi Baccouche qui ne reflètent point la réalité des faits. M. Hédi Baccouche, encore une fois, procède à une falsification honteuse de l'histoire. Nous n'avons jamais envoyé une lettre à M Foued Mebazaa, président de la République lors de cette période, comme il l'a prétendu et nous n'avons jamais proposé Monsieur Hédi Baccouche à la présidence de la Chambre des conseillers. En effet, lors de la démission du président de la Chambre des conseillers, nous avions pour seul objectif le bon fonctionnement de cette institution. Chose à laquelle nous nous sommes pleinement consacrés. D'ailleurs, MM. Foued Mebazaa et Abdallah Kallel peuvent témoigner de la véracité de ce qui précède.

A cet effet, nous demandons à M. Hédi Baccouche de faire preuve d'intégrité et d'honnêteté, de reconsidérer ses allégations infondées et dénuées de toute réalité et de relater les faits historiques tels qu'ils étaient sans modification ni déformation. S'il tient encore à ses propos, nous le défions de publier la lettre que nous avons adressée au président de la République et nous sommes convaincus qu'il ne sera pas en mesure de le faire.

Réponse à...

Dr Amor Chadli / La vérité dévoilée

L'ancien Premier ministre Rachid Sfar répond au Pr Amor Chadli

Régissant à l'évocation par le Pr Amor Chadli, dans son nouvel ouvrage *La Vérité dévoilée*, du projet d'un comité constitutionnel, écarté par Bourguiba, l'ancien Premier ministre Rachid Sfar nous fait parvenir la réponse suivante :

Je découvre sur le récent numéro de *Leaders* (N° 83 - avril 2018) ceci : «La lucidité de Bourguiba».

«Le mercredi 5 août 1987, soit trois jours après les attentats, le Président devait accorder une audience au Premier ministre à Skanès. Celui-ci arriva vers neuf heures. Zine Ben Ali l'avait précédé au palais et s'était installé dans la salle à manger, devant une tasse de café. Aucune audience avec le ministre de l'Intérieur n'était prévue ce jour-là. J'avisai le Président de l'arrivée de Rachid Sfar. Il se rendit à son bureau où je le rejoignis avec le Premier ministre. Rachid Sfar proposa alors au Président la constitution d'un «comité constitutionnel de la République tunisienne», sorte de Comité des Sages, comprenant dix membres choisis, disait-il, par le Président de la République et appelé à le seconder dans l'exercice de ses fonctions afin d'alléger sa charge. Parmi ces membres, Rachid Sfar proposa, entre autres, Béhi Ladgham, Hédi Nouira, Habib Bourguiba Jr. Je n'en croyais pas mes oreilles. Le Président écoutait sans broncher. Une fois son exposé terminé, Rachid Sfar présenta au Président le texte déjà prêt, portant création de ce comité. (Document 13)Je pris la parole pour demander ce qui se passerait si l'opinion de ce comité se trouvait en contradiction avec celle du Président. Après une courte hésitation, Rachid Sfar déclara...»

L'auteur de ce récit imaginaire n'est pas à son premier mensonge... Il semble exceller dans l'art de partir d'un fait réel pour "laisser" vagabonder son imagination... C'est exact, j'ai proposé au président Bourguiba un projet de texte portant création d'une sorte de Comité des Sages pour notamment contrecarrer les influences néfastes de son entourage. Mais Ben Ali n'a jamais été ni de près ni de loin à l'origine de cette initiative qu'il a sabotée comme l'a fait le Prof Amor Chadli...Tous les deux ont réagi «énergiquement» contre mon initiative devant le Président parce qu'elle allait à l'encontre de leurs desseins... Telle est, hélas, la triste vérité …

Je vous prie de porter à la connaissance de vos lecteurs cette rectification avec mes remerciements.

Rachid Sfar

ATBAWALSAKAN
Le programme premier logement sur 25 ans.

Pour de plus amples informations veuillez vous rendre à l'une de nos agences ou consulter notre site web : www.atb.tn

www.atb.tn ATB TUNISIE

ATB
البنك العربي لتونس
Des professionnels pour vous.

Hôtel de Charme

Borj Dhiafa Sfax

Remarquable consécration. En obtenant la classification par le ministère du Tourisme dans le groupe d'hôtels de charme, Borj Dhiafa Sfax (5*****) voit ses efforts de développement récompensés et ses performances soulignées. Pour accéder à cette catégorie, l'arrêté ministériel du 29 juillet 2013 pose des exigences élevées. L'hôtel de charme est construit, stipule le texte, afin de préserver les attraits architectural et historique authentique de l'édifice ou de son site d'implantation et doit fournir à sa clientèle résidente des prestations personnalisées. Aussi, la capacité maximale d'hébergement de l'hôtel de charme ne peut dépasser cinquante (50) lits.

Toutes ces exigences et plus sont satisfaites par Borj Dhiafa, situé à 2.5 km seulement du centre-ville et à 5 km de l'aéroport de Sfax-Thyna. Son cachet architectural est inspiré du style arabo-andalou et ses espaces marient harmonieusement marbre et sculptures. Des meubles et pièces d'art authentiques y ajoutent une note attractive. Partout, dans le café, restaurants, salles de réunion et chambres, l'hospitalité est de règle. Autant Borj Dhiafa est connu pour son bon accueil et le soin particulier qu'il apporte à tout un chacun, autant il se distingue par sa table exceptionnelle. Ses restaurants offrent en effet les mets les plus exquis, qu'il s'agisse de plats typiques sfaxiens ou de cuisine européenne et internationale, préparés par des chefs talentueux.

L'hébergement aussi y trouve ses lettres de noblesse. Les chambres sont vastes, bien équipées, offrant télévision par satellite et connexion internet. Pour vous souhaiter la bienvenue, corbeille de fruits, pâtisseries sfaxiennes et eau minérale vous sont offerts. Quant aux produits d'accueil, ils sont de grandes marques. Tout pour rendre ainsi votre séjour aussi confortable qu'agréable.
Le secret de réussite de Borj Dhiafa, c'est le soin du moindre détail et l'accomplissement au service du visiteur. Depuis le voiturier qui conduit votre véhicule au parking jusqu'aux hôtesses d'accueil, au desk de réception et à la direction générale, vous serez traité en hôte d'exception. La certification aux normes ISO 9001 et ISO 22000 ne fait que confirmer un état d'esprit partagé par tous : bien recevoir.

Un autre aspect important et bien des moindres, la sécurité. Tout un dispositif de gardiennage et de sécurisation est mis en place, dès l'abord de l'hôtel et dans ses différentes enceintes, ce qui fait de Borj Dhiafa l'un des hôtels les mieux sécurisés. Un atout fort apprécié par de grandes compagnies tunisiennes et étrangères, notamment pétrolières, qui l'ont plébiscité pour y héberger leurs équipes.

En séjour touristique, professionnel ou d'affaires, Borj Dhiafa est l'hôtel de référence pour tous ceux qui se rendent à Sfax. Classé désormais hôtel de charme, il gagne en attractivité et performances. Séjourner dans ce cadre architectural pittoresque, travailler dans ses salles de réunion bien équipées et déguster ses mets savoureux constitue une expérience inoubliable, exceptionnelle.

Exigez l'excellence

Hamda Dniden

Les femmes et tout le reste

Etait-il né un pinceau à la main ? Quand on ouvre ses yeux, comme Hamda Dniden, à Sidi Bou Saïd, baigne dans cette luminosité unique au monde, vit dès sa prime enfance au milieu de tant de poètes, peintres et autres artistes, on ne peut qu'être talentueux. Du café de son père, Am Chedly, juste en face de la "Kahwa el Alia", il avait appris à observer tout ce monde et du haut de la colline à admirer la vue sur la Méditerranée. Ce peintre de vocation ira, après l'Ecole des beaux-arts de Tunis, sur recommandation d'Abdelaziz Gorgi, affiner son talent à Paris. A l'Académie de la Grande Chaumière, mais surtout de ses déambulations dans la Ville lumière, il affirmera son style. A 73 ans, il aligne une superbe œuvre qui reste encore à explorer. Peintre de son village, peintre des femmes, Dniden nous réserve d'autres surprises.

Sous le titre de *Hamda Dniden, peintre de Sidi Bou Saïd*, les éditions Nirvana lui consacrent un livre d'art tout à fait remarquable, à plus d'un titre. D'abord, de par le texte soigneusement rédigé par Houcine Tlili, l'un des meilleurs spécialistes de l'art moderne et contemporain. Avant d'y plonger, et en guise de "mise en bouche", de sa belle plume, Alya Hamza nous introduit dans l'univers du peintre. Ensuite, de par le choix des œuvres et la qualité de leur traitement chromatique, guère aisé. Enfin, de par une maquette aérée et une impression de qualité (Simpact). Un très beau livre.

Hamda Dniden
Peintre de Sidi Bou Saïd
Editions Nirvana, avril 2018, 182 p. 100 DT.

Leaders
N°84
Mai
2018

Bonnes feuilles

Une addiction assumée

On pourrait volontiers adapter l'adage du Petit prince et de son renard en évoquant Hamda Dniden.

Au creux de la colline de Sidi Bou Saïd, derrière la seule porte jaune du village, dans son minuscule atelier, le plus discret de nos peintres poursuit dans le calme et la sérénité un parcours fait de belles fulgurances. Prix et consécrations, hommages et sollicitations n'entament en rien les choix qu'il s'est donnés. On le rencontre au rythme qu'il a fixé, fidèle à la galerie qu'il a privilégiée dans les vergers de La Soukra.

Et suivre son parcours n'est pas dénué de surprises. Des constantes dans son travail. Une addiction assumée à ses géantes, femmes antiques, déesses tutélaires, que l'on a pu comparer à tort à Botero, mais qui, récusant l'anecdote, s'affirment en majesté, idoles terriennes, telluriques, à la puissance sourdement inquiétante. Une complaisance affirmée pour les portraits de familles, les tableaux de foules, les agrégats compacts de personnages imbriqués, impliqués dans des alliances fœtales, soudés dans des fusions primaires.

Et puis de temps en temps, au fil d'une exposition, au détour d'une rencontre, des échappées qui feraient douter de ce que l'on croit savoir de lui si l'on ne retrouvait en filigrane, en clins d'œil, quelques signes du langage secret de Hamda Dniden : des compositions à la Arcimboldo où toujours apparaît en icône ou en signes de piste la femme toujours renouvelée. Des natures mortes, des paysages ouverts d'une étrange familiarité, et dans lesquels on retrouve le vocabulaire de l'artiste : cette rondeur généreuse, cette matière compacte, cette ampleur du geste qui lui viennent peut-être d'un passé de céramiste, et que l'on appelle simplement le talent.

Alya Hamza

Des performances esthétiques et humanistes

Le vrai sens de l'œuvre de Dniden est celui qu'il a choisi d'opérer dans le déplacement de l'axe de ses préoccupations artistiques et esthétiques. Ce déplacement conscient a constitué un moment crucial de sa rupture avec l'exotisme et a illustré son glissement du spécifique vers l'universel. Ce glissement est une sorte de descente symbolique effectuée par le peintre du haut de sa colline vers d'autres espaces et d'autres cieux moins sereins et plus turbulents. Ces expressions atteintes par le peintre sont devenues moins anecdotiques et davantage noyées dans l'âpreté du réel et dans la violence de l'histoire.

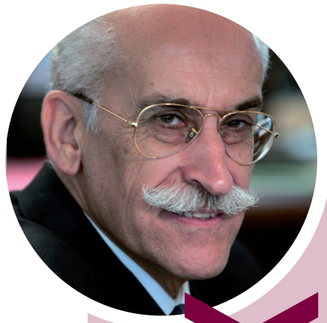
Les scènes des femmes robustes, très rarement érotiques mais sympathiques, sont remplacées de plus en plus par des représentations plus dures où les drames affleurent alors à l'occasion des « haraga », des rassemblements humains dramatiques et moins «jolis» que ceux des fêtes populaires d'antan. Dniden n'est plus seulement amateur de rondeurs féminines, du reste savoureuses, il devient de plus en plus sensible à des préoccupations humanistes. C'est ainsi qu'il a tenté, surtout dans cette deuxième partie de son œuvre, touche après touche, progressivement, de s'éloigner quelque peu du spécifique et du folklorique vers des expressions plus humaines et plus universelles.

Nous constatons cela et nous saluons le peintre en lui rendant ainsi un grand hommage pour ses performances esthétiques et humanistes. Hamda Dniden s'ouvre ainsi au monde, mais pas seulement au monde de Sidi Bou Saïd et à son environnement traditionnel, mais il nous amène plus loin que le golfe de Tunis et Boukornine et nous ouvre ainsi une nouvelle fenêtre sur d'autres rivages, des rivages d'une Tunisie profonde.

Houcine Tlili

Un aspect de l'autonomie tunisienne

La politique étrangère de Hammouda Pacha Bey



• Par Mohamed-El Aziz Ben Achour

■ Portrait présumé de Hammouda Pacha

Dès le règne de Husseïn Bey Ben Ali, fondateur de la dynastie husseïnite, le beylik de Tunis, officiellement Etat vassal du sultan ottoman, manifesta sa volonté de prendre en main ses destinées. Ce faisant, il renouait avec une vieille tradition inaugurée déjà au IXe siècle par les gouverneurs aghlabides, poursuivie au Moyen Âge par les Zirides et les Hafsides et reprise partiellement par les beys mouradites au XVIIe siècle. Hussein (1705-1735) obtint ainsi de la Sublime Porte l'autorisation d'ériger sa famille en dynastie détentrice du pouvoir au détriment des autorités politico-militaires issues de la conquête, en particulier le dey et l'agha (commandant) des janissaires. Quant à la dignité de pacha, toujours conférée par le sultan, elle devint, dès l'époque mouradite, l'apanage du bey. Husseïn ne tarda pas à confisquer progressivement à son profit et celui de sa famille l'ensemble des prérogatives, jusque-là réservées au gouvernement impérial, en matière de nominations de magistrats et de dignitaires.→

Toutefois, cette accession à l'autonomie ne s'est pas faite en un jour. Par exemple, les autorités ottomanes de Tunis (*«les Puissances barbaresques»* comme les appelaient les textes européens) avaient certes toute la latitude pour signer des traités de paix et de commerce avec les Etats étrangers mais elles le faisaient de manière collégiale. Le Bey qui cumulait aussi les titres et attributions de pacha (hormis Husseïn qui avait laissé cette dignité à son neveu), le Dey et l'Agha du Divan des janissaires apposant leurs sceaux au bas des documents diplomatiques. Cette empreinte politique ottomane demeura relativement forte jusqu'à la fin du règne de Husseïn. Elle ne cessa cependant d'évoluer vers une reconnaissance diplomatique officielle que le pacha bey concentrait entre ses mains la totalité du pouvoir. Cette évolution accompagnait non seulement le renforcement des pouvoirs du bey au détriment de ses anciens rivaux mais aussi l'affirmation d'une autonomie tunisienne par rapport à Constantinople. C'est sous le règne de Hammouda Pacha (1782-1814) que cette autonomie connut un vigoureux essor. Du temps de ses prédécesseurs, en effet, la résistance des anciens pouvoirs rivaux puis la querelle dynastique qui déchira le pays durant la période 1735- 1756 (dont l'une des conséquences fut l'immixtion des Turcs d'Alger dans les affaires tunisiennes) n'avaient pas permis que la volonté centralisatrice et autonomiste des princes s'exprimât avec plus de netteté. Les princes Mohamed-Er-Rachid et Ali, fils de Husseïn Bey, vaincus par leur cousin Ali Pacha, avaient trouvé refuge dans la province voisine et c'est grâce à l'appui des troupes du Dey d'Alger qu'ils avaient pu revenir victorieux à Tunis. Ils furent, en contrepartie, astreints au versement d'un humiliant tribut et vécurent dans la crainte d'un retour des partisans de leur parent et ennemi, qui bénéficièrent, à leur tour, de la protection des Turcs d'Alger. Monté sur le trône en 1782, Hammouda, après avoir assuré la stabilité de son pouvoir et une relative prospérité au pays, se fit fort d'accueillir en septembre 1793 son voisin de l'Est, le prince Karamanli de Tripoli, destitué par Ali Borghol, un condottiere ottoman qui se réclamait de la bénédiction du Sultan, avec pour mission de rétablir la Tripolitaine sous l'administration directe d'Istanbul. La solidarité avec le prince tripolitain ne s'exprima pas seulement par une hospitalité accordée de bonne grâce. L'énergique pacha bey constitua un corps expéditionnaire tunisien qui reprit Tripoli à Borghol et rétablit les Karamanli sur leur trône. Achevée en mars 1795, l'expédition fut non seulement un succès militaire mais aussi une victoire diplomatique (*Leaders*, mars 2016). Le bey, en effet, confia en juin de la même année à son vizir, Youssouf Saheb-Ettabaâ, la mission de se rendre dans la capitale de l'empire pour calmer la colère du Sultan et faire amende honorable. L'habile Youssouf réussit amplement sa mission puisque non seulement le Padichah ne tint pas rigueur à son vassal, le bey de Tunis, mais il fit remettre à son émissaire le firman d'investiture destiné à Ahmed Karamanli de Tripoli en qualité de pacha successeur de son père Ali. A l'occasion de cette mission, Youssouf affirma la personnalité tunisienne en arborant le pavillon de son Etat malgré les injonctions des autorités portuaires turques de le retirer du mât de son navire avant de passer devant les bâtiments de guerre du Sultan.

A l'Ouest, les relations avec Alger étaient de plus en plus tendues. Hammouda Pacha cherchait depuis quelque temps à se débarrasser de l'humiliante tutelle exercée par la régence voisine. En 1807, après avoir restauré les défenses de Tunis et de la ville stratégique du Kef, renforcé la loyauté des janissaires par diverses mesures en leur faveur et s'être assuré de la bonne disposition des tribus bédouines, il décida de mettre fin aux avantages économiques exorbitants dont jouissait le Dey d'Alger sur les marchés tunisiens, en reconnaissance de l'aide décisive apportée naguère aux fils de Husseïn Bey Ben Ali. Mettant à profit les dissensions qui déchiraient ses voisins, Hammouda ne manqua pas d'informer l'ex-bey de Constantine Mustapha Inglîz (qui en rupture de ban avec Alger s'était réfugié à Tunis) d'une expédition tunisienne imminente contre ce beylik limitrophe de la régence afin de le rétablir dans son pouvoir. Le 24 janvier 1807, les troupes beylicales, commandées par Slimane Kahia, qui était accompagné de Mustapha Inglîz et de son fils, quittent Tunis en direction de Constantine qu'elles assiègent. Malheureusement pour l'ex-bey algérien Mustapha, le siège traînait en longueur, ce qui découragea une partie des troupes auxiliaires de l'armée de Tunis. En outre, les tribus de la région constantinoise, d'abord favorables aux Tunisiens et à Mustapha, ayant eu vent de l'arrivée de renforts algérois, tournèrent casaque. Tout cela eut pour effet de créer un début de panique et l'armée beylicale→

■ La médina de Tripoli (à gauche); le palais du Bey à Constantine.

Leaders
N°84
Mai
2018

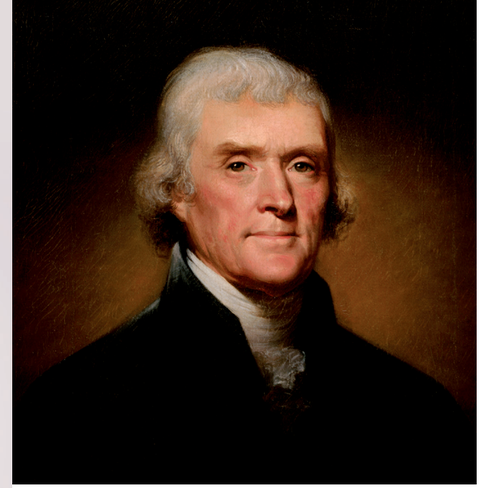
→ dut lever le camp et battre en retraite. Les troupes d'Alger, parties à leurs trousses, pénétrèrent en Tunisie et menacèrent la capitale. Mais dans un sursaut rendu possible par la relative prospérité du pays, la stabilité y compris dans le milieu tribal, et la contribution financière de personnages puissants tels que Mahmoud Djellouli et Hmida Ben Ayed, le pacha bey put reconstituer son armée et remobiliser les troupes auxiliaires parmi les tribus de différentes régions du pays. Youssouf Saheb Ettabaâ, qui s'était rendu indispensable et avait la confiance absolue de son maître, fut désigné à la tête des troupes avec les pleins pouvoirs civils et militaires. Il réussit à vaincre les Algériens et à les bouter hors du territoire (juin-juillet 1807). L'Etat beylical put ainsi se débarrasser de l'encombrante tutelle d'Alger.

La politique d'affirmation de l'autonomie de l'Etat beylical ne s'exprima pas seulement dans les opérations militaires en relation avec les pays voisins, mais elle prit aussi la forme d'actions diplomatiques en direction des puissances occidentales et en particulier des Etats européens, dont les liens, pas toujours sereins mais précieux pour tous, étaient fort anciens. Le bey de Tunis avait certes des agents permanents (oukîl-s) dans certaines villes portuaires comme Gênes, Marseille ou Gibraltar ainsi, bien sûr, qu'à Constantinople, Smyrne et Alexandrie, mais les beys n'avaient pas de représentants diplomatiques accrédités; le Sultan, seul, jouissant de cette prérogative souveraine. Les contacts solennels avec les Etats étrangers consistaient en ambassades ponctuelles. Sous le règne de Hammouda Pacha, pas moins d'une douzaine de missions furent ainsi confiées à des dignitaires dont Slimane Malamalli, à Naples en 1797, aux Etats-Unis en 1805- 1806, et en Angleterre où se rendirent également Mohamed Khodja puis l'influent et habile gouverneur et «grand-douanier» Mahmoud Djellouli, après un long séjour d'affaires à Malte pour le compte de la marine du bey. Plusieurs missions, confiées au même Mohamed Khodja mais aussi à Mustapha Agha, Mustapha Larnaout et l'excellent marin et négociateur polyglotte Hassouna Mourali, eurent pour destination la France. D'une manière générale, ces ambassades étaient destinées soit au renouvellement des liens d'amitié ou pour féliciter un monarque ami, soit pour aplanir des difficultés liées à des contentieux commerciaux ou à des conflits maritimes survenus dans les eaux tunisiennes entre puissances européennes, alors ennemies en raison des guerres de la Révolution et de l'Empire. Durant cette période, le bey sut toujours éviter les manœuvres insidieuses que les belligérants entreprenaient parfois pour rompre sa stricte neutralité dans le conflit européen.

Il convient de signaler à ce propos que depuis longtemps, les princes de Tunis envoyaient également des émissaires auprès de monarques et gouvernements étrangers. Ces missions diplomatiques n'étaient pas toujours faciles. Ainsi, sous le règne de Husseïn Bey, une ambassade auprès de Louis XV fut même prise en otage, à cause d'une vive tension survenue entre la France et les autorités de Tunis alors que l'ambassadeur tunisien était déjà en route vers Paris. Cet étrange épisode, étudié par l'historien El Mokhtar Bey (Tunis, 1993), trouvait son origine dans l'attitude agressive du consul Pignon qui, dans ses rapports adressés à son gouvernement, ne cessait de dire que le bey était mal disposé à l'égard de la France, qu'il maltraitait marchands et captifs et que, par conséquent, l'ambassade ne devait avoir l'insigne privilège d'être reçue par le Roi que lorsque la Cour aura reçu les assurances les plus formelles quant à la volonté du bey de ménager les intérêts français dans ses états. La délégation, qui avait débarqué à Toulon ,fut astreinte à demeurer à Châlon-sur-Saône avec interdiction d'en sortir. La captivité des malheureux envoyés tunisiens dura un an et le chef de la mission, Youssef Khodja, ne fut reçu par Louis XV que le 14 octobre 1728, une fois les exigences françaises, relatives au commerce et aux sujets du Roi à Tunis, acceptées. Sous Hammouda et ses successeurs, l'accueil des ambassades tunisiennes fut heureusement plus agréable. Un Slimane Mallamali eut le plaisir de le constater lors de son voyage aux Etats-Unis (1805-06) durant lequel, entre autres gestes de courtoisie, le Président Thomas Jefferson organisa un dîner d'Iftâr, le Ramadan ayant coïncidé avec le séjour du dignitaire tunisien à Washington. Plus tard, sous le règne de Sadok Pacha Bey, le général Othman Hachem, porteur en septembre 1865, d'un message d'amitié au peuple américain à l'occasion de la fin de la guerre de Sécession, fut reçu avec les égards dus à un ambassadeur

Chalon-sur-Saône

Garantie 3 ans
The Creative Life
TCL
Pour une vie pleine d'interaction.
SMART TV ANDROID
IPTV
Android 4.4 : Avec un design plus abouti de meilleures performances et de nouvelles fonctionnalités, l'Android 4.4 KitKat vous offre une expérience captivante et intelligente et vous transporte vers le futur.
Android 5.1.1 : L'Android 5.1 Lollipop vous propose une nouvelle interface qui fera de votre navigation une expérience unique que ce soit sur votre téléphone, tablette, montre Android wear ou TV.
Dynamic Contrast Ratio : Appréciez des couleurs plus riches avec des noirs plus sombres et des couleurs plus éclatantes pour une image plus claire et réaliste.
True Color Tech : Une technologie d'amélioration avancée des couleurs, élargit le spectre de couleur de votre télévision et vous offre des images naturelles.
Direct Led : Le positionnement de LED juste derrière l'écran permet un éclairage constant et uniforme, une luminosité améliorée et une faible consommation en énergie.
IPTV Standard / Electro IPTV : Profitez de plus que 2000 chaines en streaming et une bibliothèque de 5000 films.
الكترو ستار ELECTROSTAR
N°Vert 80 100 500 APPEL GRATUIT



Thomas Jefferson, Président des États-Unis de 1801 à 1809 (peint par Rembrandt Peale)

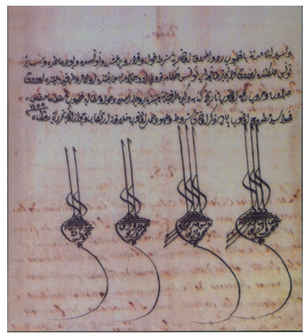
d'Etat à part entière. Le point culminant de ces échanges diplomatiques à caractère souverain allait être la visite officielle du bey Ahmed Pacha en France en 1846, la première du genre dans l'histoire des relations diplomatiques entre le monde musulman et l'Europe. Plus tard, les rapports directs entre la Tunisie et la France connurent un moment fort lors de la visite de Sadok Pacha Bey à l'Empereur Napoléon III à Alger en septembre 1860 (*Leaders*, IX, 2016, IV, 2018).

Quant aux nombreux traités de paix et de commerce (l'historiographe et agent consulaire à Tunis Alphonse Rousseau en recense quelque 77 pour la période comprise entre le XVIIe siècle et les années 1830) qui étaient conclus entre la régence et la plupart des pays occidentaux, ils étaient signés à Tunis par les consuls ou un envoyé spécial et, comme nous l'avons signalé plus haut, par les autorités politico-militaires de Tunis. Progressivement et, surtout vers la fin du règne de Hammouda, le Bey devient la seule haute partie contractante pour la régence, affirmation solennelle de la part des Etats étrangers que le détenteur du Trône beylical husseïnite est l'unique interlocuteur au nom de son pays. Malheureusement, les efforts en vue d'une affirmation de l'autonomie du Trône beylical ne se traduisirent jamais par une réciprocité au bénéfice des marchands et du commerce tunisiens. Comme tous les despotes orientaux, les princes husseïnites n'envisagèrent guère de mettre en œuvre une politique d'encouragement aux exportations, se contentant de taxer les uns et les autres dans une politique qui n'avait d'objectif que de remplir les caisses de l'Etat sans vision à long terme quant aux intérêts économiques du pays. Les seuls à tirer des profits substantiels de ces accords étaient le Bey, certains vizirs comme Youssouf Saheb Ettabaâ, ou encore les armateurs et capitaines corsaires de la régence (jusqu'à la fin de leur activité en 1816 sous la pression des escadres européennes en Méditerranée). Mais les vrais bénéficiaires de tous les traités étaient constamment les négociants étrangers, le commerce et les marines marchandes européens. Jamais les puissances occidentales, en vertu d'une politique que l'historien Mongi Smida (Tunis,2001) a justement qualifié de « diplomatie du refus », n'ont permis que le négoce tunisien pût s'exercer normalement en Europe. Les autorités urbaines de Marseille, par exemple, ne toléraient aucune installation à demeure. *«Cette intolérance, rappelle M. Smida, ne visait pas les Tunisiens en particulier, mais traduisait une position de principe à l'égard des musulmans en général.»*

Le long règne (32 ans) de Hammouda Pacha fut assurément un moment décisif dans le renforcement de la dynastie beylicale et dans l'affirmation habile de son caractère tunisien, puisqu'elle ne provoqua pas de tensions significatives avec la Sublime Porte. Ainsi, la Tunisie réussit à se distinguer de l'oligarchie d'Alger et des Karamanli de Tripoli. L'expérience dynastique et autonomiste tentée par ces derniers allait échouer en 1835 à la suite de la reprise en main de cette province par le gouvernement du Sultan. Cependant, il restait beaucoup à faire pour confirmer ce caractère autonome de l'Etat beylical. Aussi les beys suivants s'attachèrent-ils à souligner l'identité tunisienne. Husseïn II Pacha Bey (1824-1835) y contribua en donnant au drapeau sa forme définitive. Mustapha institua une décoration, le Nichân al Iftikhâr (signe par excellence d'autonomie sinon d'indépendance) qui sera reprise et développée par son fils Ahmed (1837-1855). Celui-ci et Sadok Bey (1859-1882) en créèrent d'autres qu'ils conférèrent à leurs sujets et aux dignitaires étrangers, (mais jamais à des monarques ou princes musulmans, par respect à l'égard du Sultan). Prince réformateur, Ahmed s'intéressa de près à un élément fondamental de la culture tunisienne, à savoir la mosquée-université de la Zitouna, dont il réforma l'organisation et en profita pour assurer aux professeurs malékites (tous autochtones) l'égalité des salaires avec leurs collègues hanafites « turcs ». Il créa une école militaire et modernisa l'armée dont les troupes furent constituées de fils du pays. Au plan de l'histoire diplomatique, Ahmed fut le premier bey à remplacer l'usage de la langue osmanlie par l'arabe dans la correspondance avec le Gouvernement impérial. Reçu en souverain à Paris en 1846, il annula le voyage prévu en Angleterre, car il ne souhaitait pas être accompagné durant son séjour par l'ambassadeur turc à Londres, comme l'exigeaient les autorités britanniques.

Le caractère pathétique de cette affirmation d'un Etat tunisien est que tous les efforts entrepris —comme, plus tard, la promulgation du Pacte fondamental de 1857 et de la Constitution de 1861 ou encore le plan de réformes initié par le général Khérédine dans les années 1870— allaient buter contre la stratégie hostile à toute émancipation mise en œuvre par les puissances européennes portées par leur prodigieux essor économique et la supériorité redoutable de leurs armes. Ce fut, en ce qui concerne la Tunisie, le cas de la France, devenue la puissante voisine du Bey de Tunis depuis la prise d'Alger en 1830.

Md. A. B.A.



Cachets de Ali Pacha, Younès Bey, le Dey Mahmoud et l'Agha du Divan des janissaires au bas du traité franco-tunisien de 1742 (1155 hég.) (doc. d'archives publié par Mongi Smida)

Hannibal

L'approche que j'ai choisie, pour parler d'Hannibal, s'efforcera de se démarquer d'une historiographie qui, dans sa totalité ou presque, est romano-centriste. L'entreprise n'est point facile, car toute écriture de l'histoire est tributaire de ses sources; or on ne dispose pour l'histoire de Carthage, comme pour celle d'Hannibal, que des témoignages d'auteurs grecs, adversaires des Carthaginois en Sicile, et d'historiographes romains, ennemis de la cité punique. En revanche, on a pratiquement perdu les témoignages des rares historiens grecs favorables à Hannibal (Philinos, Chaereas, Sosylos et Silenos) utilisés cependant, quoique très parcimonieusement, par Polybe. Seuls quelques fragments ont été réunis par C. Müller, (Fragm.hist.graec. III, 99-102) et U. Wilcken (Eine Sosylos fragment in der Würsburger, Pap. Sammlung, Hermès, 1907,5-10). On a perdu aussi les sept livres sur la deuxième guerre punique de C. Antipater qui suivaient le texte de Silenos. →

• Par Ammar Mahjoubi

Point de source textuelle donc, qui ne soit étrangère au monde punique, car l'incendie puis le nivellement du sol où s'était dressée la cité carthaginoise avaient détruit les archives, les bibliothèques et l'ensemble de la production manuscrite. Par contre, plus de quarante écrivains grecs et latins ont raconté longuement, ou brièvement évoqué, non pas véritablement l'histoire des Carthaginois, mais surtout celle de leurs relations et de leurs démêlés tant avec les Grecs qu'avec les Romains. L'historien y trouve cependant la quasi-totalité de son information sur la politique intérieure de Carthage, ses relations avec le monde extérieur, ses guerres et ses conflits, son économie et sa société.

On comprend ainsi pourquoi le monde punique est le plus souvent approché et raconté dans le cadre général de l'histoire de Rome et pour quelles raisons les sources textuelles sont rarement animées du souci d'exactitude et d'objectivité. Dans le cas d'Hannibal, leurs témoignages virent souvent au réquisitoire d'ennemis déclarés, nourrissant une rancune tenace. A partir de Tite Live, suivi par l'ensemble ou presque de la tradition historique, on n'avait cessé de relever à son encontre des défauts caractérisés, comme pour les opposer à des qualités unanimement reconnues, qu'on ne pouvait contester. Tour à tour, on lui avait prêté une cruauté inhumaine, une perfidie devenue synonyme du nom punique et un irrespect total envers les dieux. D'aucuns, parmi les modernes, n'avaient cessé de forcer le trait : en relayant la version de la tradition romaine, ils ne firent souvent que la conforter ; même sans épouser entièrement le parti de Rome, certains parmi les contemporains ont avoué, sans ambages comme Gilbert Charles-Picard, que *«La civilisation mère d'Hannibal nous demeure si étrangère et mal connue que nous n'éprouvons pas pour lui ce sentiment de parenté spirituelle qui nous unit aux Grecs et aux Latins»*. Hannibal, Paris, Hachette, 1967, 120. .

Les deux sources capitales sont constituées par les récits de Polybe et de Tite Live. Esprit curieux et méthodique, l'historien grec Polybe de Mégalèpolis fut amené en otage à Rome en 167 av. Jésus-Christ. Son œuvre irremplaçable devient malheureusement fragmentaire après la bataille de Cannes ; il s'était efforcé de rassembler une large documentation et de présenter les faits et les causes des guerres qui opposèrent Carthage à Rome, d'autant mieux qu'il fut le témoin oculaire de la dernière. Son témoignage est d'autant plus précieux qu'il juge en homme de métier et réfléchit en philosophe qui distingue, au-delà des causes immédiates, des facteurs déterminants comme les religions et les institutions, l'organisation militaire et la puissance économique, n'écartant pas le rôle des acteurs, ni celui des aléas et du hasard. Mais son inclination personnelle le rangeait nettement du côté des Romains ; d'autant qu'il avait accompagné son ami Scipion Emilien lorsqu'il fut chargé par le Sénat de Rome d'appliquer la sentence de mort à la cité haïe et «la solution finale» à ses habitants. Son honnêteté intellectuelle comme son inclination personnelle se révèlent cependant dans le soin qu'il avait mis à joindre à sa documentation les ouvrages des rares historiens grecs qui rapportaient →

■ Polybe en compagnie de Scipion Émilien devant les ruines de Carthage. (Gravure de la fin du xviiie siècle)

→ le point de vue carthaginois ; mais il ne le fit qu'avec parcimonie et comme malgré lui car, prétendait-il, *«on ne doit pas […] attacher [aux textes de Chairéas et Sosylos, l'ancien précepteur d'Hannibal] plus de prix qu'à de vulgaires ragots, comme il s'en débite dans les boutiques des barbiers.»*.

De son côté, le récit de Tite Live puise largement dans la relation polybienne mais il présente aussi l'avantage de transmettre une tradition annalistique proprement romaine ; avec son éclairage particulier nécessairement déformant, tout en étant significatif par ses outrances et ses parti-pris. C'est aussi de cette tradition annalistique que dépendent les autres sources postérieures à Tite Live: Appien, Plutarque, Dion, Zonaras ou même encore les allusions de Cicéron et de Pline. De façon générale, le chauvinisme de l'interprétation ne le cède qu'à ses affronts.

De nos jours, par contre, il ne se passe pas d'année qui ne soit marquée par la parution d'ouvrages, d'études ou d'articles consacrés à Hannibal. Les seuls écrits sur le franchissement des Alpes pourraient remplir, avait-on avancé, une bibliothèque. Comment pouvait-il en être autrement alors qu'à l'instar d'Alexandre, sa figure avait fasciné et fascine toujours, et que sa renommée ne connaît nul déclin ? Comment en serait-il autrement, alors qu'à l'exemple des deux guerres mondiales du XXe siècle, celles qui opposèrent Carthage à Rome, dans la deuxième moitié du IIIe siècle av. J.-C., avaient bouleversé le cours de l'histoire du monde antique. Ecoutons l'historien anglais A.J. Toynbee qui, en 1966, disait à propos des conséquences des deux guerres mondiales du XXe siècle : *«Nous sommes autant dans l'obscurité qu'Hannibal et Caton pouvaient l'être quant aux conséquences de la double guerre romano-carthaginoise. Nous n'avons pas encore eu le temps de voir au-delà des premières suites; aussi est-il particulièrement intéressant pour nous d'examiner les exemples passés dans lesquels nous connaissons la totalité de l'histoire.»*

Le nom théophore d'Hannibal signifie (<celui que> Ba'al a affectueusement favorisé), dans la langue des Carthaginois qu'on appelle le punique et qui appartient, comme le phénicien dont elle dérive, à la famille sémitique. En arabe, langue qui fait partie de cette famille, le nom de حنّبعل conserve avec la même racine ح - ن la même signification. Son père, Abd-Milqart – dont on a fait Amilcar – donna à toute la famille son surnom Barca, qui dérive soit de la racine برك avec le sens dans ce cas du mot «béni», soit de la racine برق et il signifierait cette fois «l'éclair». On retrouve ces deux racines dans les mots arabes : بركة et برق L'histoire de cette lignée de l'aristocratie carthaginoise, liée de façon intime à celle des «guerres puniques», marqua tout aussi profondément les étapes des transformations politiques et institutionnelles de Carthage. Une véritable faction barcide, dirigée par les chefs successifs de cette famille, groupa en effet leurs alliés et leurs partisans, s'appuya sur l'Assemblée du peuple et s'opposa notamment à la faction oligarchique des Hannon.

Les indications des sources sur l'enfance d'Hannibal, comme sur son adolescence, sont fort réduites ; tout au plus savons-nous qu'Amilcar, ou plutôt Abd-Milqart, confia son fils, à l'exemple des familles aristocratiques dans les Etats hellénistiques, à un précepteur grec. Hannibal acquit donc, grâce au Lacédémonien Sosylos, une éducation bilingue. Sa maîtrise du grec lui permit notamment de parfaire son apprentissage du métier des armes, en compulsant les manuels grecs consacrés aux techniques du combat, à la conduite des batailles et à la stratégie. A cette époque, en effet, marquée par les exploits d'Alexandre et de ses successeurs, l'art de la guerre avait été élevé au rang d'une science enseignée par des maîtres et étudiée dans des manuels.

C'est en Espagne, conquise méthodiquement par son père pour s'assurer le contrôle des mines d'argent– comme on s'assure aujourd'hui du contrôle des puits de pétrole – et aussi pour élargir, en Europe, la base du recrutement de mercenaires, c'est en Espagne donc qu'il fit ses premières armes. Il s'habitua à la vie dure des camps et commença à se familiariser avec un métier qu'il ne tarda pas à maîtriser, celui de stratège et de conducteur d'hommes. Lorsqu'Amilcar fut tué au combat, son gendre Hasdrubal fut désigné par l'armée pour lui succéder. Et quand ce dernier fut assassiné et disparut à son tour en 221 av. J.-C., Hannibal, qui commandait en second depuis l'âge de dix-huit ans, fut acclamé par les soldats et investi par le Sénat et le peuple de Carthage pour prendre la direction militaire et politique de l'Espagne punique.→

La famille Stil s'élargit grâce à sa nouvelle gamme de boissons au jus **sans conservateurs**. Tout le savoir-faire de Stil pour des recettes authentiques alliant plaisir du goût et bienfaits nutritionnels. Une large gamme qui répond aux besoins et envies des grands et des petits : une gamme familiale en contenance 1L et 2L, une gamme pour enfants BNINO et une gamme pour jeunes #ENERGY Fruits. Des boissons au jus Stil, **sans conservateurs** produites selon les normes de sécurité les plus strictes et dans un environnement aseptique à 100% sans aucun contact avec l'air jusqu'au moment de leur consommation.

BNINO pour les enfants 25 cl
format mini, goût maxi !

BNINO est une boisson au jus **sans conservateurs** qui existe en 2 saveurs : Frutto et Tropical. Une boisson issue d'une sélection des meilleurs fruits qui garde tous leurs goûts et leurs bienfaits nutritionnels. Son format ultra pratique à emporter partout facilite la vie des petits : Ils peuvent notamment le ranger facilement dans leur cartable et le consommer à souhait grâce à son bouchon refermable.

#ENERGY Fruits
pour les ados

#ENERGY Fruits, la boisson au jus **sans conservateurs** pour les jeunes.
Une boisson au jus qui existe en deux saveurs : cocktail et orange.
#ENERGY Fruits accompagne les jeunes partout et leur donne l'opportunité de profiter d'un agréable moment de partage entre amis et d'une petite pause gourmande, délicieuse et rafraichissante.

Facile à ouvrir
et refermable

Deux formats disponibles 1L et 2L
pour le plaisir de partager en famille ou entre amis.

Du plus petit au plus grand, tout le monde trouve son bonheur autour de cette gamme familiale **sans conservateurs**, qui offre un large choix de saveurs pour le plaisir de vos papilles. Le format 1L existe en 4 saveurs : Ananas, Mangue, Cocktail et orange, le format 2L existe en 2 saveurs Orange et Cocktail, plusieurs formats et goûts pour répondre aux besoins de chacun.

وحدو في البنّة

PUBLICIS IMPACT

→ Tite Live, dans un texte souvent cité, n'avait pu passer sous silence ce que les vétérans de l'armée d'Espagne pensaient de leur nouveau chef : *«Personne n'avait plus d'audace pour affronter les dangers ni plus de sang-froid au milieu des dangers eux-mêmes. Aucune fatigue ne pouvait épuiser son corps ni vaincre son âme ; il avait une endurance égale à la chaleur et au froid ; pour le manger et le boire, il se réglait sur ses besoins non sur son plaisir ; pour veiller et dormir, il ne faisait pas de différence entre le jour et la nuit; le temps que lui laissaient ses tâches, il l'accordait au sommeil, et ce sommeil, il n'allait pas le chercher sur une couche molle ou dans le silence : beaucoup le virent souvent, couvert d'un manteau de soldat, couché à terre au milieu des sentinelles et des postes de garde. Ses vêtements ne le distinguaient en rien des jeunes gens de son âge : c'étaient ses armes et ses chevaux qui attiraient le regard. Des cavaliers comme des fantassins, il était de loin le meilleur ; le premier il allait au combat, du combat engagé il se retirait le dernier.»* (Tite Live, XXI, 4) Portrait certes idyllique et peut-être plus ou moins stéréotypé, mais qui n'exclut nullement que certains traits précis aient été décrits par des témoins oculaires comme Sosylos ou Silénos.

Acclamé par l'armée et investi par le Sénat, Hannibal allait être au cœur d'une aventure historique prodigieuse, comparable à celle d'Alexandre le Grand, dont son précepteur grec lui avait fait lire l'histoire. Tout commença avec l'affaire de Sagonte. Cette cité ibérique était située nettement au Sud d'un fleuve dénommé l'Ebre, c'est-à-dire dans la zone laissée sous influence carthaginoise par le traité conclu en 226 av. J.-C. entre Rome et Hasdrubal. Pourtant, en 219, les Romains intervinrent dans les conflits intérieurs de la cité, accordèrent leur appui à une faction aristocratique et l'encouragèrent à liquider ses rivaux de la faction démocratique, appuyée par Carthage. Hannibal ne pouvait tolérer cet affront. Il résolut de défendre les droits de son pays et mit le siège devant la cité dont il s'empara au bout de sept mois. Les Romains saisirent alors ce prétexte pour prendre la décision de rouvrir les hostilités, réalisant bien tard qu'ils avaient commis une faute politique désastreuse en n'accordant aucune attention à la conquête de l'Espagne par Amilcar. En 218, une ambassade romaine signifia à Carthage un véritable ultimatum : rappeler Hannibal d'Espagne sous peine de guerre. En même temps une armée romaine se prépara, en Sicile, à débarquer sur la côte africaine, tandis qu'une autre embarquait pour l'Espagne. Le Sénat de Carthage rejeta bien entendu l'ultimatum et laissa à Rome l'entière responsabilité de la guerre.

Ce fut donc Rome qui viola, délibérément, le traité qu'elle avait conclu avec Carthage en 226. Les historiens romains s'évertuèrent, pourtant, à démontrer a posteriori le contraire, tout en s'efforçant de faire retomber sur Hannibal, et sur lui seul, la responsabilité du conflit. Nous avons aujourd'hui maints exemples similaires de camouflage des enjeux politiques et stratégiques véritables, par une manipulation qui consiste à personnaliser les conflits internationaux et à diaboliser un personnage soigneusement choisi. La diabolisation d'Hannibal ne cessa de croître, une fois que la destruction de Carthage, en 146 av. J.-C., eut étouffé à jamais les voix adverses. Les historiens romains s'efforcèrent alors d'accréditer la fameuse thèse de la haine vouée par les Barcides de façon générale, et par Hannibal en particulier, à Rome et aux Romains.

Qui ne connaît le récit du serment colporté par les manuels scolaires, affirmant qu'Amilcar fit jurer à son fils Hannibal, encore enfant, de *«vouer une haine éternelle aux Romains»* ? Les modernes occidentaux ont même renchéri sur la propagande romaine, car celle-ci se contentait de lui faire jurer *«de n'être jamais l'ami des Romains»*. Certes les spécialistes de cette époque historique, dans leur ensemble, conviennent aujourd'hui que ce serment n'est que pure et simple légende ; il n'en reste pas moins qu'on avait longtemps tenu cette haine pour établie, et qu'on n'avait pas hésité à accréditer et à relayer, en l'aggravant même, la propagande romaine, en soutenant de surcroît les thèses les plus invraisemblables. C'est ainsi que l'historien français J. Carcopino, suivi par G. Picard et quelques autres, avait tenté de démontrer que Sagonte était située au nord de l'Ebre ; afin de rejeter sur Hannibal la violation, en franchissant l'Ebre, du traité de 226. Comme on ne pouvait certes déplacer le fleuve, on n'a pas hésité à prétendre, avec un aplomb incroyable, que l'Ebre du traité de 226 était en réalité le Jucar! En 218, à la veille de la bataille du Tessin, Hannibal dit à ce propos en se moquant des Romains: *«Ces limites qu'ils ont fixées, ils ne les respectent pas. Ne passe pas l'Ebre! N'ait point affaire avec les Sagontins! Sagonte serait-elle donc sur l'Ebre?»* (Tite Live, XXI, 44, 5-6). De toute façon, la déclaration de guerre et les préparatifs romains ne prenaient pas Hannibal au dépourvu. Comprenant que le siège de la ville par son armée allait être le prétexte choisi par ses adversaires, il se consacra rationnellement et méthodiquement aux préparatifs d'une guerre devenue inéluctable. C'est vers le mois de juin 218 av. J.-C. que son armée s'ébranla, s'apprêtant à franchir les Pyrénées, avant d'affronter les Alpes ; si bien que la stupeur du chef de l'armée romaine embarquée pour l'Espagne fut totale en apprenant, lors d'une escale à Marseille au milieu de l'été, que le stratégos carthaginois venait de traverser le Rhône, à la tête d'une armée de 38.000 hommes et de 37 éléphants. L'armée punique→

→était déjà arrivée à marches forcées en vue des Alpes, traversant un pays ami qui n'avait pas oublié que Rome avait durement conquis la Gaule Cisalpine. La certitude de son appui, ou même de ses ralliements, avait peut être contribué au choix de la stratégie d'Hannibal en retenant l'option de l'expédition terrestre ; d'autant qu'un embarquement en direction des côtes italiennes était aléatoire, en raison des faiblesses de la flotte carthaginoise depuis la première guerre punique.

Au départ déjà, Hannibal avait pris en compte son infériorité navale ainsi que l'infériorité numérique de son armée. Rome, en 218 av.J.-C, pouvait mobiliser jusqu'à 27 3000 citoyens âgés de 17 à 60 ans ; mais elle ne disposait, par contre, que de 23 000 cavaliers. Le général carthaginois s'était donc résolu à compenser la faiblesse de ses effectifs par sa maîtrise tactique et son ingéniosité stratégique. Assuré de la supériorité indéniable de sa cavalerie numide, il prit un soin particulier à structurer ses services d'intendance et de transmission et à parfaire la discipline et le commandement d'une armée disparate, constituée de citoyens carthaginois, de cavaliers numides et de troupes mercenaires diverses, libyques, espagnoles et gauloises principalement.

Lorsqu'après la périlleuse et fabuleuse escalade des Alpes, l'armée carthaginoise déboucha à la fin d'octobre 218 dans la plaine du Pô, à proximité de la cité des Taurini (aujourd'hui Torino), Rome avait déjà commencé à rappeler le gros du contingent parti pour l'Espagne, ainsi que les troupes amassées en Sicile. P. Cornelius Scipion, le père de l'Africain, qui avait renoncé à poursuivre l'armée punique après sa traversée du Rhône, s'était rembarqué à la hâte. Il débarqua à Pise et, après avoir franchi le Pô, ses troupes s'étaient ébranlées en direction de l'ennemi. A la veille de cette première confrontation sur le sol italien, c'était Hannibal qui courait les plus grands risques : après avoir franchi les obstacles les plus insurmontables et enduré les plus grandes souffrances c'était, en cas de défaite, la fin prématurée de sa gigantesque entreprise. Pour engager cette bataille dite du Tessin, le général carthaginois avait placé au centre son infanterie et sa cavalerie lourde, flanquées sur les ailes par la cavalerie légère des Numides, chargée d'envelopper l'ennemi: ce qui, effectivement, ne manqua pas de se produire. Au plus fort de l'engagement, les Numides débordèrent les lignes de l'armée romaine et se rabattirent sur les arrières de ses escadrons qui, surpris, prirent la fuite par petits groupes. Scipion, grièvement blessé, fut sauvé, affirment Polybe et Tite Live, grâce à l'intervention de son fils le futur Africain dont c'était, à l'âge de dix-huit ans, la première campagne. Tite Live laisse cependant entendre que d'après une autre source – qui reproduit peut-être un texte du grec Sosylos– le consul fut sauvé en fait par un esclave ligure; mais Polybe ne manque pas de raconter, avec force détails que le jeune homme était arrivé, à lui seul, à sauver son père entouré d'ennemis. Discours qui sent très fort le parfum hagiographique de la légende qui s'est développée autour du personnage de Scipion l'Africain, très probablement avec sa complicité.

Après ce probant et indéniable succès d'Hannibal, une autre armée romaine, commandée par le consul Sempronius Longus, qui tentait de barrer le passage des bords de la Trébie, fut facilement culbutée, ouvrant à l'armée punique l'accès de l'Italie centrale. Au pied des monts, l'armée carthaginoise, grossie des contingents du sud de la Gaule, avait compté jusqu'à 50 000 combattants. Après la traversée, il ne lui restait plus que 12 000 Africains, 8 000 Ibères, des effectifs très réduits de Gaulois et quelque 6 000 cavaliers. Il avait perdu presque tous ses éléphants et un très grand nombre de chevaux et de mulets. Au surplus, le printemps pluvieux et rude de l'Italie du Nord, au bord des marais de l'Arno, lui coûta une ophtalmie et la perte d'un œil; d'où la légende du *«chef borgne monté sur l'éléphant gétule»*.

Lorsqu'il se mit en route, quatre des onze armées romaines qui avaient, elles aussi, eu le temps de se constituer, furent chargées de l'arrêter. Mais grâce à la soudaineté de sa manœuvre, il surprit l'armée du consul C. Flaminius en garnissant de troupes les hauteurs fermant au Nord-Est l'étroit passage au bord du lac Trasimène, et en massant son armée à sa sortie. En trois heures, écrit Tite Live, l'armée romaine fut détruite, perdant 15 000 morts ; son chef Flaminius fut tué et le reste de son armée fait prisonnier, alors que les pertes d'Hannibal n'étaient que de 2 500 hommes. Cette guerre éclair et ces victoires successives lui permirent alors de marcher vers le Sud et il ne tarda pas à arriver en Italie méridionale. A Rome, il fallut à la hâte tenter de faire face à un danger devenu mortel; l'assemblée des comices centuriates confia alors le sort de l'Etat au dictateur Q. Fabius, qui comprit qu'aucun général romain ne pouvait rivaliser avec Hannibal et préféra donc la temporisation à la bataille rangée. Mais la guerre d'usure de Fabius Cunctator ne manqua pas d'engendrer les plus grands dommages aux cités italiennes alliées de Rome. Le Sénat romain et les consuls de l'année 216 décidèrent alors d'engager la bataille décisive.

La débâcle des légions romaines à Cannes

A Cannes, dans les Pouilles sur la rive droite de l'Aufide – l'Ofanto d'aujourd'hui – Rome offrit à Hannibal, le 2 août 216 av. J.-C., la bataille qu'il souhaitait depuis longtemps. Les deux consuls, Paul Emile et Terentius Varron, étaient secondés par les plus aguerris parmi les sénateurs qui avaient exercé des commandements. Ils alignaient 80 000 fantassins et 6 000 cavaliers, nettement plus du double des troupes d'Hannibal. Mais le génie militaire du stratège carthaginois donna alors sa pleine mesure, en appliquant une tactique qui révolutionna l'art de la guerre et ne cessa d'être un objet d'étude dans les écoles de guerre. Jusqu'à Clausewitz et même au-delà, le chef-d'œuvre d'Hannibal à Cannes, que Polybe raconte avec une netteté remarquable, a exercé une grande influence sur les conceptions des théoriciens de la guerre. Pour compenser l'infériorité de ses effectifs, il déploya une manœuvre qui mettait l'ennemi sur un terrain choisi à l'avance, et favorisait l'exécution de son plan de bataille. Puis il plaça au centre, face à la masse compacte des légions romaines, des fantassins ibères et gaulois formant une ligne mince en forme de croissant convexe; mais derrière eux et à distance, ainsi que sur les flancs, étaient massés les solides escadrons de fantassins libyens et la redoutable cavalerie numide. Comme il l'avait prévu, la→

Des Joyaux
PISCINES

Un Nouvel art de vivre ? Allez-y, plongez...

* Piscine privée
* Piscine publique
* Rénovation des piscines
* Vente et installation SPA

* Structure en Béton Armé
* Filtration sans Local Technique
* Toutes Formes, toutes Dimensions

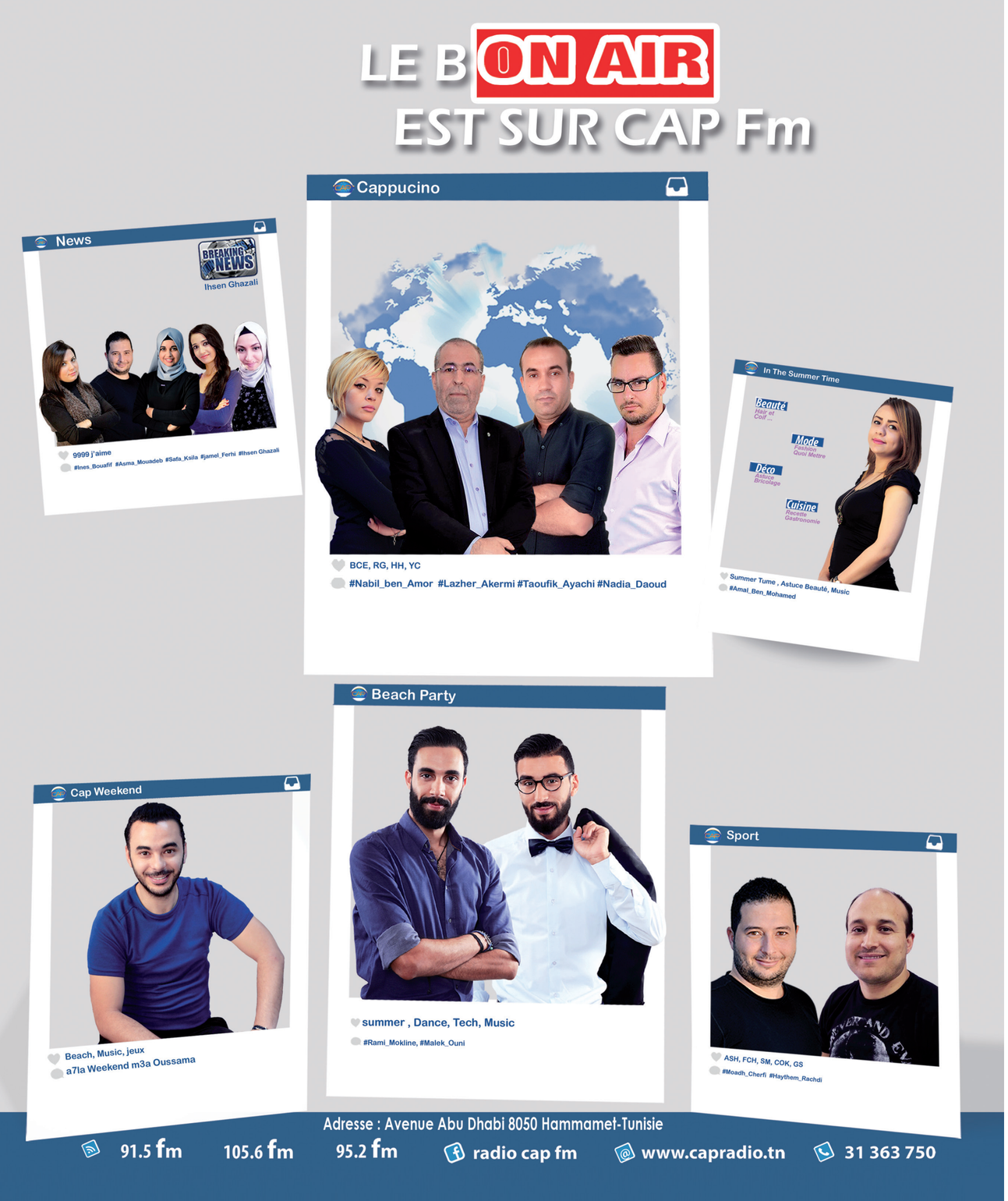
GARANTIE 10 ans

Optimug

28, Av. Abdelaziz AL Saoud Manar II 2092
Tél.: 71.875.299 / 71.875.298 - Fax: 71.875.297
Email: desjoyaux.tn@topnet.tn
www.desjoyaux.com

Distributeur exclusif en Tunisie

Filiale du groupe TTS



→ligne mince du centre de l'armée punique ne put que céder face à l'assaut frontal deslégions, donnant aux Romains l'illusion d'un succès facile ; mais emportées par l'élan, les légions se heurtèrent brusquement au cœur compact de l'armée d'Hannibal, ce qui permit aux escadrons des flancs et à la cavalerie d'accourir conjointement pour culbuter d'abord l'aile gauche romaine, puis l'aile droite, avant de refermer l'étau. Ce fut un désastre sans précédent : Rome comptait près de 70 000 morts, et parmi eux la plupart des sénateurs, les deux consuls de l'année précédente et le consul Paul Emile, père de Scipion Emilien, que le Sénat chargera en 146 av. J.-C. de détruire Carthage. Seul Varron, le deuxième consul, s'échappa avec quelques dizaines de cavaliers. Hannibal, de son côté, perdait 4 000 Gaulois, 1 500 Ibères et Africains et 200 cavaliers.

On pensait alors, comme Maharbal, l'un des généraux carthaginois l'aurait dit à Hannibal, que Rome était à la portée du vainqueur. Le stratège lui répondit qu'il lui fallait réfléchir, s'attirant d'après Tite Live (XXII, 51, 2) cette réplique dépitée: *«Vincere scis, Hannibal, victoria uti nescis !»* (Tu sais vaincre, Hannibal, mais tu ne sais pas profiter de la victoire). Mais le stratège carthaginois savait que malgré son ingéniosité dans la guerre de mouvement, il ne pouvait soutenir longtemps une guerre de position en assiégeant une cité formidablement fortifiée ; d'autant qu'il ne disposait d'aucun matériel de siège. Ses buts de guerre, d'ailleurs, étaient tout autres. Par la longueur, les dangers et les obstacles du trajet, par la diversité des ethnies et des contrées traversées, la campagne du Carthaginois surpassait même celle qu'Alexandre avait menée un siècle plus tôt en Orient. Ecoutons Napoléon s'enthousiasmer, du fond de son exil de Sainte-Hélène, pour la geste d'Hannibal : *«(Cet homme, écrivit-il) qui à vingt-six ans conçoit ce qui est à peine concevable, exécute ce que l'on devait tenir pour impossible ; qui, renonçant à toute communication avec son pays, traverse des peuples ennemis ou inconnus qu'il faut attaquer et vaincre, escalade les Pyrénées et les Alpes qu'on croyait insurmontables, et ne descend en Italie qu'en payant de la moitié de son armée la seule acquisition de son champ de bataille, le seul droit de combattre ; qui occupe, parcourt et gouverne cette même Italie pendant seize ans, met plusieurs fois à deux doigts de sa perte la terrible et redoutable Rome, et ne lâche sa proie que quand on met à profit la leçon qu'il a donnée d'aller le combattre chez lui».*

Rome, désemparée, n'avait plus d'armée; conformément aux règles tacites de la guerre, aux normes qui prévalaient à cette époque, elle ne pouvait logiquement que capituler. Placée plus tard dans une situation similaire après la défaite de Zama, Carthage n'hésita pas à le faire et à se plier aux exigences du vainqueur. Mais les Romains dérogèrent à la règle et Hannibal hésita. Il ne tarda pas cependant à exposer publiquement son dessein politique, affirmant qu'il ne faisait pas aux Romains une guerre d'extermination, mais ne combattait que pour la dignitas et l'imperium (Tite Live, XXII, 58) ; termes diplomatiques habituels pour désigner la domination et la prééminence entre les cités ; tout dans l'attitude d'Hannibal à l'égard de Rome, et toutes ses initiatives en ce moment, indiquent qu'il ne pensait qu'à amener les Romains à rémission, qu'il leur donnait le temps d'accepter la défaite et d'admettre, tôt ou tard, la fin de leur politique impérialiste et l'inanité de leur prétention à l'hégémonie.

Après Cannes, le temps était ainsi venu pour Hannibal de déployer une diplomatie active en exposant à toutes les cités d'Italie, Rome comprise, une idée claire de sa conception de l'après-guerre. Depuis son arrivée dans la plaine du Pô, il n'avait pas manqué de proclamer qu'il était venu apporter la liberté aux Italiens en les débarrassant de la domination romaine. Capoue qui, dans la seconde moitié du IVe siècle av. J.-C., avait constitué avec Rome une sorte d'Etat bicéphale romano-campanien, se rallia alors à cette politique. Puis ce fut, de 216 à 212, la série des traités passés avec les autres cités et peuples d'Italie. Nous connaissons ceux conclus avec Locres, Tarente et les Lucaniens, et nous savons aussi que, Syracuse en tête, les cités grecques d'Italie du Sud et de Sicile, encore pleines de nostalgie pour l'indépendance passée, rejetèrent l'hégémonie de Rome et saluèrent leur libérateur.

Les traités garantissaient l'absence de toute garnison carthaginoise, la permanence des lois et des institutions locales, l'absence de tribut et de toute mobilisation forcée, bref l'indépendance et la liberté des cités. En cette année 215, le roi de Macédoine Philippe V, de son côté, conclut avec Hannibal un traité d'alliance dans lequel étaient mentionnées formellement les perspectives de paix qui réaffirmaient la permanence de Rome en tant qu'Etat indépendant. Supputer ce qu'il serait advenu de la Méditerranée occidentale si le dessein d'Hannibal s'était accompli est certes séduisant, mais la fin du Barcide a montré, hélas, son inanité.

Une page entière de Tite Live (XXIII, 18, 10-15) a longuement insisté sur les «délices» de Capoue, où l'armée d'Hannibal avait, dit-il, partagé des semaines durant son temps entre les trois composantes classiques de la «dolce vita» dans l'Antiquité : les bains, les vins et les filles. Grossissant le trait, les annalistes romains n'ont pas hésité à développer, par la suite, le thème du tyran luxurieux, vautré entre les bras des courtisanes. Propos qui relèvent selon toutes les apparences de la «guerre psychologique» déclenchée après Cannes, pour relever le moral du soldat romain et le persuader que l'armée d'Hannibal n'est pas invincible. Certes, en prenant leurs quartiers d'hiver à Capoue, les guerriers d'Hannibal avaient pu, pour la première fois depuis bien longtemps, dormir dans un lit ; et le guerrier, avait-on estimé, ne dormait pas nécessairement seul dans son lit. Mais comment soutenir la thèse du ramollissement, lorsqu'on sait qu'Hannibal avait réussi, dix ans encore après Cannes, à tenir tête fermement à de nombreuses armées romaines lancées contre lui. Et comment admettre l'accusation de luxure, alors que Justin vante la chasteté d'Hannibal et qu'on ne sait de sa vie privée que ce que dit Silius Italicus sur son mariage avec une Espagnole nommée Imilice et issue d'une grande famille de Betique.

L'attitude de Rome, obstinée dans son refus de la défaite, sa ténacité et surtout ses énormes réserves en hommes finirent par faire avorter les projets d'Hannibal. Militairement, il était bien sûr maître de l'Italie du Sud, qui lui était politiquement favorable. Mais il y était coupé aussi→

→bien de la Gaule, où il aurait pu trouver appui et réserves de soldats, que de Carthage et de la Grèce de Philippe V, en raison des carences de sa flotte. Ce furent donc plusieurs années d'une stagnation stérile; et lorsqu'en 203 il fut rappelé par Carthage, il n'avait toujours pas trouvé d'issue à une situation aggravée par les nouvelles d'Espagne, où P. Cornelius Scipion, le futur Africain, accumulait les succès.

La suite de cette aventure héroïque, on la connaît. Même lorsqu'en 208 Hasdrubal, le jeune frère d'Hannibal, renouvela l'exploit de son aîné en menant son armée d'Espagne jusqu'en Italie, Rome réussit à la détruire en 207 sur le Métaure, avant sa jonction avec Hannibal toujours cantonné sur le Bruttium. Scipion réussit à convaincre le Sénat, qui décida un débarquement en Afrique et Carthage rappela alors Hannibal et son frère Magon, qui opérait en Ligurie. La bataille de Zama en 202, près de Macthar, mit alors face à face les deux plus grands généraux de l'époque.

Sachant qu'il pouvait constituer pour les Romains un atout décisif, Hannibal avait eu sans doute l'intension d'en finir d'abord avec Masinissa, en anticipant sa jonction avec l'armée de Scipion. Mais l'armée romaine campait déjà dans la plaine de Jama et ne tarda pas à être renforcée par l'arrivée des 6 000 fantassins et 4 000 cavaliers du roi numide. Polybe (XV, 5-18), décrivant la bataille qui s'engagea un matin de l'été ou de l'automne 202 av. J.-C., y distinguait deux phases. La charge des éléphants, surtout, marqua la première, mais n'eut pas le succès escompté par Hannibal. La deuxième phase décida du sort de la bataille. Grâce à une entrée en action décidée de la vieille garde d'Hannibal, constituée de ses vétérans d'Italie, les Carthaginois avaient les plus grandes chances de l'emporter. Mais la cavalerie italienne de Laelius à gauche et celle, numide, de Masinissa à droite tombèrent alors sur les arrières de l'armée punique. Assaillis, submergés, les meilleurs soldats de Carthage se firent tuer sur place. Avec une petite escorte de cavaliers, Hannibal gagna alors Hadrumète à bride abattue.

Il ne se laissa pas abattre pour autant et révéla après Zama, mais cette fois dans l'action politique, ses qualités d'homme d'Etat. Il avait compris que l'essentiel pour Carthage, après avoir accepté les conséquences désastreuses de sa défaite, était de garder un esprit d'initiatives et une autonomie politique même relative. En 196, il réussit à se faire élire Suffète, détenant ainsi la plus haute magistrature de la cité. Il s'empressa de suite de briser le monopole politique exercé par l'oligarchie, tout en s'efforçant de reconstituer l'économie et les finances ; profitant de la colère populaire qui accusait les oligarques d'incurie et de corruption, il brisa l'omnipotence des juges, qui exerçaient un pouvoir exorbitant et étaient complices des rapines et des malversations. De la sorte, il réussit à doper l'économie, même en supprimant les impôts de l'année, car ils étaient largement compensés par le retour des sommes détournées, extorquées aux caisses de l'Etat. L'égoïsme des oligarques et leur haine les aveuglèrent alors au point de demander l'intervention de Rome. Malgré l'opposition de Scipion, rempli d'estime pour son adversaire, les commissaires romains débarquèrent à Carthage. Hannibal ne les attendit pas et gagna la Syrie, où le roi séleucide Antiochos préparait, il le savait, la guerre contre Rome. Mais les calculs des deux hommes ne pouvaient coïncider, chacun espérant amener l'autre à réaliser ses propres desseins. Hannibal fut relégué au rang d'un vague conseiller par un état-major jaloux de ses prérogatives. Antiochos perdit la guerre, et lorsque Rome exigea le départ du Carthaginois, celui-ci trouva un nouveau refuge auprès de Prusias, le roi de Bithynie en Asie Mineure.

La haine inexpiable des Romains

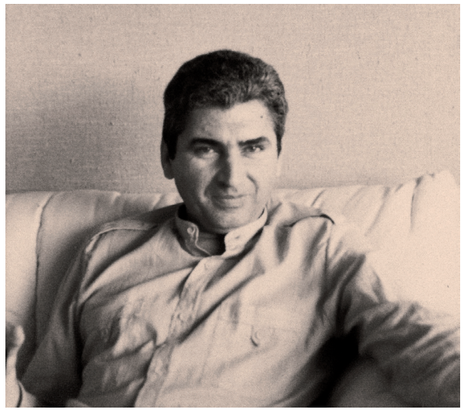
Mais la haine inexpiable des Romains ne tarda pas, encore une fois, à le poursuivre. Un jour de 183 av. J.-C., le sénateur romain T. Quinctius Flaminius débarqua à la cour de Prusias sous un faux prétexte, car il s'agissait très probablement de s'assurer de la personne d'Hannibal. Les désirs sinon les exigences de Rome, puissance mondiale unique, étaient des ordres et Prusias, par traîtrise autant que par veulerie, s'exécuta en faisant bloquer toutes les issues de la demeure de son hôte. Hannibal n'avait plus qu'à accomplir le seul geste de liberté qui lui restait : il s'empoisonna en cette année qui vit aussi la disparition, à quelques mois d'intervalle, de Scipion l'Africain. Les historiens tunisiens, autant peut-être que l'ensemble de leurs concitoyens, ne cessent de rêver à la découverte de la sépulture du grand capitaine de leur Histoire. On connaissait à l'époque de Pline l'Ancien (H.N., V, 148), au milieu du premier siècle, un «tumulus» tout simple, près de l'endroit où Hannibal avait mis fin à ses jours, un tertre discret où reposaient ses restes. Plus tard, Tzetzes, un érudit byzantin du XIIe siècle, écrivit (Chil., I, 803) que l'empereur Septime Sévère, qui se rappelait sans doute que dans ses veines coulait du sang punique, avait dans un geste de piété entouré ce tertre d'une bordure de marbre blanc ; et au début du XXe siècle, un archéologue du nom de Th. Wiegand avait localisé, semble-t-il, ce tombeau au bord du rivage de la mer de Marmara, près de l'embouchure d'un petit fleuve, le Libyssos de l'Antiquité appelé aujourd'hui le Dill. Mais aucune confirmation n'est venue, par la suite, étayer cette localisation.

Après la disparition d'Hannibal, la situation socioéconomique et politique ne cessa de se détériorer à Rome. Pour l'historien anglais A. Toynbee, cité par S. Lancel, ce fut l'une des conséquences du désastre de Cannes et de la politique appliquée par le chef punique vis-à-vis des cités italiennes. Il écrivit : *«Le thème de (mon) livre…est la victoire posthume d'Hannibal. Il ne réussit pas à vaincre… même [son génie] militaire ne pouvait avoir le dessus sur l'immensité des réserves romaines en effectifs militaires et sur la solidité de la structure de la confédération romaine. Hannibal a cependant réussi à infliger de graves blessures au corps social et économique de la Confédération. Elles étaient si graves qu'elles s'infectèrent jusqu'à provoquer la révolution qui fut précipitée par Tiberius Gracchus et qui ne cessa qu'arrêtée par Auguste, cent ans plus tard. De mon point de vue, cette révolution fut la Némésis de la carrière superficiellement triomphante de Rome, conquérante militaire. Némésis (déesse de la vengeance contre la démesure) est une déesse puissante et dans cet épisode de l'histoire, elle trouva en Hannibal un agent humain dévoué et digne de sa stature.»*

A.M.

www.afrikisol.com
Tél: +216 72 570 625 / +216 72 572 498 / Fax: +216 72 571 322 / E-mail: contact@afrikisol.com
Tunisie: Route Menzel Jemil, Menzel Abderrahmene 7035-Bizerte-TUNISIE
France: 15 place notre dame 42410 - Pelussin / Tél: +33 4 74 87 72 47 / Fax: +33 9 55 75 14 40
Allemagne: Pf 2241 Hannover 30022 / Tél: +49 51 13 88 20 48 / Fax: +49 51 13 88 20 49

Nabil Ben Khelil
Une des meilleures plumes journalistiques



Il vient juste de décéder et déjà il nous manque. Avec la disparition de Nabil Ben Khelil, c'est un pan de notre vie, de notre carrière qui s'écroule ; c'est l'un des derniers survivants de la génération des pionniers de la presse de la Tunisie indépendante qui s'en va, rejoignant dans un monde meilleur les Habib Boularès, Mhamed Ali Ben Salem, Ali Aissaoui et autres superbes plumes.

Pour ceux qui n'ont pas eu la chance de le connaître, Nabil Ben Khélil a fait l'essentiel de sa carrière journalistique à l'Agence Tunis-Afrique Presse (TAP), puis à l'ex-Radio-Télévision tunisienne (RTT), dans les années 60 et 70. Au sein de la rédaction du journal parlé, puis présentateur vedette du journal télévisé en langue française, il en imposait avec sa haute stature intellectuelle et ses textes bien peaufinés.

En juin 1975, lorsqu'il lança le quotidien *Le Temps*, Habib Cheikhrouhou, fondateur d'Assabah, fera appel à lui pour diriger une brillante rédaction qui devait apporter fraîcheur, talent et une valeur ajoutée moderniste par rapport aux autres journaux de la place. De rédacteur, il y laissera une empreinte indélébile.

Nabil Ben Khelil ira ensuite à Paris pour diriger le département presse et communication de l'Agence de coopération culturelle et technique (Acct), désormais Organisation internationale de la Francophonie (OIF). De son bureau, Quai André-Citroën, il promenait son regard toujours interrogateur sur la Seine, mais aussi sur l'univers francophone qui s'étend de l'Afrique au Vietnam, de la Roumanie au Québec.

Tous ceux qui ont travaillé sous la férule de Nabil Ben Khelil garderont de lui le souvenir d'un grand journaliste. Sans doute, l'une des meilleures plumes de la presse francophone tunisienne, un grand frère qui a su, en payant de sa personne, leur faire aimer ce beau métier.

RadioMed
une vague de bonheur
NABEUL HAMMAMET 100.0 FM
GRAND TUNIS 93.5 FM
CAP BON GRAND TUNIS 104.1 FM
WWW.RADIOMEDTUNISIE.COM
Cité El Wafa Nabeul Jadida 800 Nabeul - Tunisie (+216) 72 328 500 (+216) 72 328 560
marketing@radiomedtunisie.com www.radiomedtunisie.com

Ma première rencontre avec Salah Zghidi

Figure emblématique de la gauche et du syndicalisme, Salah Zghidi nous a quittés début avril dernier. Son compagnon de lutte, Fathi Ben Haj Yahia, lui rend un vibrant hommage. Longtemps j'ai plaisanté avec lui sur le mode, sans doute un peu facile, de «Sayeb Salah». Mais c'est lui qui a fini par nous lâcher. Ma première rencontre avec Salah Zghidi, que je connaissais de renommée, s'est passée dans un endroit pas comme les autres, dans des conditions insolites, voire surréalistes. →

• Par Fathi Ben Haj Yahia

C'était à la fin de l'été 1975, à l'occasion de nos allers-retours de la Prison civile au Palais de Justice à l'occasion du fameux procès d'«El Amel Ettounsi». On était une centaine de jeunes, et Salah Zghidi était notre aîné, à être traduits devant la Cour de sûreté de l'Etat. On nous ramenait ce jour-là par groupes, dans des fourgonnettes sécuritaires, vers nos cellules. Dans un autre pavillon de la prison, le pavillon H, étaient parqués une cinquantaine d'autres camarades dont Hichem Abdessamad, Mongi Amami, Omrane Alouane, Farhat Kammarti et... Salah. Celui-ci, était un cumulard des séjours en prison, le plus rodé de nous tous en politique et surtout le seul à ne pas appartenir à l'organisation. Bien qu'indépendant, il était farouchement solidaire avec nous et n'a jamais renié devant la police ses sympathies envers les camarades arrêtés ni avec la cause commune.

Je ne sais quelle mouche m'a piqué, ce jour-là, de vouloir exhiber ma bravoure, du haut de mes vingt et un ans, et accomplir une mission dont je me sentais investi : celle de convertir les récalcitrants (dont Salah, Hichem et d'autres) à la cause de l'unité arabe que la section de l'étranger avait adoptée sous l'instigation du camarade Néjib Chebbi. Les camarades de l'intérieur étaient dubitatifs et il fallait les «édifier» en la matière afin que la dimension arabe de la Révolution soit solidairement assumée face au pouvoir. Profitant d'une distraction des gardiens, je me suis donc glissé→

■ Avec Habib Achour

→vers le pavillon H en me mélangeant à ses locataires. Une ou deux heures après, la sonnette d'alarme s'est mise à retentir et l'alerte générale a été donnée lorsque les gardiens ont constaté mon absence de ma cellule habituelle. Celle-ci était trop exiguë à mon goût, c'était la seule justification que j'ai donnée au directeur plus tard pendant l'interrogatoire. J'étais décidé à passer la nuit au pavillon H et j'ai profité de ce petit répit pour débiter une longue palabre dont j'ai oublié la teneur mais qui a laissé Salah et les autres camarades médusés face à tant de… débilité, de non-sens ou d'énormité ; ce qui revient à peu près à la même chose.

N'empêche, les copains étaient tous très chaleureux et émus de me voir mais ils avaient peur pour moi des représailles et pitié du maton du pavillon H qui s'est laissé berner. On a décidé de le rappeler afin de mettre fin à *«la cavale du prisonnier à l'intérieur de la prison»* et soulager ainsi tout le monde, gardiens et directeur compris.

Depuis, Salah n'a cessé de me taquiner sur cet épisode et surtout sur mon panarabisme si archaïque et sans aucun rapport avec notre credo «internationaliste prolétarien».

Je l'avais retrouvé à ma sortie, cinq années et quelques mois plus tard. Une indéfectible amitié s'est nouée entre nous depuis. Il m'a toujours encouragé à écrire et nous avons collaboré un certain temps au journal Ettarik Al-Jadid. Il était responsable de la partie française tandis que j'écrivais dans la partie arabe. En 2007 ou 2008, nous avons décidé, à son initiative, de créer une association de défense de la laïcité en Tunisie avec Nabil Azouz et quelques autres. Elle n'a jamais obtenu d'autorisation mais nous avons développé ensemble une réflexion assez poussée en la matière et même préparé le numéro zéro d'une revue qui ne verra pas le jour.

J'aimais sa capacité à se démultiplier d'un créneau à l'autre : de la politique active à la réflexion, du syndicalisme à la défense des droits de l'Homme...Sans jamais se départir de sa jovialité et d'une douceur infinie avec ses proches. D'autres amis et camarades parleront mieux que moi de son long parcours depuis son adhésion au Parti communiste tunisien, de son indépendance intellectuelle, de sa résistance à l'embrigadement partisan, de son rôle au sein de l'Ugtt, du dernier combat de sa vie contre l'islam politique…

Je n'étais pas toujours d'accord avec Salah et je me souviendrai toujours de ses emportements. Surtout lorsque la discussion achoppait sur la question des rapports avec les islamistes. Il ne supportait pas le moindre louvoiement sur la question. Et mes pauvres incertitudes l'exaspéraient. Je finissais souvent par capituler. Comment tenir tête à un homme capable de discuter→

→dix heures d'affilée avec le même entrain. La proverbiale endurance de Salah était aussi celle-là : il ne lâche jamais le morceau, ni face aux pouvoirs, ni face aux amis.

Les saintes colères de Salah font partie de la panoplie hétéroclite de notre gauche. Chez lui, la politique et les idées coïncident toujours. Et comme tel, il est un de nos solides repères dans le maquis de la post-Révolution, comme il a été un exemple de rectitude et de courage avant.

Quant à moi, je garderai toujours présent dans ma mémoire mon ultime rencontre avec lui, quand je me suis faufilé dans le service de réanimation pour le voir, ne sachant pas que c'était pour la dernière fois. Mériem, sa fille, lui a annoncé que j'étais là. Je lui ai tenu la main. Il a à peine ouvert les yeux, m'a pressé la main à son tour et esquissé un sourire qui n'avait pas besoin de mots pour dire tant de choses...

Il m'en a dit mille fois plus que je n'en ai balbutié dans cette note.

F.B. H.Y.

REPUBLIQUE TUNISIENNE

MINISTERE DES TECHNOLOGIES DE LA COMMUNICATION
ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE

Centre d'Information, de Formation, de Documentation
et d'Etudes en Technologies de la Communication

DG/...../2017

CIFODE'COM
Centre D'excellence Arabe

الجمهورية التونسيّة

وزارة تكنولوجيات الإتصال
والإقتصاد الرقمي

مركز الإعلام والتّكوين والتّوثيق
والدّراسات في تكنولوجيا المواصلات

APPEL A CANDIDATURE
Sélection de traducteurs (trices) de l'Anglais vers le français

Le Centre d'information, de formation, de documentation et d'Études en Technologies des communications "CIFODECOM" se propose d'élaborer un projet, pour le compte **l'Union Internationale des Télécommunications "UIT"**, pour la mise en place de services **de traduction de l'anglais au français de pages web de l'UIT ainsi que de modules de formation en ligne** (notamment la mise en œuvre d'une version française des programmes de formation en ligne SMTP: https://academy.itu.int/index.php?option=com_content&view=article&id=102&Itemid=641&lang=en)

Le CIFODE'COM lance un présent appel à candidature pour prospecter et à identifier les experts IT, enseignants universitaires et traducteurs tunisiens, disposant d'une expérience justifiée, capables de fournir des prestations de traduction de qualité, selon les besoins, en respect de la terminologie adoptée par l'UIT. Les termes de référence de cet appel à candidature sont disponibles à l'adresse suivante:

www.cifodecom.com.tn

Les experts/traducteurs intéressés sont invités à soumettre leur dossier de candidature comprenant les pièces suivantes:

- Une fiche de renseignements généraux
- Un CV détaillé qui met en exergue les éléments d'expériences.

Les dossiers de candidatures peuvent être déposés directement au bureau d'ordre central du CIFODE'COM, sis cité technologique El Ghazala, ou bien envoyés par e-mail aux adresses suivantes:

- cifodecom@cifodecom.com.tn
- ridha.sagaama@cifodecom.com.tn

CISCO

PEARSON

مدينة تكنولوجيا المواصلات. طريق رواد كم 3.5 - 2088 أريانة Cité Technologique des communications- Route de Raoued Km 3.5 - 2088 Ariana
المعرف الجبائي: MatriculeFiscal : 756930/K/P/M/000 السجل التجاري : Registre Commercial : C0344462008 الرقم الديواني: Code en Douane :0756930
الهاتف : 071 856 073 -071 858 790 - 180 856 71 + 216 Tel : • الفاكس : 803 857 71 216 + Fax
البريد الإلكتروني: E-mail : cifodecom@cifodecom.com.tn: • موقع الواب Site : www.cifodecom.com.tn:

GAMMARTH IMMOBILIERE
SA au capital social de 1 000 000 DT
Rue du Lac d'Annecy- Passage du Lac Malawi
Immeuble AL KARAMA HOLDING
Les berges du lac Tunis 1053
MF: 425194L/P/M/000
TEL: +216 71 960 100
GSM : +216 98 910 000 - Fax : +216 71 962 175
www.gammarth-immobiliere.tn
Contact@gammarth-immobiliere.tn

Avis de Vente au plus offrant
A.O N° 20/2018
(2,3 Hectares à Tozeur l'Ex Hôtel Le Continental)

La société Gammarth Immobilière (G.I), Société de droit tunisien propriété de l'Etat se propose de lancer un appel d'offres de Cession à l'amiable pour le compte de la Société **«LES HIRONDELLES»** D'un (01) terrain abritant l'Ex Hôtel Le Continental sis à **TOZEUR** (en Lot unique):

- **Terrain sous forme d'un îlot trapézoïdal avec un bâtiment R+1 au dessus (Ex Hôtel)**
- **Superficie du Terrain : 23.000 m2 environ**
- **Superficie couverte : 8.500 m2 environ**
- **Titres Fonciers : 1316 Tozeur et 1496 Tozeur**
- **Adresse : Avenue Aboul El Kacem Chabbi – Tozeur, au sud du centre ville et donnant directement sur la palmeraie de Tozeur**
- **Situation du Bien immeuble:** Le terrain donne sur l'axe principal et touristique de la ville de Tozeur, Avenue Aboul Kacem Chabbi, reliant le centre de la Médina à la zone touristique et situé à proximité du musée « Dar Chraït ».

Il est limité du côté Sud par une voie touristique et la palmeraie de Tozeur, du côté Est par la route touristique qui mène vers « Bled el Hadhar» le Zoo et du côté Ouest par l'Ecole Hôtelière de Tozeur.

- **Vocation : Zone Touristique UT.**

Le terrain sur lequel est bâti l'Ex-Hôtel a fait l'objet de deux études de réaménagement par des bureaux d'études architecturales et ce en 2008 et 2013. La première étude avait pour objet l élaboration d'un projet de rénovation de l'hôtel existant, la réalisation d'un ensemble immobilier et un ensemble commercial et culturel et la deuxième visait la construction d'un projet de réalisation d'unités hôtelières, d'espaces commerciaux et d'une clinique.

Les bâtiments ont subi des effets de dégradations.

Les plans de situation sont disponibles sur le site www.gammarth-immobiliere.tn, ou directement chez Gammarth Immobilière ou à son bureau à Sousse.

Les biens objets de la cession seront cédés libres de tous droits ou hypothèques. Ils relèvent de la propriété de la société de promotion immobilière «Les Hirondelles » société confisquée propriété de l'Etat tunisien.

La présente procédure de vente est régie par les conditions figurant au sein du dossier type et dans l'avis d'Appel d'Offres.

La vente porte sur les biens dans l'état où ils se trouvent, à constater sur place par le soumissionnaire et ses conseillers techniques et juridiques sous sa propre responsabilité.

Les personnes intéressées par l'acquisition des biens immobiliers objets de la cession sont invitées à s'assurer le cas échéant de leurs vocations et de leurs situations auprès des autorités locales et des services techniques compétents avant de participer à la présente procédure de cession.
Toute personne physique ou morale désirant prendre part au présent appel d'offres est autorisée à visiter les biens mis en vente. Les visites seront organisées sur rendez-vous durant la période allant du **16 Avril au 23 Mai 2018.** Les candidats devront en formuler la demande de visite auprès de Gammarth Immobilière selon les conditions fixées dans le cahier des charges (C.C) et après retrait de ce dernier, aux heures ouvrables, contre le paiement de la somme non remboursable de deux cent dinars (200 DT) en espèces ou par chèque au service financier de la société ou à son agence régionale sise en face du carrefour Sahloul-Sousse.

Les soumissionnaires feront parvenir leurs offres par voie postale, sous pli recommandé, par rapid-poste ou les déposer directement au bureau d'ordre de Gammarth Immobilière contre décharge. Les offres seront placées sous enveloppe extérieure fermée et scellée avec la mention :

Destinataire : Société Gammarth Immobilière

Adresse : Rue du Lac d'Annecy - Passage du Lac Malawi Immeuble Al Karama Holding Les berges du lac 1053 Tunis - Tunisie

Objet : Participation à l'Appel d'Offres n°20/2018

«A Ne Pas Ouvrir par le service du bureau d'ordre»

Cette enveloppe extérieure comportera les pièces administratives et financières de A à F énumérées dans l'art. 8 « contenus des offres » dont le cautionnement de participation selon les conditions figurant au C.C et fixé forfaitairement à **Soixante dix mille dinars (70 000 DT).**

La date limite de remise des offres est fixée au **Jeudi 24 Mai 2018 à 10H00,** le cachet du bureau d'ordre de G.I faisant foi. **La séance publique d'ouverture** des plis sera tenue le même jour à **10H30** au siège de la société en présence d'un huissier notaire, des soumissionnaires ou leurs représentants (munis d'une pièce d'identité et d'une procuration).

Les soumissionnaires demeurent liés par leurs soumissions pendant **cent quatre-vingt (180) jours** à compter du jour suivant la date limite de réception des offres.

Pour plus d'informations veuillez contacter le service commercial de la société ou son agence régionale
(+216 71 960 100 , +216 73 369 037, + 216 98 910 000)

Billet

• Par Hédi Béhi

Le jour où j'ai rencontré l'histoire sur mon chemin

Le 27 octobre 1967, je débarque à Paris. On est bien loin du climat de tension qui y régnait au début des années 60, lorsque les paras de l'armée française d'Algérie conduits par *«un quarteron de généraux à la retraite»* avaient menacé de sauter sur Paris. Les signes de prospérité sont évidents. Les facultés du Quartier latin où sont concentrées la plupart des institutions universitaires de la ville sont calmes. Partout, une atmosphère de sérénité studieuse règne. *Le Figaro* titre sur cinq colonnes à la une. Paris détonne par rapport aux autres capitales européennes où les manifestations des étudiants perturbent depuis plusieurs mois la vie sociale et entretiennent un climat de guerre civile. Alors que partout en Occident, en Europe, comme aux Etats-Unis, ou même en Tunisie, la contestation bat son plein sur les campus, dans la France des «Trente glorieuses» finissantes, les gens, pourtant réputés volontiers frondeurs, semblent se complaire dans l'inaction et l'indolence. La croissance revenue, les syndicats apprivoisés et la page de la guerre d'Algérie et ses douloureuses séquelles définitivement tournée, ils s'adonnent sans retenue au consumérisme et aux plaisirs que procure la société des loisirs, indifférents à tout ce qui se passe ailleurs. Dans ses vœux du Nouvel an, le général de Gaulle *«envisage avec confiance et sérénité l'année 68»* et cite Verlaine : «*Comme la vie est là simple et tranquille.»* Pourtant, le tableau n'est pas aussi idyllique qu'il n'y paraît.

Dans un article intitulé «Quand la France s'ennuie», l'un des plus fins observateurs de la vie politique française, le journaliste Pierre Viansson-Ponté, constate dans *Le Monde* : *«Ce qui caractérise actuellement notre vie publique, c'est l'ennui. Les Français s'ennuient. Ils ne participent ni de près, ni de loin aux grandes convulsions qui secouent le monde. La guerre du Vietnam émeut, certes, mais elle ne les touche pas vraiment* (…) *De toute façon, c'est leurs affaires, pas les nôtres. Rien ne nous atteint directement : d'ailleurs, la télévision nous répète au moins trois fois chaque soir que la France est en paix pour la première fois depuis bientôt trente ans, et qu'elle n'est ni impliquée, ni concernée nulle part dans le monde* (…) *Les étudiants se préoccupent de savoir si les filles de Nanterre et d'Antony pourront accéder librement aux chambres des garçons* (…) *Personne ne s'intéresse au sort des jeunes chômeurs. En tout cas, la télévision est là pour détourner l'attention vers les vrais problèmes. L'état de compte en banque de Killy* (NDLR: champion olympique de ski), *l'encombrement des autoroutes, le tiercé qui continue d'avoir le dimanche soir priorité sur toutes les antennes de France»*. Il conclut par ses mots : *«Un peuple peut aussi mourir d'ennui»*.

Le 22 mars 1968, des étudiants du département de sociologie de la faculté des Sciences humaines de Nanterre, dans la banlieue de Paris, tentent d'accéder au foyer des filles de la faculté. A leur tête, un jeune rouquin de 23 ans, d'origine allemande. Il s'appelle Daniel Cohn-Bendit. Il restera dans l'histoire comme l'icône de ce qu'on appellera le mouvement de mai 1968. Les forces de l'ordre appelées par le doyen les en empêche. S'ensuivent des heurts sans gravité. Personne, y compris le gouvernement et la presse, n'y accordera de l'importance, d'autant plus que des faits similaires s'étaient produits au cours des dernières semaines sans porter à conséquence. Ce fait mineur sera pourtant l'élément déclencheur du mouvement. La fronde estudiantine éclatera comme un coup de tonnerre dans un ciel bleu. Quelques mois plus tard, les universités françaises vont s'embraser à leur tour, les étudiants investiront la rue, mais ce ne sera pas une révolte classique où l'on se contentera de revendications banales. Ce sera une véritable révolution qui surprendra le monde entier. La classe politique, toutes tendances confondues, est désemparée, le Parti communiste, alors au faîte de sa puissance, qualifie les contestataires d'aventuriers. Ces derniers le lui rendent bien : Cohn-Bendit les qualifie de *«crapules staliniennes»*. Seuls quelques sociologues essaient de comprendre : Michel Crozier, auteur de *La société bloquée*: *«Si l'on veut faire bouger cette société bloquée, il faut absolument secouer le carcan que fait peser sur elle la passion de commandement, de contrôle et de logique simpliste qui anime les grands commis, les patrons, les techniciens, les mandarins divers qui nous gouvernent»*. Alain Touraine, auteur de *Le communisme utopique* : *«Le mouvement de mai combat le passé et révèle l'avenir, il est à la charnière de la société bourgeoise et de la société technocratique. La nouvelle lutte des classes combat contre un nouveau pouvoir social et affirmation d'une révolte culturelle, sans que ces deux aspects soient entièrement identifiables l'un à l'autre»*.

Conclusion : le mouvement de mai va bien au-delà d'une simple contestation étudiante, c'est une profonde remise en question de ce qui semblait relever de l'ordre naturel des choses : l'injustice, la pauvreté, les inégalités, la violence, la pollution. Tout cela se reflète d'ailleurs dans les graffitis «Sous les pavés, la plage», «Il est interdit d'interdire», «Soyez réalistes, demandez l'impossible», «L'imagination au pouvoir». A l'oppression, il a ajouté la conscience de l'oppression comme disait Marx. Pays conservateur, la France avait bien besoin de cette secousse.

Une scène qui vaut toutes les analyses : une fillette pas plus haute que deux ou trois pommes qui marche ostensiblement sur la pelouse près d'un panneau sur lequel est écrit : *«Il est interdit de marcher sur la pelouse»*.

Pour l'étudiant en journalisme que j'étais, venant d'un pays où il ne se passait rien, ces journées furent une expérience extraordinaire, une occasion unique de rencontrer l'histoire.

H.B.